

Crises

DU MÊME AUTEUR

Mort à la démocratie, l'Altiplano, 2007.

LÉON DE MATTIS

CRISES

ESSAI

Entremonde
Genève

BIENTÔT LA FIN ?

J'ai eu davantage de succès dans la prophétie que dans la persuasion.

JOHN MAYNARD KEYNES

En octobre 2008, le système financier mondial a failli s'écrouler. Ne nous y trompons pas: ce n'est peut-être que partie remise. La « reprise » a été aussi soudaine que l'avait été la crise: c'est une rémission trop rapide pour qu'on puisse croire la guérison assurée. Le sauvetage actuel repose sur la croyance en la capacité des États à maintenir la valeur de la valeur. Mais en 2010 et 2011 le feuilleton de la crise de la dette publique en Amérique et en Europe a révélé la profondeur du doute. Que cette croyance s'effondre et le système périt.

On avait rarement été aussi proche d'une telle chute que durant ces journées d'octobre 2008. Les banques s'asphyxiaient malgré les milliards mobilisés par les autorités monétaires pour leur venir en aide. C'est que de tels milliards ont essentiellement des créances pour garanties: ce qui revient à dire que c'est la promesse de ressources futures qui est à la source de leur valeur actuelle. La chute irrépensible des valeurs boursières et la panique « irrationnelle » qu'elle traduisait prouvait que, aux yeux des investisseurs, le futur ne paraissait plus garantir le présent, malgré les efforts déployés par les banques centrales et les gouvernements pour convaincre du contraire. La crise immobilière, le resserrement du crédit, la faillite de très grandes banques, le krach boursier s'enchaînaient dans une dynamique sans fin. Ce que tous craignaient mais n'avouèrent jamais, c'est que ces différents phénomènes se lient soudain dans le nœud commun qui les étranglera tous: *une véritable crise de la valeur*.

Ces journées d'octobre ont également fait ressurgir une idée très commune, qui n'est plus guère contestée que par quelques libéraux isolés: que la finance serait une « dérive », et que l'on pourrait

opposer « l'économie réelle », celle des entreprises et des travailleurs qui créent de la richesse, à « l'économie virtuelle », celle des banquiers et des financiers. Cette idée est si répandue que ceux qui prétendent en finir avec le capitalisme, d'accord sur ce point avec ceux qui ne veulent que le réformer, se focalisent exclusivement sur ses aspects financiers. C'est ne pas comprendre que ce système forme un tout indissociable. N'importe quel échange économique, même celui d'une petite coopérative indépendante, est tout autant conditionné par l'ensemble du rapport social capitaliste que celui des firmes multinationales. Il n'y a aucune différence à faire entre la compagnie Coca-Cola et la modeste entreprise qui fait du « commerce équitable ». En vérité, toutes deux présupposent l'existence de la totalité capitaliste qui se matérialise dans son équivalent universel. Ce que ne comprennent pas ceux qui critiquent la « virtualité » de la finance, c'est que, si virtualité il y a, celle-ci se trouve au cœur même du rapport d'échange monétarisé. L'acte qui consiste à troquer une baguette de pain contre un euro est de même nature que celui qui revient à investir, sur le marché financier, dans tel ou tel titre au fonctionnement sophistiqué. Ces deux opérations ne sont pas plus « réelles », pas moins « virtuelles », l'une que l'autre. Elles sont des modes d'expression de la même chose. Si la forme du *produit financier dérivé*¹ paraît échapper à la compréhension du public, l'échange d'un pain contre un euro ne lui est en vérité pas plus clair. Si on ne comprend pas pourquoi il était crucial, au mois d'octobre 2008, que la Réserve fédérale des États-Unis ou la Banque centrale européenne aident le secteur bancaire à se refinancer en urgence, alors on ne peut pas non plus réellement comprendre par quel miracle il est possible d'acheter une marchandise au moyen d'un signe monétaire garanti par ces mêmes banques centrales. Si on ne sait pas comment l'argent est créé et ce qu'il représente, alors c'est un fait que l'on ne sait pas pourquoi on peut l'utiliser :

1. Instrument financier dont la valeur dépend de la fluctuation du prix d'un autre produit qui lui sert de référence. Conçus à l'origine pour permettre à des entreprises de se couvrir contre les risques de fluctuation des cours des matières premières, ces produits ont connu une très forte diversification et une très forte croissance à la fin du xx^e siècle.

si ce n'est que, empiriquement, je vois bien que le commerçant me donne un produit quand je lui tends un billet. Accoutumé à des formes sociales qui existent depuis si longtemps qu'il croit que c'est depuis toujours, le public ne s'étonne pas de ses opérations d'achats quotidiennes et les croit plus réelles que les opérations financières dont il n'entend parler qu'à la télé.

La valeur n'existe pourtant pas de manière plus tangible dans l'économie de tous les jours que dans la sphère de la finance. Elle « est » de la même manière dans l'échange quotidien et dans les spéculations monétaires ou boursières. Simplement, cette existence *paraît* étrange et barbare ici, naturelle là. On s'étonne des crises financières et de leurs manifestations paroxystiques. On a l'impression que les milliards de la capitalisation boursière ou des échanges entre traders sont des milliards virtuels. On s'interroge sur la réalité des sommes que la spéculation fait tour à tour apparaître ou disparaître mais on ne s'interroge jamais sur la réalité du billet de cinq euros que l'on tient dans sa main. Habitué depuis toujours à l'étrange pouvoir des signes monétaires sur notre vie, nous ne le percevons même plus. Ce n'est que quand cette puissance se concentre dans les sphères impossibles de la haute finance que cette étrangeté paraît éclater soudain, et nous terrorise brutalement, nous rappelant alors avec force combien c'est notre propre monde qui nous est étranger.

Pourtant la virtualité, en fait l'aspect socialement abstrait de ces opérations, est bien la même dans tous les cas. Ce qui s'échange dans l'économie des biens et des services n'a pas une valeur en soi que la finance ne ferait qu'accaparer. La valeur du bien échangé est tributaire des opérations du crédit et de la monnaie, elle est tributaire du monde de l'argent, elle est tributaire de la finance dans son ensemble. La croyance en l'autonomie de la sphère de l'économie « réelle » par rapport à la sphère de la finance renvoie au fond à l'idée qu'il existerait un état « naturel » ou « normal » de l'économie, où le travail serait rétribué honnêtement, et que seuls les dérives et les excès de cet état normal sont condamnables. Mais il n'y a pas de dérive du capitalisme: le capitalisme *est* la dérive.

Ce qu'on appelle la « financiarisation de l'économie » n'est guère que l'expression, sous une forme financière, des impasses structurelles du mode de production capitaliste. « L'argent en tant qu'il se produit lui-même » n'est pas le propre de la finance mais du capitalisme tout court. De l'équation actuelle de la monnaie, on déduit que celle-ci a cessé d'être la contrepartie d'un métal lui-même marchandise pour n'être plus que la représentation d'un crédit, autrement dit d'un pari sur l'accroissement de la production marchande à venir. Ce n'est plus seulement la nécessité d'un accroissement de la valeur comme condition de sa conservation dans le circuit du capital qui exprime le déséquilibre fondamental du système capitaliste. *C'est l'incarnation même de la valeur, la monnaie, qui ne peut plus valoir que dans la mesure où la valeur s'accroît à l'infini.* Ce mouvement d'accroissement infini sera un jour fini sous l'effet de ses limites internes et externes. On voit dans l'épuisement du monde naturel à soutenir les exigences toujours croissantes de la valorisation certaines de ces limites s'approcher dangereusement. Le jour viendra où sera évidente pour tous l'impossibilité de la croissance infinie de la valeur. Ce jour verra peut-être la monnaie s'effondrer purement et simplement. Cet effondrement, s'il a lieu, ne sera pas le signe d'une simple crise « financière » ou « économique ». La crise sera alors véritablement une crise du rapport social dans la mesure où elle exprimera concrètement l'impossibilité de croire plus longtemps en la survie d'un mode de production qui, pour exister, doit se présupposer éternel.

RETOUR SUR UNE CRISE QUI A FAILLI EMPORTER LE MONDE

En tant qu'ancien secrétaire au Trésor de Ronald Reagan, j'abhorre l'idée même d'une prise de contrôle gouvernementale – partielle ou totale –, même temporaire. Malheureusement, il se peut que nous n'ayons plus le choix.

JAMES BAKER, POLITICIEN AMÉRICAIN.

LE RÔLE DU CRÉDIT – Que s'est-il passé, à l'automne 2008, pour qu'un tel vent de panique souffle sur les marchés ? Les événements à l'origine de la crise sont bien connus mais souvent peu compréhensibles pour un public profane. Résumons. On sait que des crédits immobiliers ont été massivement accordés à des consommateurs américains à la solvabilité incertaine. Cette catégorie d'emprunteurs était appelée la catégorie *subprime*, soit, littéralement, « sous-premier choix », et non « deuxième choix », d'ailleurs, puisque la novlangue clinquante du marketing n'aime que ce qui est *prime*, *gold*, ou *platinum*. Les consommateurs de la catégorie *prime* sont ceux qui ont des revenus élevés et des historiques de remboursement de crédits antérieurs censés garantir leur solvabilité.

Le crédit à la consommation est une habitude ancienne des pays anglo-saxons. Son volume, pourtant, a fortement augmenté ces dernières années. L'hypothèse que le développement de ces crédits, même risqués, est une nécessité pour soutenir la consommation sans augmenter les salaires est à prendre en considération. Puisqu'on ne veut pas payer les salariés davantage, on les laisse emprunter les sommes qui leur permettent d'acheter les produits que le capitalisme doit écouler pour survivre. On sort ainsi de l'explication très courte que les dirigeants français, de gauche comme de droite¹, veulent donner à

1. « Le capitalisme financier nous a menés au désastre. La crise [...] a eu des effets dévastateurs sur le marché du travail : 30 millions de chômeurs en plus, [suite page 12]

la crise: un excès de cupidité des banques et institutions financières, et le besoin de les « réguler ». Certes, les capitalistes américains ont fait preuve de « cupidité »: et pour cause, puisque le désir d'enrichissement sans borne est au cœur de la *weltanschauung* capitaliste, autrement dit de sa vision du monde. Mais il ne saurait y avoir aucun excès de ce désir. Il n'y a pas, d'un côté, de braves industriels qui ne cherchent qu'à s'enrichir *un peu*, et de l'autre côté des banquiers qui le cherchent *beaucoup trop*. Tous cherchent également l'enrichissement, et ce n'est pas un hasard si le capital n'existe que par sa valorisation sans fin. Le système qui a permis le développement des crédits de la catégorie *subprime* ne peut s'expliquer par la concupiscence de certains, puisque celle-ci est par définition également répartie chez tous les capitalistes, mais seulement par des raisons véritablement économiques, c'est-à-dire par des raisons aussi objectives qu'il est possible dans le monde dans lequel nous vivons.

Il ne faut pas oublier que le crédit n'est pas une activité parmi d'autres pour le capitalisme. Il est, sous une forme ou sous une autre, la source de la totalité des pratiques bancaires, monétaires et financières. Aucun secteur de l'activité économique ne pourrait exister sans crédit. Aucune opération financière ne pourrait se passer du crédit. L'argent lui-même n'est actuellement rien d'autre que du crédit. Un billet de dix euros n'est pas autre chose qu'une dette de dix euros.

La structure du capitalisme repose entièrement sur des crédits ou sur des systèmes similaires. La propriété du capital tend à s'assimiler au crédit. On échange, à la Bourse des valeurs, des actions et des obligations: les premières sont des parts de propriété de sociétés, les autres sont des emprunts émis par ces mêmes sociétés. Bien que les actions ne soient pas formellement, contrairement aux obligations, des créances²,

en moins de deux ans. Voilà le résultat de l'anarchie qui a régné dans les marchés financiers. Voilà le résultat d'institutions financières privées qui n'ont pas voulu de régulation. » Propos de Nicolas Sarkozy lors de la conférence préparatoire au G20, le 23 mai 2011, rapportés par le supplément économie du journal *Le Monde* daté du 31 mai 2011.

2. Une créance représente le droit de celui envers qui on s'est engagé à faire ou à ne pas faire quelque chose. En matière financière, l'engagement – l'obligation, comme on dit – est de donner une certaine somme d'argent.

elles ne fonctionnent pas si différemment: leurs dividendes représentent l'intérêt qu'il y a, pour un capitaliste, à les détenir, et c'est ainsi qu'elles entrent en concurrence avec toutes les formes juridiques de la créance. L'action, comme l'obligation ou le titre monétaire, doit payer. Sa détention est, tout comme la possession d'une créance, l'équivalent d'un pari sur l'avenir, et celui-ci doit alors à toute force se plier à la loi de l'accroissement de la valeur. Aussi le crédit, comme expression la plus adéquate de cette loi, n'est-il pas en dehors de l'économie réelle: bien au contraire, il en est le condensé.

Si on veut bien faire un peu d'histoire, on se souviendra aussi que le premier capitalisme, celui des riches marchands du bas Moyen Âge puis de la Renaissance, est né avec la banque et le crédit. Sans la lettre de change, l'ancêtre du chèque et du billet de banque, le commerce n'aurait jamais pu exister avec la force qu'il a acquise de la Renaissance jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, pour donner naissance au capitalisme actuel, le capitalisme industriel, le capitalisme comme mode de production. Les économistes ne disent pas autre chose: sans crédit, pas d'activité économique, car pas d'investissement productif, pas de consommation suffisante, pas de circulation suffisamment rapide des moyens de paiement... Nous ajouterons: de nos jours, sans crédit, plus de valeur.

UNE CRISE IMMOBILIÈRE – Il n'est pas du tout indifférent non plus que la crise ait une origine immobilière, et plus précisément la volonté de donner à une large frange de la population des États-Unis les moyens d'accéder à la propriété de son logement. La propriété du logement est un vrai rêve prolétaire, car elle est ce qui permet de croire qu'on a échappé à sa situation: que possesseur d'un bien, on a rejoint une classe supérieure, et qu'on est sorti de la malédiction de celui qui n'a que sa force de travail à vendre. «Tous propriétaires», c'est à la fois une utopie du capital, une tentative réelle et indispensable, de sa part, pour se valoriser dans ce domaine comme dans d'autres, et le projet politique de gouvernants qui espèrent s'attacher ainsi l'adhésion de ceux qui croiront qu'ils ont quelque chose à perdre. L'illusion, ici, se fait à

plus d'un titre. D'abord, posséder son logement n'est pas posséder un capital productif, et n'abolit pas, pour le nouveau propriétaire, la nécessité de travailler pour un salaire. Ensuite, et c'est la loi d'un monde dont l'inégalité des conditions sociales est le moteur, il ne peut pas y avoir que des gagnants. Tous ne seront pas propriétaires. La brutale expropriation des familles insolvables vient le rappeler à ceux qui auront trop vite voulu y croire. Enfin, le rêve immobilier de la classe moyenne, c'est la promesse d'un monde égoïste où chacun n'a accès, comme propriétaire, qu'à une part séparée de la richesse commune. C'est bien une utopie, car malgré tous ses discours ce système économique ne pourra jamais attribuer une maison individuelle et un bout de jardin à chacun; mais quand bien même cela serait possible, qui voudrait encore d'un pareil idéal une fois qu'il serait réalisé? Les exemples concrets de ce mode de vie dans les zones où il s'est développé à grande échelle – les étendues pavillonnaires à la périphérie des villes – n'incitent pas vraiment à y croire. Rendre inaccessibles des choses peu enviables: c'est bien là tout le paradoxe de la société du capital.

TITRISATION – Pour en revenir aux subprimes, le risque attaché à ces crédits était compensé par l'augmentation des intérêts. Cela faisait de ces créances «second choix» des objets particuliers: risqués mais rentables. Elles ont ensuite été revendues, sous une forme fractionnée, dans des titres que s'échangeaient investisseurs et institutions financières, dans des formules si complexes que le détail en échappait à leurs concepteurs mêmes. Les premières difficultés de remboursement, liées à l'évolution des taux d'intérêt, et la chute du marché immobilier (ces crédits étaient hypothécaires, c'est-à-dire gagés sur la valeur des biens immobiliers) ont conduit à jeter un doute violent sur la valeur future de ces titres; il était en effet impossible d'évaluer la part des créances qui resteraient non remboursables dans les produits complexes qui avaient inondé les marchés financiers. L'ampleur des pertes potentielles progressivement découvertes alimenta une défiance qui amplifia elle-même les déficits. Des banques d'affaires, dont l'avoir consistait en grande

partie en ces titres brutalement dévalorisés, firent faillite. La solution ne pouvait passer que par une intervention des États, qui durent racheter massivement les créances incertaines pour éviter un effondrement général.

INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS L'ÉCONOMIE – Certains ont alors fait remarquer que ces mêmes États, qui peu avant pleuraient misère et peinaient à financer des plans d'aide sociale ou de sauvetage de l'environnement, trouvèrent soudain et sans grande difficulté les centaines de milliards d'euros ou de dollars qui étaient nécessaires pour sauver le système du crédit. L'État s'est défendu en affirmant que ces milliards n'étaient que prêtés et devaient être considérés comme un investissement qui serait à terme remboursé – ce qui n'est pas le cas de l'aide sociale, sous-entendu, versée à fonds perdus. Les banques, un peu plus d'un an après les différents plans de sauvetage, ont commencé à rembourser les sommes qui leur ont été prêtées: ainsi en France, la BNP a rendu le 28 octobre 2009 les 5,1 milliards d'euros qu'elle devait à l'État. Il en va de même aux États-Unis. Mais ces paiements n'étaient pas acquis d'avance et dépendaient, bien entendu, de la capacité des banques à restaurer leurs marges. Le remboursement actuel est la marque de l'espoir des investisseurs de voir ces banques redevenir très rapidement rentables, et d'éviter ainsi que les États actionnaires n'en profitent à la place du secteur privé. D'une manière générale, privatisation des profits et socialisation des pertes, ou des risques, demeure la règle.

Quoiqu'il n'y ait rien eu de bien nouveau dans cette intervention de l'État, on l'a pourtant présentée comme une rupture prodigieuse avec ce qui se passait avant. On est même allé, après les avoir autant encensées, jusqu'à maudire les politiques mises en œuvre à l'époque de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, devenues d'un coup la source de tous les maux: le soi-disant recul de l'État, la toute-puissance de la finance, le pouvoir des actionnaires sur les managers, le néo-libéralisme décomplexé, tout cela a fait soudain figure d'épouvantail. On oublie pourtant que ces politiques ont été mises en œuvre précisément pour répondre à la crise d'alors:

celle des années 1970, celle qui suivit les chocs pétroliers, et qui marquait l'essoufflement du modèle du capitalisme des années 1950 et 1960. Les années Thatcher, Reagan et Mitterrand en France (puisque après quelques hésitations les socialistes n'ont pas pu mener une autre politique) n'ont pas seulement été celles de la « libéralisation » des marchés financiers. Elles ont surtout été celles de la restructuration du capitalisme, qui a débuté à ce moment-là et se poursuit jusqu'à aujourd'hui. Délocalisation de la production, développement accéléré du volume des échanges mondiaux, « prise de pouvoir par les actionnaires » dans les entreprises et exigence de rentabilité immédiate, concentration de l'activité des entreprises sur la frange la plus créatrice de profits et externalisation de toutes les autres tâches, recours à la sous-traitance, « précarisation » et flexibilisation de la main-d'œuvre, tout cela est un acquis, pour le capitalisme, des transformations entamées dans ces années-là. La financiarisation correspondait aux nécessités de ces évolutions: pour délocaliser la production, pour échanger mondialement produits finis et semi-finis, pour jouer sur les différences du prix de la main-d'œuvre d'un continent à un autre, il fallait bien un marché financier mondial, un échange international de capitaux qui soit immédiatement intégré, c'est-à-dire des possibilités de règlements internationaux souples, sans les entraves du contrôle des changes et des restrictions gouvernementales aux mouvements de capitaux. Ce qui a été obtenu également en brisant nombre de résistances ouvrières, comme l'a fait Thatcher lors de la longue grève des mineurs de 1984 et 1985. Bref, ce n'est pas parce que des idéologues « néo-libéraux » sont malencontreusement arrivés au pouvoir à cette période que les marchés financiers se sont comportés comme ils l'ont fait: mais bien au contraire, c'est parce qu'il fallait adapter le capitalisme à des conditions nouvelles qu'une politique dite « néo-libérale » s'est imposée partout dans les années 1980.

Ce qu'il faut bien comprendre, ce n'est pas seulement que briser la grève des mineurs ou libéraliser l'économie sont les deux versants d'une même politique: c'est surtout que cette politique s'est imposée partout, avec des adaptations locales évidemment, parce qu'elle

était en vérité la seule possible à ce moment-là. Après sa victoire aux élections présidentielles de 1981, la gauche française n'a pas trahi la cause ouvrière parce qu'en 1983 a été pris le tournant de « la rigueur » : mais simplement parce qu'en jouant le jeu électoral elle a accepté de devoir gérer l'État du capital, ce qui ne peut se faire qu'en se soumettant aux obligations qu'une telle gestion impose.

Pour schématiser, on se rappellera qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, une forme de compromis a été trouvée entre les dirigeants capitalistes et les représentants du monde ouvrier pour une certaine redistribution de la richesse produite, à travers ce qu'on a appelé le « welfare » : assurance, retraite, chômage et maladie sont la première des composantes de cette redistribution, la croissance des salaires la seconde. Ce compromis était à la fois la condition et le résultat de la forte croissance que les pays d'Europe, d'Amérique du Nord et le Japon connurent après les destructions massives de la guerre. Ce relatif partage du surcroît de richesse ne fonctionne qu'à la condition que la production soit massive et continue : autant dire que la crise des années 1970 lui a porté un coup fatal. Ce déclin du modèle issu de l'après-guerre, loin d'être immédiat, s'étale sous nos yeux depuis bientôt quatre dizaines d'années. De fait, ce compromis qui ne concernait que l'Occident a été remis en cause par le développement de l'industrie dans des zones où on trouvait des avantages en termes de coûts de la main-d'œuvre : les points d'ancrage ont d'abord été de petits territoires, comme Taïwan, Hongkong, etc. Puis ces « pays ateliers » pionniers ont servi de modèle à des zones bien plus vastes encore, jusqu'à la période actuelle qui fait de la Chine ou de l'Inde des producteurs essentiels dans le monde contemporain.

L'IMPASSE DE LA « RÉGULATION » – C'est parce qu'il n'y a jamais eu de « dérégulation » mais seulement l'adoption de nouvelles règles, plus conformes aux nécessités immédiates du capitalisme, qu'il ne saurait y avoir un retour à la « régulation ». Le capitalisme *est* régulé. Il ne pourrait pas exister autrement. De fait, l'inflation des règles juridiques et des structures nationales et internationales

de jugement et d'arbitrage est une réalité que les tenants de la « régulation » font semblant d'oublier. Le capitalisme tout entier repose sur un foisonnement d'actes juridiques que la pratique a lentement codifiés depuis des siècles, et qui n'ont jamais été aussi universels qu'ils le sont à présent. Les conventions internationales et les réglementations à l'échelle supranationale, de l'Organisation mondiale du commerce à l'Union européenne ou aux accords commerciaux bi ou multilatéraux, pullulent dans tous les sens, et ce maquis réglementaire a enrichi à outrance les cabinets d'avocats internationaux dont aucune activité capitaliste d'envergure ne saurait plus se passer. Tout ce fatras réglementaire ne sert néanmoins qu'à faire fonctionner le capital, non à l'empêcher de verser dans ses « excès », et pour cause, puisque les errements actuels de la valeur ne sont pas un excès du capital mais un effet inévitable de son fonctionnement.

Le débat entre tenants de la régulation et tenants de la « dérégulation » est un faux débat, tout simplement parce que l'idéologie néo-libérale, celle de la « dérégulation » et de la privatisation des entreprises nationalisées après-guerre, est un pur et simple mensonge. Mais ce mensonge, outre qu'il a concrètement servi à faire réaliser de faciles plus-values à quelques grands entrepreneurs en échange de services rendus aux politiciens responsables des privatisations, a eu pour effet également de faire croire qu'il y aurait un véritable recul du rôle de l'État. Pourtant, dans cette période du « recul de l'État », jamais peut-être les dirigeants des grands États capitalistes n'avaient été aussi proches des milieux d'affaires. La dynastie Bush, engagée auprès d'un certain nombre d'entreprises; Berlusconi, lui-même grand patron; Sarkozy, lié intimement à quelques unes des grandes fortunes françaises: les exemples de la collusion entre les dirigeants des États démocratiques et les milieux d'affaires ont gagné en évidence. Si donc on change de discours avec une facilité déconcertante, au fond on ne change pas de pratique. L'État demeure l'instrument de la domination capitaliste et en tant que tel son rôle est toujours central. Ce qui, tout au plus, a reculé durant la période du néo-libéralisme triomphant, c'est cette illusion que l'État pourrait

être un rempart contre l'exploitation capitaliste: et c'est bien cette illusion que les tenants de la «régulation» s'emploient à restaurer.

ÉTAT ET CAPITAL – Pourtant, l'importance de l'engagement demandé à l'État américain au cours de l'automne 2008 a apparemment d'abord surpris quelques élus républicains, et parfois aussi démocrates, qu'on avait sommés de voter à la hâte le plan de sauvetage, dit «plan Paulson³», préparé par les banquiers. «Socialisme», se sont-ils écriés, choqués que les financiers foulent apparemment au pied les principes libéraux qu'on leur avait demandé jusqu'ici de défendre mordicus. Ils sont cependant vite rentrés dans le rang, quand on leur a rappelé où se trouve le véritable pouvoir. L'implication de l'État comme garant de la pérennité de l'économie de marché ne peut surprendre que des ignorants. Déjà, en 1908, le gouvernement français nationalisait la société des Chemins de fers de l'Ouest en faillite, avant même que l'idéologie du «service public» n'essaie de nous faire croire que, parce qu'il nous serait vendu par l'État, un service deviendrait autre chose qu'une marchandise.

L'État et le capitalisme ne sont pas deux entités séparées, dont l'une pourrait nous préserver de l'autre. Leur implication réciproque est structurelle: l'État contemporain crée l'économie capitaliste et l'économie capitaliste crée l'État contemporain. Aucun des deux n'est imaginable sans l'autre. La crise qui se déroule sous nos yeux démontre à l'évidence le caractère fallacieux des débats qui opposent les «étatistes» aux «libéraux»: quand la nécessité est là, l'idéologie s'efface, et l'État assume la tâche qui lui revient. L'État n'est pas qu'un «régulateur» du capitalisme, il en est surtout un des agents principaux car il sert à garantir, par la puissance formidable que lui seul est à même de mobiliser, la pérennité de la croyance en la création de valeurs futures. Jusqu'en 2011, les agences internationales spécialisées décernaient à des États comme l'État français ou l'État

3. Du nom du secrétaire d'État au Trésor à l'automne 2008. On sait que, parmi les collaborateurs de Paulson, beaucoup étaient liés à Goldman Sachs, une des plus importantes banques américaines.

américain la note qui correspond au plus haut degré de fiabilité des emprunteurs, et ce malgré un niveau d'endettement qui ne serait jamais toléré pour une structure privée; car on sait que l'État a des moyens et des ressources que le privé n'a pas. L'emprunt d'État est une des formes majeures de la garantie contemporaine de la monnaie. De fait, un État comme la France, par exemple, a honoré toutes ses créances depuis plus de deux siècles, et il a ainsi rompu, depuis la Révolution, avec sa pratique antérieure qui avait toujours été, sous l'Ancien Régime, de *ne pas payer ses dettes*. Le système financier mondial peut se relever d'un Mexique en cessation de paiements, comme en 1982, ou encore, à condition qu'elle demeure isolée, de la défaillance possible d'un petit pays européen, comme la Grèce: il ne se relèverait pas de l'effondrement simultané de la confiance en plusieurs États majeurs du système économique mondial. Une telle hypothèse n'est pas de la science-fiction: à l'automne 2008, les craintes des dirigeants étaient beaucoup plus vives que ce qu'ils en ont laissé paraître. Il est dommage que nous n'ayons pu voir les têtes du gouverneur de la Réserve fédérale et des directeurs des principales institutions financières américaines quand les sénateurs ont voté le rejet du plan Paulson. Des arguments très pressants ont certainement été rapidement servis aux récalcitrants. Quatre jours après, le même Congrès votait enfin ce que de toute façon il n'avait pas la possibilité de refuser.

Cette manière de faire revoter, après quelques modifications cosmétiques, ce que de toute façon *on ne pouvait pas ne pas voter* ne se limite donc pas aux consultations référendaires, comme l'exemple nous en a été donné jusqu'ici par le cas irlandais lors des votes sur les traités européens⁴, mais peut également concerner des Assemblées élues. On pourrait s'étonner de ce que les sénateurs américains aient quand même dû voter alors qu'il n'y avait pas d'autre option possible. Mais c'est que ce vote n'était pas ici l'expression d'un choix quelconque. Il ne s'agissait que de l'affirmation de la souveraineté,

4. En 2001, les Irlandais avaient rejeté le traité de Nice par 53,9 % des voix. Le gouvernement, tirant prétexte de la forte abstention, organisait un nouveau référendum et en 2002 le traité était approuvé à 62,9 %. Quant au traité de Lisbonne, rejeté par 53,4 % des suffrages en juin 2008, il recueillait 67,13 % de oui en 2009.

transférée du peuple américain à son Parlement, et qui devait se manifester dans la décision formelle du Congrès, quand bien même cette décision n'était pas libre. Ce genre d'épisode nous permet de comprendre que la notion de «souveraineté» ne doit pas se comprendre comme étant la liberté, pour l'État, de choisir sa politique. Bien au contraire, nous la voyons ici apparaître pour ce qu'elle est, c'est-à-dire comme l'expression de la soumission de l'État à sa propre nécessité, entendue au sens de ce qui lui est nécessaire pour exister et qui en même temps le rend nécessaire. Les électeurs irlandais et les parlementaires américains n'ont donc exprimé aucun choix quand ils ont rejeté les uns le traité et les autres le plan de sauvetage financier qui leur étaient proposés. Leur refus ne pouvait ouvrir la voie à aucune autre proposition réellement différente: et de fait on leur a fait revoter, aux uns comme aux autres, quasiment la même chose, à quelques détails près. C'est qu'il n'y avait pas, lors de ces consultations, d'autre proposition crédible, pas d'alternative vraisemblable dans le cadre des exigences fondatrices de l'État. Les modalités de la construction européenne ou de l'intervention de l'État américain pour sauver la finance ne sont pas modifiables au gré des envies des uns ou des autres. Elles sont une des mises en forme des contraintes structurelles du monde capitaliste qui s'imposent à tous. Si on soumet de telles modalités à un suffrage, c'est qu'elles engagent juridiquement l'État dans ce qu'il a de souverain, et que la souveraineté, dans la théorie moderne, procède directement ou indirectement du peuple: mais ce n'est là qu'un problème de principe juridique, indépendant du bon vouloir de celui qu'on a conventionnellement institué comme source de la souveraineté. Si le souverain était un roi ou un dictateur, il en irait exactement de même. La nécessité de l'État s'impose toujours à sa souveraineté, ou, pour le dire plus justement, la souveraineté étatique n'est rien d'autre que la forme que prend l'expression de sa nécessité.

Après l'adoption du plan Paulson lors du second vote, il n'est plus resté qu'une poignée d'idéologues libéraux pour continuer à protester contre le principe du rachat des actifs dévalorisés. Personne ne les a plus écoutés: ce genre d'idiots utiles n'a plus voix au chapitre

quand c'est la valeur du grisbi⁵ qui est vraiment en jeu. Bien au contraire, l'idée d'une nationalisation du secteur bancaire a fini par s'imposer dans l'esprit de tous les décideurs américains et même, bon gré mal gré, dans celui des commentateurs de tous bords. La seule objection valable à une nationalisation généralisée n'était pas du tout d'ordre idéologique, mais très pratique: est-ce que l'État américain pouvait encore se le permettre, financièrement parlant ?

Cette question n'aura connu, en 2008, qu'une réponse provisoire, comme les événements de l'année 2011 l'ont prouvé peu après. Les notes des États-Unis et des principaux États européens ont en effet été dégradées ou menacées de dégradation, jetant un doute de plus en plus sérieux sur les capacités de remboursement de ceux-ci.

« *L'État fédéral américain reste exceptionnellement solvable et il n'y a pas de raison que cela change avant une dizaine d'années* », estimait encore l'agence de notation financière Fitch Ratings dans un communiqué publié le 11 janvier 2010. Cette agence ajoutait: « *Malgré une dégradation sans précédent de ses finances publiques, il bénéficie du soutien que lui apportent son rôle clef dans le système financier mondial et la flexibilité de son économie affluente et diversifiée, qui lui fournissent la base de ses revenus.* » Fitch confirmait attribuer à la dette publique américaine à long et à court terme respectivement les notes « AAA » et « FI + », les plus élevées dans son échelle. L'agence indiquait par ailleurs qu'elle n'envisageait pas de changement pour ces notes avant la fin de la décennie, tout en précisant qu'en l'absence de mesures de réduction du déficit budgétaire dans les trois à cinq années à venir, l'endettement de l'État approchera des niveaux susceptibles d'entraîner un abaissement de ces notes. Mais un an après, le 18 avril 2011, une autre agence de notation, Standard & Poor's, provoquait un petit coup d'éclat médiatique en évoquant la possibilité de baisser la note des États-Unis à une échéance plus brève de « deux à trois ans ». Cette annonce intervenait au moment où les démocrates et les républicains, engagés dans d'âpres négociations sur la réduction des dépenses publiques, peinaient à convaincre qu'ils sauraient maîtriser la dérive de la dette. À la mi-juillet, la même agence menaçait à

5. Le grisbi, c'est la maille, la thune, le pognon.

nouveau de baisser cette note si les négociations n'aboutissaient pas rapidement, et début août elle mettait sa menace à exécution, rétrogradant les États-Unis de « AAA » à « 2A + ». Ainsi, en moins de six mois, l'impensable devenait réalité.

Standard & Poor's récidivait en Europe en plaçant, le 5 décembre 2011, sous « surveillance négative » la note de quinze des dix-sept États de la zone euro. Parmi ceux-ci, six États, dont la France et l'Allemagne, bénéficiaient de la plus haute note possible, le fameux « AAA ». L'agence de notation faisait ainsi directement pression sur les dirigeants européens, réunis en sommet les 8 et 9 décembre pour tenter de rassurer les marchés en s'engageant à réduire davantage les dépenses étatiques. Les deux autres agences de notation les plus importantes, Fitch et Moody's, critiquaient quant à elles les résultats de ce sommet et envisageaient également de baisser les notes de plusieurs États européens. Comme on pouvait s'y attendre, la note de la France était dégradée par Standard & Poor's à la mi-janvier 2012.

LES ENSEIGNEMENTS D'UNE CRISE – De la crise de l'automne 2008, il faudra retenir ceci: que seule la garantie de la plus formidable puissance capitaliste possible, l'État américain, a permis de croire encore à la possibilité de perpétuer le système financier mondial. Des faillites d'États secondaires ont été envisagées. On a noté que l'Islande ou la Lettonie étaient proches de la cessation de paiements. On a relevé les difficultés de l'Irlande ou de la Grèce, et la nécessité, pour ces États d'accorder des taux élevés pour leurs emprunts à long terme. Mais à aucun moment on n'a osé évoquer publiquement le pire: la faillite concomitante de plusieurs grands États capitalistes, comme la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, et *in fine* les États-Unis. De ce coup-là on ne se relèverait pas. L'État américain est la garantie ultime du dollar, devise majeure des règlements internationaux, et donc instrument indispensable de valorisation dans le capitalisme mondial.

L'abaissement des notes accordées par les agences spécialisées au États-Unis ou à d'autres pays n'est, dans ce lent processus de dégradation de la confiance, qu'un symptôme parmi d'autres. Perdre

leur triple A n'a pas empêché les États-Unis de pouvoir continuer à emprunter à des taux avantageux sur les marchés: et même avec sa bonne note, la France accusait avec l'Allemagne un important différentiel à l'automne 2011, concernant ces mêmes taux. Cependant, ce qui est frappant dans l'évolution de la situation de 2008 à fin 2011, c'est le caractère apparemment inexorable de la défiance progressive des acteurs économiques envers ce qui est pourtant la clé de voûte de tout le système: l'État.

Il est évident que malgré ses moyens immenses l'État ne peut garantir la totalité des pertes prévisibles sans risquer une catastrophe plus terrible encore: la perte de la confiance en la valeur de sa monnaie, prélude à la perte de confiance en la valeur elle-même. Tout gouverneur de banque centrale ou secrétaire d'État au Trésor a toujours en tête le souvenir des valises de billets dans le Berlin de 1923, ou les assignats dévalorisés de la Révolution et les billets de Law entassés comme des chiffons de papier au début du XVIII^e siècle⁶. Ces exemples historiques sont maintenant lointains, certes. La confiance en la monnaie est une sédimentation historique. Des dizaines d'années de fonctionnement bancaire sans accroc ont répandu la croyance en la solidité de la valeur monétaire. Mais on sait aussi que l'histoire peut reprendre, en un instant, ce qui s'est construit sur de si longues années. Les plus grands empires ont été envahis. Certains ont mis des siècles à mourir, mais ceux de Darius ou d'Atahualpa n'ont pas survécu plus de quelques mois à l'agression d'une petite troupe d'aventuriers.

Le capitalisme contemporain, en tant que mode de production mondialisé, pourrait être comparé à un empire très puissant mais fragile en son cœur. Sa périphérie et ses membres peuvent être durement touchés ou détruits sans que son fonctionnement d'ensemble

6. Pour ceux qui, parmi les lecteurs, ne seraient ni gouverneurs de banque centrale ni secrétaires d'État au Trésor, voici un bref rappel historique. Entre 1716 et 1720, un banquier écossais installé en France et soutenu par le Régent, John Law, émet des billets de banque gagés sur l'or puis sur la valeur foncière de biens situés dans les colonies. Une très forte spéculation suivie d'une tout aussi forte perte de confiance entraînent la chute brutale de la monnaie de papier et la ruine de nombreux épargnants. Law s'enfuit à Venise en décembre 1720. [suite page 25]

en soit empêché. Mais que ce qui irrigue la totalité de l'organisme vienne à manquer – une contrepartie crédible aux échanges internationaux⁷ – et c'est le tout qui n'existe plus. L'interconnexion mondiale des économies est telle, à présent, que le capitalisme de maintenant ne peut pas survivre à une telle hypothèse. Or, ce qui a provoqué une telle interconnexion, et donc une telle fragilité, c'est une nécessité structurelle de son développement, et une réponse aux blocages qui apparaissaient quand il était davantage limité à des aires plus restreintes.

Ceux qui prétendent que l'État devrait se concentrer sur ses fonctions régaliennes ont obtenu de cette crise un cinglant démenti. L'État est apparu en tant que prêteur et investisseur en dernier ressort. La quasi-nationalisation du secteur bancaire, l'intervention massive des gouvernements en concertation parfaite avec les banques centrales – alors que « l'indépendance » de celles-ci était un dogme de ces quinze dernières années, dogme qui sera donc apparu en moins de quinze jours pour ce qu'il est, du vent – et surtout l'appel désespéré des marchés, des banquiers et des entrepreneurs à l'intervention de l'État, ont montré avec suffisamment de force ce qu'il en est réellement.

Mais arrivés au terme de ce long chapitre, il nous faut faire un constat: toutes les explications avancées à la crise de 2008 et à ses prolongements en 2010 et 2011 ne permettent guère d'en

Les assignats, quant à eux, sont d'abord des titres d'emprunt d'État gagés sur la valeur des biens du clergé saisis à la Révolution. En 1791, les assignats deviennent légalement de la monnaie: mais leur émission en quantité bien plus importante que la valeur des biens gagés et la facilité avec laquelle on peut les contrefaire entraînent une inflation et une défiance envers cette monnaie que même la Terreur ne peut enrayer. En 1797, le recours au papier monnaie est abandonné et le métal précieux reprend sa place.

Enfin, l'exemple de l'hyperinflation dans l'Allemagne des années 1920, plus récent, est peut-être davantage demeuré dans les mémoires. On sait que la valeur du mark décline de 4,2 marks par dollar à 1 000 000 de marks par dollar en août 1923 et passe à 4 200 000 000 000 de marks par dollar le 20 novembre de la même année. L'inflation est telle que les prix changent d'heure en heure et que les ouvriers se font payer une voire deux fois par jour pour s'assurer que leur salaire aura encore une valeur à la fin de la journée de travail.

7. Ce qui suppose un système monétaire et financier mondial qui ne soit pas trop instable.

comprendre les mécanismes sous-jacents. Quand, en effet, on s'en tient à ce qu'on pourrait appeler un discours « économique », au fond les causes réelles de la crise nous demeurent étrangères⁸. Un phénomène est expliqué par un autre, lequel trouve sa source dans un troisième: mais le pourquoi de la totalité de ces phénomènes, lui, n'est jamais abordé.

Pour aller plus loin dans la compréhension de la crise qui a commencé en 2008, il convient donc de se détacher des caractéristiques propre à cette crise particulière, et de tenter de comprendre ce que, à l'occasion de celle-ci, il est possible d'entrevoir du fonctionnement global du monde capitaliste.

Pour cela, il faut commencer par se poser les questions les plus triviales. Avant même de se demander d'où proviennent les milliards mobilisés pour sauver les banques pendant la crise, il faudrait s'interroger sur la valeur de ces milliards eux-mêmes: et si on ne sait pas d'où un euro tient sa valeur, pourquoi le saurait-on pour un milliard d'euros?

Le premier pas, c'est de comprendre les mécanismes contemporains de la création monétaire.

8. C'est pourquoi les thèses avancées le long de ce chapitre, et qui visent à critiquer le discours dominant sur la crise (le discours de la régulation), risquent fort de ne pas paraître convaincantes telles qu'elles viennent d'être exposées. L'impression qui se dégage à leur lecture est celle d'un discours de spécialiste opposé aux discours d'autres spécialistes: et il paraît normal, à celui qui n'a pas les clés pour la comprendre, de se sentir étranger à cette querelle d'experts. C'est pourquoi il faudra revenir sur ces explications plus loin dans ce livre, lorsque le propos tenu ici apparaîtra vraiment pour ce qu'il est: non pas un discours économique mais tout au contraire une critique radicale de l'économie.

ARGENT PAS CHER

Ainsi donc, voici enfin révolu le long règne de la monnaie-marchandise.

JOHN MAYNARD KEYNES

LES ÉVOLUTIONS DE LA MONNAIE DEPUIS DEUX SIÈCLES – Au XIX^e siècle, la valeur de la monnaie était adossée à un métal précieux, l'or. Au XX^e siècle, la référence à l'or a progressivement disparu.

Cette évolution n'est certes pas une innovation totale. Elle n'est que la systématisation de pratiques et de conceptions qui avaient déjà émergé dans l'histoire, et même dans un XIX^e siècle pourtant imprégné du dogme de la contre-valeur en métal précieux de la monnaie¹. Une stricte application du principe de l'étalon-or voudrait en effet que la monnaie de papier émise corresponde exactement à la valeur en or détenue par l'émetteur: la convertibilité immédiate du billet étant apparemment le gage de cette stricte équivalence. En vérité, il n'en a jamais été ainsi et il a été admis dès l'origine un décalage calculé entre le stock de métal précieux et la valeur totale des billets émis². Cette distorsion était comprise et interprétée

1. En suspendant, entre 1797 et 1819, la convertibilité de la livre sterling, la banque d'Angleterre provoqua, dans le plus grand pays capitaliste d'alors, une importante controverse sur la question de la convertibilité des billets, qui s'épanouit en particulier autour de la publication, en 1810, du *Bullion Report*, document rédigé par une commission parlementaire spécialement créée pour cette occasion. Le débat entre ce qu'on appela alors les « bullionistes » et les « anti-bullionistes » fut tranché en faveur de la convertibilité et le XIX^e siècle ne reviendra plus sur ce dogme: quand, durant ce siècle, il y eut suspension de la convertibilité de la monnaie et cours forcé de celle-ci, ce fut toujours pour des périodes vues comme transitoires avant le retour à ce qu'on considérait alors comme une situation normale.

2. Tout le débat portait sur l'amplitude possible de ce décalage. Pour les tenants de ce qu'on appela alors « l'école de la circulation » (Currency School), au rang desquels on comptait Ricardo, il fallait que le rapport entre monnaie émise et réserves en métal précieux soit fixe, et s'impose à la banque, tandis que les tenants de « l'école de la banque » (Banking School) voulaient laisser aux autorités monétaires un certain pouvoir d'appréciation qui leur permette d'aller au-delà d'un taux de réserve de change fixé à l'avance.

comme une tolérance légère qui ne remettait pas fondamentalement en cause le principe de la valeur gagée sur la marchandise or. C'est ainsi que les banquiers la présentaient, c'est ainsi que leurs clients l'admettaient, et c'est ainsi que les économistes la voyaient. Cette pratique ne faisait que reprendre une habitude aussi ancienne que l'idée même de banque, à l'époque où les orfèvres, depuis leurs bancs, signaient déjà des engagements supérieurs à la valeur du stock dont ils disposaient réellement³. S'il en était ainsi, c'est que le rapport entre l'or et la monnaie n'était pas qu'une question de nécessité d'équivalence de valeurs intrinsèques, mais de confiance. L'orfèvre s'était engagé à fournir les quantités d'or inscrites sur les billets, et on savait qu'il tiendrait sa parole. Les dépassements étaient calculés pour qu'il puisse en être ainsi. Ces reconnaissances de dettes s'échangeaient contre des marchandises. Dès le Moyen Âge, des instruments de crédit servaient ainsi couramment d'instruments de paiement.

Au début du XIX^e siècle, c'est aussi le souci d'inspirer la confiance qui conduisit à n'accorder le privilège de l'émission de la monnaie papier qu'à quelques banques soigneusement choisies. On sait que la Banque de France, créée en 1803, obtint le monopole de la création des billets de banque en 1808 pour Paris et en 1848 pour l'ensemble de la France. Avec l'extension du système bancaire dans la seconde moitié du XIX^e siècle, ces banques privilégiées occupèrent, dans les différents pays, le sommet de la hiérarchie sous le nom de « banque centrale », et le contrôle de l'État sur elles eut tendance à s'accroître – contrôle qui allait se renforcer grandement au cours du siècle suivant avant que la tendance ne s'inverse brutalement dans les dernières années du XX^e siècle.

Tout au long du XIX^e siècle, la fixité des parités avec l'or et la convertibilité immédiate du papier monnaie semblaient laisser à l'or son rôle unique d'équivalent général – le bimétallisme ayant été abandonné progressivement. « Semblait », car dès l'origine il arrivait que des créances soient admises comme contrepartie de la monnaie,

3. C'est ce qui permettait d'accroître le volume d'argent en circulation, et donc favorisait le commerce.

mais dans des proportions que l'on conservait limitées. On pouvait donc, comme les banquiers eux-mêmes, tenir ce fait pour quelque chose de négligeable et de peu significatif, et valablement considérer dans un premier temps la monnaie comme une marchandise comme une autre. Dans la théorie de la monnaie-marchandise, c'est parce que le métal précieux est avant tout une marchandise comme une autre qu'il peut devenir une marchandise très particulière, un équivalent général dont le triomphe est à la fois l'instrument et le symbole du mode de production capitaliste.

Le xx^e siècle va ôter, non sans heurts il est vrai, tout statut de marchandise à l'argent, et aboutir à généraliser ce qui n'était jusque-là qu'une de ses formes: la monnaie de crédit. Ce qui paraissait l'exception va purement et simplement devenir la norme⁴: la contrepartie des billets n'est plus de l'or, mais de la dette. De l'instrument de crédit qui sert de monnaie à l'occasion, on en arrive à la monnaie systématiquement appuyée sur le crédit. Cette évolution se fera principalement entre 1914, début de la Première Guerre mondiale, et 1971, date où le président américain Richard Nixon, lâché par la Banque centrale allemande, avoue officiellement que le dollar n'est plus convertible – ce qu'il n'était plus de fait depuis quelques années déjà. Le système monétaire mondial a, durant ces soixante-sept années, changé du tout au tout, même si encore une fois il n'a fait que systématiser des caractéristiques qu'il possédait déjà mais qui paraissaient jusque-là secondaires. La monnaie n'est plus une marchandise parce qu'elle n'a plus pour base une marchandise déterminée, le métal précieux: c'est le sens de la formule de Keynes citée en exergue de ce chapitre et prononcée dès 1930. Mais la monnaie est toujours une marchandise en ce sens qu'elle peut faire

4. Ou peut-être, pour être plus précis, *le redevenir*. Dès les premiers temps capitalistes apparaît la monnaie de crédit adossée à la dette publique. Comme le note Karl Marx, « la dette publique a [...] fait naître les sociétés par actions, le commerce d'effets négociables de toutes sortes, l'agiotage, en un mot: les jeux de la Bourse et la bancocratie moderne » (K. MARX, *Le Capital*, Paris, 1993, éd. Quadrige/PUF, traduction Lefebvre, p. 848). La mondialisation financière des dernières années du xx^e siècle est une systématisation et un achèvement du processus bancaire né avec le capitalisme, et qui reprend la place d'unique gardien de la valeur que la prégnance de la monnaie-marchandise lui avait disputée au cours du xix^e siècle.

l'objet d'échanges et qu'elle peut être recherchée pour elle-même dans sa fonction de « réserve de valeur ».

LES MÉCANISMES CONTEMPORAINS DE LA CRÉATION MONÉTAIRE – Pour résumer en quelques mots le processus de création monétaire à l'heure actuelle, rappelons d'abord que la forme de la monnaie a beaucoup évolué dans le sens d'une dématérialisation progressive⁵. De métal, la monnaie s'était depuis longtemps faite signe, d'abord quand les monnaies furent frappées, puis quand apparurent les billets de banque, qui bientôt allaient être le monopole des « banques centrales ». Mais, quoique signe, cette monnaie possède encore certaines caractéristiques physiques: la monnaie de papier, par exemple, est produite sous une certaine forme qui doit certifier qu'elle a bien été émise par l'institut d'émission habilité à ce faire par le pouvoir souverain. La loi pénale est là pour protéger le monopole en question. Bref, un billet est un bout de papier, mais pas n'importe quel bout de papier, et toutes les ressources des techniques d'imprimerie sont mobilisées pour lui donner un aspect bien particulier.

La monnaie scripturale, celle des comptes en banque, est quant à elle un simple jeu d'écriture. Il s'agit des montants qui sont crédités sur les comptes des utilisateurs⁶. Or, dans un pays comme la France, la proportion entre la monnaie scripturale et la monnaie fiduciaire (pièces et billets) était avant la crise de 2008 en moyenne de 85 % pour la première et de 15 % pour la seconde. Autrement dit, les quatre cinquième de la monnaie en circulation *ne possèdent aucune caractéristique physique*.

Cette dématérialisation ne devrait impliquer par elle-même aucun changement dans la nature de la monnaie, car les règles qui régissent l'émission de la monnaie non matérielle sont en

5. Par « dématérialisation », il faut entendre ici le processus qui, réduisant toujours davantage la monnaie à une simple écriture conservée sous une forme électronique, lui fait perdre ses qualités physiques: pour autant, qu'elle soit un chiffre inscrit sur un livre de comptes, dans une mémoire informatique ou sur un bout de papier imprimé, la monnaie conserve intactes toutes ses déterminations sociales.

6. Il ne s'agit pas que des comptes de dépôts à vue, c'est-à-dire de l'argent immédiatement liquide, mais aussi des comptes de dépôts à court terme, généralement moins de deux ans, qui constituent ce qu'on appelle la « quasi-monnaie ».

principe les mêmes que celles qui s'appliquent à l'impression de billets de banque. Mais les possibilités induites par l'évolution technologique conduisent de fait à une évolution sensible de ces règles et par là-même modifient la nature de la monnaie. On doit cependant bien comprendre que c'est par le biais de l'évolution des déterminations sociales de la monnaie, elles-mêmes rendues possibles par la technique, que la monnaie se transforme, et non par une sorte d'effet mécanique que la seule technique induirait.

La monnaie scripturale est mobilisée par différentes méthodes (virements, chèques, cartes bancaires) qui toutes reviennent à des jeux d'écritures même si, à l'occasion, la monnaie peut aussi changer de forme (dans le cas de retrait ou de dépôt des billets par exemple).

La monnaie scripturale, les montants inscrits sur les comptes dans les banques ordinaires⁷, est aussi appelée « monnaie bancaire ». La monnaie qui est inscrite sur les comptes de la banque centrale ainsi que la monnaie fiduciaire, comme les billets de banque, est quant à elle dénommée « monnaie centrale » ou encore « monnaie de base ».

Les banques ordinaires ont la possibilité de créer elles-même de la monnaie bancaire. Elles le font par l'octroi de crédits à court terme sous différentes formes, telles que l'escompte⁸ d'effets de commerce⁹, ou l'autorisation de découvert.

7. Par « banque ordinaire », nous entendons tous les réseaux bancaires qui s'adressent directement au public et aux entreprises: en France, la Société générale, le Crédit lyonnais, etc. Par « banque centrale », nous entendons les banques qui ont le monopole de l'émission des billets, telles la Banque d'Angleterre, la Réserve fédérale américaine ou encore la Banque centrale européenne associée à son réseau de banques centrales nationales.

8. L'escompte consiste, pour la banque, à racheter une reconnaissance de dette qu'un commerçant a accordée à un autre: souvent il s'agit du paiement différé d'une marchandise livrée. C'est une des activités les plus traditionnelles de la banque, mise au point dès le Moyen Âge. Cette technique s'est développée récemment avec l'introduction de nouveaux types de cession de créances qui diffèrent de l'escompte par certains détails techniques mais en reprennent le principe essentiel. Les découverts, quant à eux, représentent souvent des sommes extrêmement importantes.

9. Un effet de commerce est un document créé pour faciliter les échanges entre commerçants. Il correspond toujours à une reconnaissance de dette. Cette reconnaissance de dette peut s'échanger: au lieu de payer mon partenaire commercial en argent, je le paie avec la reconnaissance de dette que m'a délivrée un autre partenaire commercial. La reconnaissance de dette peut ainsi servir de moyen de paiement un grand nombre de fois.

Créer de la monnaie est pour les banques quelque chose d'extrêmement simple. Puisque en effet la monnaie bancaire est jeu d'écriture, il leur suffit de créditer un compte de la somme d'argent qu'elles entendent créer. Dans ces opérations de crédit à court terme, la banque ne prête pas de l'argent qu'elle possède déjà, mais elle prête de l'argent qu'elle produit elle-même.

Le mécanisme est exactement le même qu'à l'époque où les banques émettaient plus de billets qu'elles ne disposaient d'or dans leurs coffres, et repose sur le fait que la banque ne se voit jamais réclamer toutes les sommes dont elle dispose en même temps. Elle peut donc se permettre de créer davantage de monnaie qu'elle n'en reçoit. Tout va se jouer en fait dans les paiements quotidiens que la banque va faire et recevoir, et les sommes qui devront véritablement sortir de la banque ne sont que le solde de ces opérations.

Les échanges entre les différents comptes sont réglés par le jeu d'une compensation quotidienne. Quand ces échanges se font entre comptes tenus par un même réseau bancaire, la banque n'a pas à sortir de monnaie de son réseau. Les différences apparues après compensation, de même que les retraits de liquide ou les échanges avec le Trésor public, représentent le montant que la banque doit éventuellement fournir si le solde est négatif.

Un réseau bancaire ne peut pas régler ce solde dans la monnaie qu'il a lui-même créée. Il doit pour cela utiliser la monnaie centrale émise par la banque centrale. Les pièces et billets sont de la monnaie centrale. Les comptes ouverts par les différents réseaux bancaires auprès de la banque centrale sont libellés en monnaie centrale. Quand un réseau est déficitaire par rapport à un autre, il doit régler cette différence en monnaie centrale. C'est pourquoi il doit posséder une certaine somme sur le compte qu'il a ouvert à la banque centrale, et la banque centrale ne l'autorise à créer de la monnaie bancaire qu'en proportion de la somme possédée par la banque ordinaire sur son compte. C'est ce qu'on appelle les « taux de réserves obligatoires ». Ces réserves sont l'équivalent du stock d'or minimum que devait posséder l'orfèvre autrefois pour être certain de toujours honorer ses engagements. De telles réserves

ne suffisent pas nécessairement à assurer les paiements: mais les banques ont toujours la possibilité d'emprunter entre elles l'argent qui leur manque, puisque par définition l'argent déficitaire dans un réseau sera excédentaire dans un autre, suivant les paiements que les agents économiques auront effectués. C'est ce qu'on appelle le refinancement des banques sur le marché interbancaire.

Comme nous l'avons déjà précisé, les mouvements d'argent qui vont d'un compte à un autre au sein d'une même banque ou d'un même réseau bancaire ne nécessitent aucune sortie de monnaie centrale du réseau bancaire. Un simple jeu d'écritures suffit. Quand ces paiements se font d'un réseau bancaire à l'autre, il est nécessaire de passer par des paiements en monnaie centrale: mais ces paiements ne concernent que les différences, c'est-à-dire les excédents pour un réseau bancaire et déficits pour l'autre. Les sommes que les clients de la Société générale ont réglées en chèques, cartes bancaires et virements à des clients du Crédit lyonnais sont compensées par les sommes que les clients du Crédit lyonnais ont réglées à des clients de la Société générale: seul le solde de ces opérations représente une dette de la Société générale envers le Crédit lyonnais ou du Crédit lyonnais envers la Société générale. Tous les jours, les grands réseaux bancaires ont entre eux des soldes positifs et négatifs: ces soldes se compensent également entre eux, jusqu'à ce qu'on ait à calculer la dette nette que certains de ces réseaux bancaires auront à régler à la fin de la journée. Cette dette peut être réglée avec les fonds propres que la banque possède obligatoirement sur son compte courant auprès de la banque centrale: cependant, comme ces fonds dits de « réserves obligatoires » déterminent les sommes que les banques sont autorisées à prêter, il peut être intéressant de ne pas y toucher, pour ne pas limiter la capacité de la banque à accorder des crédits. Certes, la banque peut également posséder des fonds propres supérieurs à la somme nécessaire aux crédits qu'elle entend accorder: c'est ce qu'on appelle les « réserves libres ». Mais si ces réserves libres ne suffisent pas, ou si la banque ne veut pas y toucher, elle a la possibilité d'emprunter cette somme aux autres réseaux bancaires. En effet, puisque la compensation a fait naître

un déficit pour certains réseaux bancaires, c'est qu'elle a créé un excédent ailleurs. Au jour le jour, il est donc facile que les banques se prêtent entre elles les sommes dont elles peuvent avoir besoin. C'est pourquoi le crédit interbancaire est une des sources ordinaires à laquelle puisent les banques quand elles ont besoin de se refinancer.

Le refinancement des banques intervient aussi quand elles ont besoin de monnaie centrale pour les retraits en monnaie centrale, ou pour leurs échanges avec le Trésor public. S'il n'y a pas, à ce stade, de compensation à proprement parler, le mécanisme est à peu près le même. Les sorties de monnaie centrale sont en grande partie contrebalancées par les entrées. Les banques doivent alimenter leurs distributeurs automatiques en billets de banque, mais elles reçoivent les dépôts d'argent liquide que font certains de leurs clients, les commerçants par exemple. De même, elles doivent régler en monnaie centrale les impôts et taxes que leurs clients paient au Trésor public, mais elles reçoivent en sens inverse les paiements de ce même Trésor public, par exemple les salaires des fonctionnaires crédités sur les comptes courants de ceux-ci. Au total, seul le solde de ces opérations est dû. Au final, la dette entre banques après compensation, les retraits en liquide non compensés par des dépôts, le solde des échanges avec le Trésor public, représentent la fuite en monnaie centrale à laquelle la banque doit éventuellement faire face, et pour laquelle elle doit parfois se refinancer, c'est-à-dire trouver la somme correspondante en monnaie centrale – le plus souvent, comme nous l'avons dit, par emprunt à très court terme auprès d'une autre banque, puisqu'il s'agit de faire face à des besoins au jour le jour.

Bien entendu, la banque centrale intervient également pour le refinancement bancaire. La banque centrale est la seule à pouvoir créer de la monnaie centrale. En jouant sur la quantité de monnaie de base, mais aussi en modifiant le taux des réserves obligatoires (taux qui, rappelons-le, conditionne la quantité de monnaie bancaire créée par le crédit) les autorités monétaires contrôlent la masse de monnaie en circulation dans l'économie. Mais surtout, les banques centrales interviennent quand le système connaît quelque faiblesse

et menace de se gripper. Or, c'est exactement ce qui s'est passé durant la crise. Début octobre 2008, le marché interbancaire s'est retrouvé complètement paralysé après la chute de la banque Lehman Brothers. Les banques ne se prêtaient plus d'argent entre elles, ce qui signifiait ni plus ni moins qu'elles craignaient les faillites inopinées de leurs concurrentes. Or, une banque qui ne peut se refinancer ne peut faire face aux paiements qu'elle doit assumer pour compenser ses fuites en monnaie centrale, c'est-à-dire les paiements qu'elle doit éventuellement effectuer au vu du solde de la compensation quotidienne que nous avons déjà évoquée. Autrement dit, la crainte de la faillite qui provoque la paralysie du marché interbancaire est susceptible de créer des faillites en cascade...

C'est pour éviter ce cataclysme que les banques centrales ont, comme disent les journaux « injecté des liquidités ». De quoi s'agit-il ? De la création en grande quantité de cette monnaie centrale dont les banques ont quotidiennement besoin pour assurer leurs paiements et qu'elles refusent alors de se prêter entre elles. Autrement dit, ne pouvant emprunter la monnaie centrale aux autres banques, les banques en ont trouvé auprès de la banque centrale. Cette création de monnaie était une nécessité pour éviter la paralysie du système.

Tout crédit accordé par une banque ordinaire ne correspond pas nécessairement à une création de monnaie, loin de là. Le crédit peut aussi provenir d'une épargne préalablement collectée : c'est le cas des crédits bancaires à long terme¹⁰. La monnaie bancaire est essentiellement créée en contrepartie de dettes à court terme ; les découverts et facilités de trésorerie accordés aux particuliers et aux entreprises, et les opérations d'escompte et de mobilisation de créances. Ces crédits à court terme sont régulièrement remboursés par les débiteurs, ce qui correspond à de la destruction continue de monnaie bancaire. Parallèlement, d'autres crédits à court terme

10. Pour prendre un exemple grand public du crédit à long terme, on peut citer le Plan épargne logement destiné, en France, à financer des crédits immobiliers. Les titulaires de ces PEL ont accès à un taux d'intérêt avantageux à condition d'avoir épargné pendant un certain nombre d'années. L'épargne préalable assure la collecte des fonds nécessaires pour financer les prêts. Il n'y a pas de création de monnaie dans cette opération.

sont accordés par les banques: il y a création continue de monnaie bancaire. Cette création/destruction quotidienne de la monnaie bancaire permet à un certain stock de monnaie bancaire de subsister dans l'économie. La multiplicité des crédits accordés et le fait qu'ils soient à court terme permet d'éviter que les incidents, à savoir les défauts de remboursement par les débiteurs, n'affectent l'équilibre du système tout entier.

L'ARGENT-DETTE – On comprend en étudiant ces mécanismes pourquoi le crédit est au cœur du système financier et monétaire, et même au cœur de l'argent: et pourquoi on ne saurait s'en passer. Or, qui dit « crédit » dit « taux d'intérêt ». Les banques qui manipulent des sommes considérables voient leur rémunération appuyée essentiellement sur l'intérêt des sommes qu'elles prêtent – même si le développement des produits financiers complexes les a poussées depuis quelque temps à chercher d'autres sources de revenus sur les marchés, conduisant à estomper la distinction traditionnelle entre banques d'affaires, orientées vers les opérations financières, et banques de dépôts, qui se consacrent à la collecte des fonds des particuliers.

Les banques se rémunèrent avec les intérêts qu'elles touchent. Le taux d'intérêt est une matérialisation de ce qui fait le fond du système capitaliste: la nécessité d'un accroissement infini de la valeur. On prête cent à une entreprise, elle rend cent dix: le profit est une nécessité absolue¹¹.

Du fait que l'argent bancaire est créé en contrepartie d'une reconnaissance de dette, et du fait qu'il n'est produit, à l'origine, que par un simple jeu d'écritures, et ne devient besoin en monnaie centrale pour la banque qu'après les opérations de compensation, il ne faudrait pas croire pour autant qu'il n'est que « virtuel », ou

11. Comme nous aurons l'occasion de l'exposer plus loin, on confondrait la cause et la conséquence si on pensait que c'est à cause du crédit que le capitalisme impose la croissance de la valeur, et qu'il suffirait de réformer le crédit pour sortir de la logique de la croissance infinie. Le rapport est inverse: c'est parce que le capitalisme est en soi nécessité de valorisation sans fin que le crédit peut être une source de la valeur présente en tant que représentant de la valeur future.

qu'il existe moins que de l'argent matérialisé par un billet imprimé et estampillé par une banque centrale. Cet argent existe bel et bien. Il existe juridiquement et socialement: il fait partie de la masse monétaire et même de l'agrégat monétaire M1, c'est-à-dire qu'il s'agit de monnaie au sens strict¹². La monnaie est dite « bancaire » ou « centrale » pour les besoins de l'analyse, suivant quelle institution a créé cette monnaie, mais il s'agit dans tous les cas de monnaie, c'est-à-dire d'un moyen de paiement dont le pouvoir libérateur est immédiat dans un espace monétaire donné. Le pouvoir libérateur représente la capacité d'une monnaie déterminée à être acceptée comme un moyen de paiement. Autrement dit, monnaie bancaire ou centrale, peu importe pour l'agent économique qui utilise indifféremment l'une ou l'autre et avec, pour lui, les mêmes effets. Si vous vendez votre vieille motocyclette pour deux cents euros; que cette motocyclette vous est achetée par un particulier qui n'a plus un sou vaillant, mais que sa banque, qui est d'ailleurs la même que la vôtre, autorise à avoir un découvert de deux cents euros; et que ce particulier vous fait un virement de deux cents euros, correspondant au montant de son découvert autorisé, la banque créditera alors votre compte de ces deux cents euros qu'elle aura créés pour l'occasion. Cela ne changera rien pour vous: vous pourrez parfaitement retirer les deux cents euros au distributeur avec votre carte bancaire, et la banque vous fournira cette somme en monnaie centrale, c'est-à-dire dans un argent que, cette fois, elle n'aura pas créé elle-même. Tout cela fonctionne tant que la banque trouve les moyens de se refinancer, c'est-à-dire de trouver la monnaie centrale nécessaire à ses besoins quotidiens: que ses besoins en monnaie centrale excèdent ses capacités à en obtenir, et tout change. Cette fois, vous ne pouvez plus accéder à votre argent, que celui-ci ait pour

12. Les économistes distinguent trois agrégats monétaires, de M1 à M3 (parfois on en ajoute un quatrième) qui distinguent la monnaie de la quasi-monnaie. La quasi-monnaie est un actif monétaire dont le degré de liquidité est élevé, mais pas absolu. Rappelons que la liquidité est la capacité à servir de moyen de paiement. Par exemple, un compte sur livret d'épargne, qui fait partie de M2, est quasi liquide: cela signifie qu'il suffit d'une opération très simple (un virement, un retrait) pour rendre cet avoir liquide, mais le compte par lui-même ne peut pas servir de moyen de paiement.

origine un découvert autorisé, un dépôt de votre part, un paiement effectué depuis le Trésor public, ou n'importe quoi d'autre¹³...

En ce qui concerne la création de la monnaie centrale, émise par la banque centrale, le principe est en tout point comparable à celui que nous venons de voir pour la monnaie bancaire. Rappelons que la monnaie bancaire est exclusivement constituée par les sommes inscrites sur les comptes des banques ordinaires tandis que la monnaie centrale comprend, outre les sommes inscrites sur les comptes des banques centrales, la monnaie fiduciaire, par exemple les billets imprimés.

La monnaie centrale est elle aussi créée en contrepartie d'un crédit. Simplement, ces crédits sont d'une nature différente, et beaucoup plus variés que ceux qui servent de contrepartie à la monnaie bancaire. Ce peut être des crédits à long terme. On y trouve beaucoup de titres de dette souveraine, c'est à dire de dettes supportées par des États.

La monnaie centrale est considérée comme une dette de la banque centrale, et est comptée au passif de la banque centrale¹⁴. La monnaie centrale est équilibrée, au plan comptable, par un actif détenu par la banque centrale: ces actifs sont des titres sur l'économie

13. Les dépôts sont certes garantis par un fonds spécialement créé à cet effet. Le plafond de remboursement par déposant est actuellement fixé en France à 100 000 euros (article 5 du règlement CRBF du 9 juillet 1999, modifié en septembre 2010 par un arrêté ministériel). Ces garanties ne seront efficaces que dans l'hypothèse de faillites en nombre limité. Il semble en effet probable qu'il existe un point, à la suite de faillites bancaires en cascade, au-delà duquel les réserves du fonds sont insuffisantes pour faire face à l'étendue des remboursements exigés. Or, nous l'avons vu, ce qui guette le système bancaire, c'est bien une série de défaillances généralisées parce que se provoquant et se nourrissant les unes les autres. Bref, la ruine des petits épargnants est toujours une éventualité bien réelle.

14. En comptabilité, un actif est quelque chose que l'on possède, un passif quelque chose que l'on doit. Pour la banque centrale – mais le raisonnement vaudrait aussi pour la banque ordinaire – la monnaie qu'elle émet est comme une dette, que l'on doit donc compter à son passif. Un actif viendra équilibrer ce passif et constituera la contrepartie de la monnaie ainsi créée. L'actif est lui-même une créance, c'est-à-dire la dette d'un agent économique envers la banque. Et c'est ainsi que l'argent contemporain est doublement de la dette: d'une part, parce que l'argent est une dette de la banque qui l'a créé, et d'autre part parce que la banque a émis cette dette parce qu'elle possède, dans ses coffres, une autre reconnaissance de dette d'un montant équivalent. L'argent est une dette sur de la dette.

ou sur l'État, des devises (c'est-à-dire des monnaies étrangères) et des réserves résiduelles d'or assimilées à des devises. Autrement dit, les contreparties actuelles de la monnaie, que celle-ci soit centrale ou bancaire, sont essentiellement des créances. La valeur de la monnaie est gagée sur le crédit, c'est-à-dire sur la capacité future de l'économie à créer de la valeur. Ce qui permet à l'argent de valoir actuellement, ce n'est donc pas la valeur qu'il possède aujourd'hui par lui-même mais la valeur qu'il permettra de créer demain. L'argent est un pari sur la valeur future.

Parmi les actifs détenus par les banques centrales en contrepartie de la monnaie qu'elles ont émise, on trouve des devises. Les devises sont, pour une banque centrale donnée dans un espace monétaire donné, de la monnaie centrale émise par une autre banque centrale dans un autre espace monétaire. Lors d'une opération de change, des devises sont apportées par un agent économique à la banque centrale. Ces devises sont conservées par celle-ci et deviennent un de ses actifs. En échange, la banque émet une valeur correspondante de monnaie centrale. Un afflux de devises provoque donc une émission de monnaie centrale, au contraire une forte sortie de devises provoque une destruction de monnaie centrale. Une devise est assimilable à une dette de la banque centrale qui l'a émise.

Les autres contreparties de la monnaie centrale sont également des créances: lorsque les banques centrales « injectent » de l'argent dans le système en créant de la monnaie centrale, elles ne donnent pas cet argent purement et simplement aux banques ordinaires, mais elles le font en rachetant auprès d'elles des actifs, c'est-à-dire ces titres de créances.

Certains de ces titres, dits de créances sur l'économie, proviennent du secteur privé. Il peut s'agir, par exemple, du réescompte d'effets de commerce. Naturellement, ces titres de créances sur l'économie sont supposés être de bonne qualité, puisqu'ils servent à asseoir la valeur de la monnaie centrale. Il va de soi que si une partie de ces créances ne devaient jamais être remboursées, ou si la croyance en la possibilité de les rembourser venait à disparaître, c'est la fiabilité de la monnaie actuelle qui en serait affectée. Or on a vu, lors de la

récente crise, que face à la nécessité absolue de fournir rapidement les banques en cette monnaie centrale qu'elles refusaient de se prêter entre elles, les banques centrales ont été forcées d'abaisser les critères de qualité des actifs qu'elles acceptaient. Une telle situation révèle la profondeur de la crise, et aussi la contradiction dans laquelle se débattent les banques centrales, contraintes, d'un côté, de créer de la monnaie pour sauver le système, et de l'autre, conscientes du risque qu'une création débridée de celle-ci fait naître pour la monnaie elle-même.

Cette contradiction se retrouve également avec le deuxième grand type de créances qui servent de contrepartie à la création monétaire: les titres émis par les États, tels que les bons ou les obligations du Trésor. Quand, en effet, les créances sur l'économie paraissent trop peu sûres, celles sur les États semblent plus solides¹⁵. Elles sont donc le refuge ultime de la valeur de la monnaie. Les bons et obligations du Trésor sont des titres de dette à plus ou moins long terme émis par les États: ces titres n'arrivent pas directement dans les caisses des banques centrales mais passent par la médiation du marché. Les sommes sont d'abord empruntées par les États sur le marché international des capitaux: les titres émis par les États se négocient ensuite sur les places financières, et c'est dans un second temps que les banques centrales les rachètent aux institutions financières et créent en contrepartie la monnaie nécessaire à ce rachat. Ces titres d'État sont très demandés, puisque d'une part les grands États capitalistes, malgré leurs taux d'endettement faramineux, paraissent les débiteurs les plus solides qui soient, et que d'autre part les titres qu'ils émettent permettent facilement aux banques de se refinancer en monnaie centrale auprès de la banque centrale.

On assiste, depuis deux ans, au retour du crédit directement accordé par la banque centrale à l'État, ce qu'on appelle très improprement le recours à la « planche à billets ». Une telle solution avait été annoncée, immédiatement après la crise, par certains

15. Du moins celles des États les plus importants. Normalement, les banques centrales évitent la dette des pays peu sûrs, mais depuis 2010 la Banque centrale européenne a dû assouplir les règles d'éligibilité des obligations d'État en vue de servir de garantie dans ses opérations de refinancement.

observateurs¹⁶. Ce procédé avait été exclu depuis que le dogme de l'indépendance des banques centrales s'était imposé: la France par exemple s'était interdit d'y avoir recours déjà à l'époque du franc. Mais en 2009 et 2010 ce grand principe libéral est allé rejoindre à la poubelle ceux qu'on y avait déjà jetés en 2008. Même la très sourcilleuse BCE, après deux ans de résistance, a dû mettre de l'eau dans son vin et se résoudre à racheter directement des obligations d'État sur le marché secondaire au lieu que celles-ci servent exclusivement aux opérations de refinancement, c'est-à-dire soient apportées par les banques privées, quand elles ont besoin d'argent, à la banque centrale¹⁷. La Réserve fédérale des États-Unis, quant à elle, se livre régulièrement depuis 2009 à un rachat massif de bons du Trésor américains, selon une politique pudiquement appelée « assouplissement quantitatif ».

Contrairement à ce qu'affirment les économistes, il n'y a pas une si grande différence entre la « planche à billets » et le procédé qui consiste pour l'État à lever les fonds sur le marché des capitaux pour qu'ensuite ses créances servent aux banques privées qui veulent se refinancer auprès de la banque centrale. Dans les deux méthodes, la valeur de l'argent est en fait appuyée essentiellement sur la puissance étatique, mais dans le cas de la médiation par le marché des capitaux on semble croire que l'intervention des investisseurs internationaux, des opérateurs financiers et des agences de notation mondiales fasse moins dépendre la création de monnaie de « l'arbitraire » du pouvoir politique et davantage de ce qui est présenté comme les lois « objectives » de l'économie. C'est d'ailleurs bien ainsi que les économistes libéraux, qui sont les inspireurs de la théorie de l'indépendance des banques centrales face aux gouvernements, le justifient. La seule différence, en fait, tient à la question de savoir qui prend la décision de créer de la monnaie: une autorité centralisée influencée par le pouvoir politique, quand c'est la banque centrale

16. Par exemple, dans un article du site Breakingviews traduit dans *Le Monde* du 20 janvier 2009, et intitulé « La création monétaire, seule solution à la crise bancaire ».

17. Cette politique, activée en mai 2010 pour la Grèce, a dû être relancée en août 2011 pour l'Italie et l'Espagne.

qui rachète directement les bons du trésor, ou une multitude d'acteurs financiers, quand la banque centrale attend que les banques privées lui demandent de la monnaie centrale pour en créer¹⁸.

Pourtant, dans les faits, que l'un ou l'autre procédé soit utilisé, et que la quantité de monnaie à créer soit régulée par les acteurs du marché ou par les autorités monétaires et le gouvernement, cela ne change rien au fait que le capitalisme de ce début du XXI^e siècle ne peut se passer de l'État en tant que prêteur en dernier ressort et garant ultime de la valeur de la monnaie. L'emprunt que l'État vient garantir avec toute la force de la coercition, de la terreur et de la puissance de mort que lui seul peut mobiliser est la source nécessaire de la confiance dans le futur du capitalisme.

GARANTIE DE L'ÉTAT ET DETTE SOUVERAINE – Il reste que si la garantie de l'État est quelque chose qui jusqu'à présent n'a fait défaut dans le monde capitaliste que de manière ponctuelle et locale, il n'en ira pas forcément toujours ainsi. Tout le monde se souvient encore des emprunts russes, que le gouvernement bolchevique refusa de rembourser (ils ont depuis été symboliquement indemnisés par la Russie post-communiste). En leur temps, divers pays comme le Mexique ou l'Argentine ont été momentanément en cessation de paiements. Jusqu'à aujourd'hui, la solidité du reste du système a toujours été à même de pallier ces défaillances passagères. Mais qu'en sera-t-il à l'avenir ?

Un des indicateurs de la défiance des marchés envers les États, le montant de ce qu'on appelle les « credit default swaps¹⁹ », a explosé pour des pays comme l'Irlande mais aussi pour les États-Unis ou l'Allemagne. La faillite de l'Irlande est devenue une donnée

18. La banque centrale, même dans ce cas de figure, ne reste cependant pas totalement passive, puisqu'elle peut jouer sur les taux d'intérêt pour susciter plus ou moins de cette demande de monnaie.

19. Le « credit default swap » est une garantie contre le risque du crédit. Le garant s'engage à rembourser une dette en cas de défaillance du débiteur, en échange du versement régulier de sommes dont le niveau varie en fonction de la confiance que l'on accorde à ce débiteur. Un « swap » est un de ces produits financiers dérivés dont nous avons évoqué l'existence dans la première note de cet ouvrage.

possible dans l'esprit des opérateurs financiers durant le mois d'octobre 2008. Cette même interrogation s'est ensuite progressivement étendue, depuis 2009, à d'autres pays européens: Grèce, Espagne, Portugal, Italie et même, depuis décembre 2011, France et Allemagne. Le déficit structurel de la Grèce a imposé l'adoption par l'Europe d'un plan d'urgence, au début du mois de mai 2010, qui doit également servir à couvrir d'autres défaillances éventuelles d'États européens, au prix de plans d'austérité qui se traduisent par la paupérisation croissante de la population. Un an après, à l'été 2011, un nouveau plan européen pour la Grèce s'accompagne d'une nouvelle série de mesures drastiques dans ce pays. Le problème est que ces plans de sauvetage, tout comme ceux qui ont été adoptés pour sauver les banques en 2008, ont pour effet d'aggraver encore la dette des États les plus puissants. Pour faire revenir la confiance, on s'appuie sur la garantie de la France ou de l'Allemagne, mais ce faisant on transfère des doutes qui pèsent sur la dette des pays les plus faibles vers celle des pays les plus forts. À ce jeu des dominos il existe une limite: après l'Allemagne ou les États-Unis, il n'y a plus rien. Ce n'est pas la Chine qui rachètera le monde, du moins pas dans l'immédiat, parce que ses avoirs sont libellés en devises et qu'elle serait la première ruinée par un effondrement du dollar.

Selon l'OCDE (une organisation de coopération internationale qui regroupe des pays développés), la dette publique des principaux pays capitalistes, qui a très fortement augmenté depuis la crise, doit atteindre des sommets très prochainement: plus de 200 % du PIB pour le Japon, 130 % pour la Grèce et près de 100 % pour la France et les États-Unis. Au total, l'endettement moyen des pays de l'OCDE, qui était de 73 % de leur PIB en 2007, devrait dépasser les 100 %. Quant à la Banque des règlements internationaux, elle prédit, si rien n'est fait, qu'en 2020 la dette souveraine représentera 150 % du PIB en France et aux États-Unis, 200 % en Grande-Bretagne et 300 % au Japon. Ces prévisions, faites en avril 2010, ont commencé à se réaliser puisque dans la première moitié de l'année 2011 la dette publique

américaine, en atteignant la somme de 14 400 milliards de dollars, a effectivement franchi le seuil symbolique des 100 % du PIB²⁰.

La question de la faillite d'un de ces États est dans toutes les têtes, comme l'a montré la crise de la dette publique grecque puis européenne. On évite cependant d'en parler ouvertement, pour que la panique ne gagne pas les marchés trop rapidement. C'est pourquoi les commentateurs préfèrent parier sur les « capacités d'absorption du marché ». Celles-ci, cependant, ne sont sans doute pas infinies, et surtout dépendent de la croyance des opérateurs financiers en la solidité de ces États. Tant que cette croyance est là, on peut toujours emprunter davantage pour faire face aux échéances de remboursement: mais comme dans toute escroquerie « à la cavalerie », il vient un jour, brutal, où la défiance vient remplacer la confiance. Les plans européens de 2010 et 2011, en accordant à la Grèce, à l'Espagne, à l'Italie ou au Portugal la garantie de la France et de l'Allemagne, n'ont fait que retarder l'échéance: car la France et l'Allemagne vont finir elles-mêmes par paraître insolvables face à l'étendue de leurs obligations. Tout l'enjeu du sommet européen des 8 et 9 décembre 2011 était de rassurer les acteurs économiques sur la capacité de ces deux pays à faire face à la situation, en imposant des règles budgétaires contraignantes à l'Europe toute entière. Le jour où la garantie des plus grands États capitalistes ne paraîtra plus suffisante, le jour où tous les emprunts d'État seront des emprunts russes, non parce que les gouvernements ne voudront plus les rembourser, mais parce qu'ils ne le pourront plus, sera le jour de l'écroulement des devises mondiales.

L'exposition des mécanismes contemporains de la création monétaire éclaire les causes de la panique des marchés financiers et des autorités monétaires en 2008, et permet de comprendre pourquoi la crise des dettes souveraines, qui touche la Grèce, le Portugal, et guette l'Espagne voire la France et les États-Unis, est aussi grave.

20. « Le défi intimidant des dettes publiques », article du journal *Le Monde* d'avril 2010., et « Barack Obama face au mur de la dette publique », tiré du même journal daté du 16 avril 2011.

La tentation est grande de penser qu'il suffirait de réformer la manière dont est créé l'argent, et d'en revenir à une monnaie fondée sur l'or, ou peut-être trouver une autre méthode de création monétaire plus moderne, pour éviter le retour de la crise financière.

En réalité, il n'en est rien: car contrairement à ce que semblent croire certains économistes, la création de monnaie n'est pas une activité que l'on pourrait un jour réformer avec un peu de bonne volonté et de coopération internationale. Mais pour comprendre cela, il ne faut pas se contenter de considérer la manière dont la monnaie est créée. Il faut aller plus loin, et se demander pourquoi la monnaie est source de valeur et pourquoi l'argent vaut quelque chose, plutôt que rien.

POURQUOI L'ARGENT VAUT-IL QUELQUE CHOSE PLUTÔT QUE RIEN ?

Je n'aime pas beaucoup l'idée que l'argent n'ait pas de valeur.

FELIX ROHATYN, ANCIEN DIRIGEANT DE LA BANQUE LAZARD¹.

LES THÉORIES MONÉTAIRES DES ÉCONOMISTES – Quand on se pose la question de la valeur des choses, une réponse vient immédiatement à l'esprit. Les biens ont une valeur relativement à leur usage. Un objet quelconque vaut à mes yeux parce qu'il est utile, parce qu'il satisfait mes besoins, et la nature de ces besoins, qu'ils surgissent « dans l'estomac ou dans l'imagination », ne change rien à l'affaire. La question de cette utilité ne se pose nullement en termes éthiques: on peut sans doute penser qu'une centrale nucléaire, une automobile surpuissante ou une télévision géante ne sont en rien indispensables, il n'empêche que chacun de ces objets a un usage dans notre monde et par conséquent une valeur.

Mais la question de la valeur de l'argent ne peut pas être résolue si simplement. Quel est, en effet, l'usage de la monnaie ? De permettre l'échange, justement. L'usage de l'argent est de pouvoir être échangé contre une marchandise elle-même utile – ou inutile mais à laquelle on trouve un emploi quelconque. Dans le cas de l'argent, l'usage n'est donc pas une partie de la réponse, mais une partie de la question. Une marchandise a peut-être une valeur parce qu'elle est « utile », mais l'argent, lui, n'est utile que parce qu'il a une valeur. La question demeure donc entière. Qu'est-ce qui, alors, donne sa valeur à l'argent, et lui permet ainsi d'être indispensable aux échanges ?

Les économistes vont-ils nous aider à apporter une réponse ? Par rapport à la monnaie, ils se divisent principalement en deux camps. Pour ceux qu'on appelle les « classiques » et les « néo-classiques »,

1. Rohatyn, banquier retraité et ancien ambassadeur, réagissait à l'annonce d'une baisse des taux directeurs de la Fed au niveau historiquement bas de 0 à 0,25 %.

la monnaie n'est au fond qu'un simple instrument au service de l'économie réelle, laquelle serait constituée de la production, de la distribution et de la consommation des biens, et dans laquelle l'argent ne jouerait qu'un rôle de facilitateur. Au fond, sans l'argent, on aurait le troc. Ça serait plus compliqué, certaines opérations complexes seraient impossibles, mais, fondamentalement, la nature de la valeur serait la même. Jean-Baptiste Say² voyait dans la monnaie un voile recouvrant l'économie réelle. Les économistes classiques, et à leur suite les monétaristes, ont toujours une approche dite « dichotomique »: d'un côté la vraie économie, de l'autre, la monnaie, un instrument neutre à l'égard de l'économie. Dans cette perspective, la question de la valeur de l'argent ne se pose pas car l'argent n'a, par lui-même, aucune valeur. Il sert seulement d'intermédiaire lors des échanges, et ne « vaut » que par ce qu'il permet d'obtenir sur le marché. Avoir plus d'argent ne rendra pas plus riche si le montant des biens disponibles n'augmente pas. Si, par exemple, on double du jour au lendemain la masse d'argent en circulation, toutes choses étant égales par ailleurs, le résultat sera seulement la hausse des prix. Ce qui valait un euro en vaudra deux. Les classiques insistent sur l'idée d'équilibre: l'inflation est la conséquence d'un afflux inconsidéré d'argent, et provoque, à terme, un retour à l'équilibre entre la masse monétaire et la valeur réelle dans l'économie.

Le second camp, celui des continuateurs de Keynes, voit les choses différemment. Keynes³ considère la monnaie non comme un simple moyen mais comme un acteur essentiel dans le système des échanges: agir sur la monnaie c'est donc agir sur l'économie en général. On dit que son approche est « intégrationniste », parce qu'elle intègre la monnaie comme un élément réel de l'économie. Cependant, la spécificité de Keynes et ses successeurs tient essentiellement en un renouvellement de l'analyse des fonctions de la monnaie. Keynes ne

2. Jean-Baptiste Say (1767–1832), économiste français libre-échangiste, tenant de la valeur fondée sur l'utilité (« l'utilité [des] choses est le premier fondement de leur valeur »).

3. John Maynard Keynes (1883-1946), économiste anglais, à l'origine d'une des plus importantes écoles de pensée économique du xx^e siècle.

pose guère la question la plus simple: « Qu'est-ce que la monnaie ? », ou plutôt il ne la pose pas pour elle-même, mais seulement à travers le prisme de la seule question qui l'intéresse vraiment: « Comment la monnaie fonctionne-t-elle ? »

Pour comprendre la théorie de Keynes, il convient de rappeler qu'on reconnaît en général trois fonctions à la monnaie. Elle est en premier lieu, bien entendu, un moyen d'échange. Mais elle est aussi un instrument de compte qui sert à l'évaluation avant même que l'échange n'ait lieu, ou alors même que celui-ci ne reste que virtuel. C'est ainsi que, dans les bilans comptables, on attribue une valeur monétaire à des actifs qui pour autant ne sont pas destinés à être vendus: ou encore qu'il est possible d'évaluer un patrimoine, en dehors de toute cession de celui-ci, lorsque cela est nécessaire pour établir l'assiette d'un impôt. Enfin, la monnaie est, depuis qu'il y a des trésors, une possible réserve de valeur. Au lieu de dilapider aujourd'hui la valeur contenue dans la monnaie, je puis la mettre de côté et la dépenser demain.

Keynes insiste sur ces différentes fonctions de la monnaie souvent négligées par les classiques. Ceux-ci ne voient dans la monnaie qu'un instrument des échanges et oublient qu'elle est aussi une réserve de valeur. Pour Keynes, la monnaie est un véritable lien entre le présent et l'avenir: elle ne sert pas qu'aux échanges actuels, elle est aussi anticipation sur les échanges futurs. Keynes tente de tenir pleinement compte de la fonction monétaire de réserve de valeur et d'anticipation en introduisant un nouveau concept, celui de « préférence pour la liquidité ». Selon lui, dans certains cas, corrélés au niveau des taux d'intérêts, les agents économiques préfèrent garder de la monnaie en réserve plutôt que de la dépenser, et cela influe sur l'économie en général. Selon Keynes, la monnaie, loin d'être un instrument neutre, possède au contraire sa propre dynamique. « L'équilibre » entre masse monétaire et volume des transactions, vers lequel les classiques croient que l'on retourne naturellement, n'est en fait que transitoire et dépend de certaines conditions. Toujours d'après Keynes, il est possible d'agir sur les

variables monétaires pour intervenir dans l'économie, là où, pour les classiques, une telle action ne peut qu'être inutile ou néfaste.

Les deux camps se déchirent depuis des décennies sur la question théorique des fonctionnalités de l'argent et plus encore sur celle, plus pratique, de la politique monétaire. Mais, en vérité, ils se rejoignent sur le fait que le mystère de la monnaie en lui-même ne les intéresse guère. Qu'importe ce qu'est la monnaie, du moment qu'elle joue son rôle et qu'elle remplit ses fonctions. Les classiques ont évacué la question de la valeur de la monnaie: Keynes ne la réintroduit pas. La nature de la monnaie n'est plus véritablement un axe majeur de la recherche économique, qui se concentre sur ses seuls aspects techniques.

L'APPROCHE SOCIOLOGIQUE – Si on ne peut plus rien attendre de l'économie, il est peut-être possible de se tourner vers d'autres disciplines. En 1934, François Simiand, un sociologue disciple de Durkheim, reprochait aux économistes de ne donner de la monnaie qu'une définition purement fonctionnelle, et d'abandonner ainsi l'approche de la monnaie en tant que « réalité sociale »⁴. La sociologie s'est, depuis, souvent penchée sur la question monétaire. C'est devenu pour cette science une idée banale que de considérer l'argent comme une institution, au même titre que le droit par exemple. Loin d'être une quelconque création « naturelle », l'argent ne s'explique que parce qu'il y a une société qui en a besoin comme instrument d'échange entre ses membres.

Mais cette affirmation de la sociologie ne nous avance guère plus. En effet, que l'argent soit une création sociale, c'est une évidence: quand on a observé cela, on n'a pas dit grand-chose. Il ne suffit pas que quelque chose soit décrété « social » pour rendre compte des causes de son existence. Une institution quelconque ne se perpétue pas par la seule grâce d'avoir été socialement instituée. Cette institution par excellence qu'est l'État, par exemple, se maintient par l'usage de la violence et de la crainte: et même si ni la violence ni la crainte ne sont en elles-mêmes des raisons suffisantes pour expliquer et la

4. F. SIMIAND, « La monnaie, réalité sociale », *Annales sociologiques*, 1934.

nécessité et l'efficacité de l'État, pour autant aucun État ne pourrait se perpétuer sans elles, à tel point qu'un sociologue, Max Weber, a pu le définir comme étant le monopole de la violence légitime. L'argent doit lui aussi, en tant qu'institution, être socialement fondé.

Certains auteurs, en qualifiant l'argent de « convention sociale », semblent laisser entendre que ce fondement résiderait dans une sorte de libre décision des membres de la communauté: il s'agit d'une sorte de décalque de l'idée du contrat social, appliqué à la monnaie. Ce qui expliquerait l'argent, ce serait la libre volonté de chacun d'en faire usage, volonté qui serait marquée à chaque fois qu'on y a recours. Mais, de même que le contrat social possède cette caractéristique que personne ne l'a jamais signé, et que, quoique dépendant en principe de la volonté de chacun, il est impossible à qui que ce soit d'y renoncer, de même l'institution de l'argent n'a-t-elle jamais été, dans l'histoire, le fruit d'une quelconque décision collective identifiable.

La monnaie, tout comme un grand nombre de phénomènes sociaux tels l'État, les classes sociales, voire le langage, s'est créée petit à petit, par la pratique: et ce qui serait éclairant serait éventuellement de se demander *par quelle pratique*. L'idée de volonté ou de choix de commodité, qui sert parfois d'explication à la monnaie tout comme elle sert aussi parfois d'explication à l'existence de l'État, en vérité n'explique rien. Quand on a recours à l'argent, on ne marque par là même aucune volonté particulière, sinon d'user de ce qui existe, à quoi on n'a pas le choix de renoncer. Ce n'est pas parce qu'on prétend que sans la monnaie les choses seraient trop compliquées qu'on a donné la raison de la valeur de la monnaie.

La sociologie a donc été amenée, pour expliquer la monnaie comme fait social, à s'intéresser plus particulièrement aux dispositifs qui lui permettent de se maintenir. Certains sociologues⁵ ont pu ainsi mettre en avant une notion apparemment subjective: la confiance. C'est, selon eux, la « confiance » que le public est prêt

5. Par exemple N. LUHMANN, *La Confiance. Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, ou encore les économistes dits de « l'école de la régulation » qui se sont inspirés sur ce point des travaux des sociologues. Voir *La Monnaie souveraine*, sous la direction de M. Aglietta et A. Orléan, aux éditions Odile Jacob.

à lui accorder qui expliquerait que la monnaie puisse servir de moyen de paiement.

Mais voilà encore une explication qui n'explique rien. La confiance dont il est question ici n'est pas une simple lubie qui pourrait s'emparer des individus, et qui ferait que tantôt ils auraient confiance dans la monnaie et tantôt ils s'en méfieraient, ce qui expliquerait que tantôt la monnaie vaut et tantôt elle ne vaut pas. La confiance se fonde sur des données tout à fait objectives, c'est-à-dire indépendantes d'un quelconque vouloir individuel ou collectif. Ce qui fait que le public accorde sa confiance à la monnaie, c'est tout simplement la continuité de celle-ci en tant que moyen de paiement. Parce que le commerçant m'a toujours délivré le bien que je convoite en échange de monnaie, je suis enclin à croire qu'il en ira éternellement ainsi. La confiance ne peut donc pas être tenue pour la cause de la valeur de la monnaie: car la valeur de la monnaie ne s'explique par la confiance que dans la mesure où la confiance s'explique par la valeur de la monnaie. Il est vrai que lorsque le doute s'installe dans la capacité d'une monnaie à servir de moyen de paiement, celle-ci peut s'effondrer très rapidement: les exemples historiques d'une telle éventualité ne manquent pas. Mais ce manque de confiance soudain dans la monnaie a toujours des causes tout à fait identifiables: la récession économique, la faiblesse des institutions financières, l'incapacité de l'État à soutenir son cours, etc. Le manque de confiance qui précipite alors l'effondrement de l'argent n'est pas lui-même la cause de la crise, il n'en est qu'un des effets amplificateurs. La « confiance » est donc sans doute nécessaire à la monnaie, mais on ne peut expliquer la monnaie par la confiance, puisque la confiance s'explique par la monnaie.

MONNAIE ET PUISSANCE SOUVERAINE – En poussant l'analogie entre monnaie et institution jusqu'à son extrémité logique, certains auteurs en viennent à la conclusion que la valeur de la monnaie lui est donnée par son cours légal, garanti par l'État⁶. Cette thèse

6. C'est la thèse dite « chartaliste » de l'économiste allemand Georg Friedrich Knapp. Son ouvrage majeur, *Staatliche Theorie des Geldes*, paru en 1905, rompt avec la thèse, alors toujours très dominante, qui voit la valeur de la monnaie reposer sur le métal précieux.

demande à être examinée soigneusement. Il est bien vrai, en effet, que l'État est investi d'un rôle fondamental dans la garantie de la valeur de la monnaie. Pour autant, ce rôle ne se limite nullement à une intervention légale, et suppose en fait la mise en œuvre de mécanismes qui ne sont pas que juridiques. Le cours forcé de la monnaie a pu, dans certaines périodes de l'histoire, au cours des guerres par exemple, imposer une certaine valeur à celle-ci : mais de telles périodes sont demeurées exceptionnelles⁷. Lorsque l'hyperinflation touche une monnaie et finit par en rendre l'usage impossible, on voit bien que le seul pouvoir législateur de l'État est impuissant à maintenir sa valeur à la monnaie. Si donc, la monnaie a bien besoin d'une définition légale pour exister, cette condition nécessaire ne peut en aucun cas être considérée comme suffisante. L'analogie avec le droit s'arrête ici. Le droit a besoin, pour être effectif, d'un dispositif étatique spécifique : un ensemble de tribunaux, de forces armées et de prisons. La monnaie ne dépend pas seulement de ce type d'institutions. Quand la monnaie s'effondre, il n'y a personne à fusiller pour la faire remonter. Si un gouvernement, malgré tout, se met à employer de telles méthodes et passe quelques banquiers par les armes, ça ne sera sans doute pas dans l'espoir de soutenir les cours, mais plutôt pour détourner la colère populaire des causes véritables de la misère sociale⁸.

Les économistes de gauche comme Michel Aglietta et André Orléan, qui, s'inspirant des travaux de la sociologie, voient avant tout dans la monnaie un attribut de la souveraineté, font fausse

7. Par exemple en France, depuis le début du XIX^e siècle, il ne s'agit que de périodes de guerre, d'après-guerre et/ou de révolution : 1848-1850, 1870-1875, 1914-1928.

8. L'usage de la terreur d'État pour soutenir le cours de la monnaie a connu un échec historique significatif à l'époque des assignats (cf. note 6, pp. 24-25). Dès le mois de septembre 1793, refuser un assignat en paiement est déclaré passible de la peine de mort, avec confiscation des biens du contrevenant et récompense du délateur. Deux mois plus tard, le commerce au moyen des métaux précieux est interdit. En mai 1794, toute personne qui aurait demandé en quelle monnaie un contrat serait conclu doit être condamnée à mort. Tout cela n'empêcha pas l'assignat de sombrer progressivement en tant que moyen de paiement. On n'oublie pas de rappeler, concernant l'assignat, que grâce à lui une certaine couche de la bourgeoisie s'est considérablement enrichie en rachetant les biens nationaux à un prix bien inférieur à leur valeur : et c'est ainsi que l'on comprend à qui profite vraiment le terrorisme d'État.

route. Ce qui a rendu nécessaire, en 2008, la nationalisation du secteur financier, ce n'est pas le fait que la monnaie serait un « bien commun » que les institutions collectives devraient gérer, mais seulement la nécessité d'adosser les pertes colossales des banques privées à la seule puissance encore capable de mobiliser la richesse nécessaire à la couverture de celles-ci. Ce qui rend l'État indispensable à la monnaie, ce n'est pas le fait qu'il représenterait, même abstraitement, la volonté collective, mais uniquement son pouvoir de coercition en tant que tel. Celui-ci ne s'exerce cependant pas immédiatement dans l'imposition autoritaire d'une valeur à la monnaie, mais de manière médiate, dans la possibilité de soutirer par la coercition ce qui peut donner sa valeur à la monnaie. C'est seulement en tant qu'elle exprime la possibilité de recourir à la violence légitime qu'on peut associer la souveraineté de l'État à la question de la monnaie, et pas du tout parce la monnaie serait quelque chose dont le peuple souverain devrait démocratiquement s'occuper.

Certains économistes, moins favorables à l'action de l'État que les économistes de gauche, conçoivent cela parfaitement. Mais ils sont en même temps de tels idéologues au service de la glorification du monde marchand que leurs conclusions sont le plus souvent des énormités démenties par les faits. Il est difficile de croire ce type d'économistes⁹ parce que, même quand ils ont raison sur un point particulier, ils ont toujours tort en général. Prenons la peine, cependant, d'écouter ce qu'ils ont à nous dire sur le sujet du rapport entre l'État et la monnaie. Si on suit les conceptions d'un dénommé Hayek¹⁰, l'État ne devrait pas intervenir dans la gestion de la monnaie au-delà de son strict rôle de fabrication de normes

9. Il faut toute la passion classificatrice de l'amateur d'espèces bizarres pour se retrouver dans le fatras insensé des théories économiques. La pièce rare, toutefois, de toute la collection est sans conteste une certaine « école autrichienne », qui professe une version quelque peu hétérodoxe du libéralisme. La classe capitaliste n'a toutefois jamais accordé qu'une confiance limitée à cette école de pensée. On la laisse pérorer, mais on écoute rarement *pour de vrai* ses conseils peu avisés. Ses représentants les plus connus, les Schumpeter, les Hayek et autres Von Mises, ont ainsi réussi le tour de force de devenir *des marginaux au sein du monde des dominants*.

10. F. HAYEK, *Denationalization of Money*, Londres, Institute of Economic Affairs, 1976.

juridiques. En tant qu'instrument de compte, la monnaie suppose une définition légale qui n'est rien d'autre qu'une harmonisation destinée à simplifier les échanges. L'émission de monnaie, elle, ne doit pas être confiée à l'État, mais à des organismes privés totalement indépendants qui se portent garants de celle-ci. C'est, tout simplement, la théorie de l'indépendance des banques centrales poussée à son extrême.

Dans la théorie de Hayek, le rôle de l'État est limité à une intervention législative qui découle directement de ses fonctions régaliennes: imposer une norme commune afin de simplifier les transactions. La garantie de la valeur de la monnaie, elle, est indépendante de ce rôle, et doit donc être assurée par des institutions privées et régulée par les marchés. Dans la conception libérale, il est vrai, la monnaie n'a pas de valeur intrinsèque, mais cela revient au même, en vérité, de dire que ces institutions sont garantes de la monnaie qu'elles émettent, au sens où cette monnaie serait pour elles un passif qu'elles s'engagent à équilibrer par un actif, et de dire qu'elles sont les garantes de la valeur de cette monnaie.

Evidemment, cette conception présente le défaut d'être en totale contradiction avec ce qui vient de se passer: l'appel désespéré des marchés à l'État lors de la crise de l'automne 2008 lui a fourni le plus flagrant des démentis. Mais s'il est apparu de nouveau, et de manière incontestable, qu'aucune institution privée obéissant aux lois éternelles du marché ne sera jamais à même de garantir la valeur de la monnaie, pour autant, le fait que cette garantie accordée par l'État ne tienne pas au caractère «souverain» de la monnaie est une vérité que, dans le brouillard de sa pensée, Friedrich August von Hayek a tout de même réussi à percevoir.

Les économistes de gauche, en revanche, entretiennent entièrement la confusion sur ce point. Parce que l'engagement de l'État est nécessaire à la garantie de la monnaie, ils en déduisent que celle-ci n'est que la création de l'État qui pourrait alors, par la seule vertu de sa volonté, la plier à ses désirs. Mais quand il intervient pour garantir la monnaie, l'État n'est en rien le maître du jeu. La nature de son intervention est exactement celle qui est décrite par

les économistes libéraux pour les institutions privées: l'État agit strictement comme s'il était une banque¹¹.

Prenant la propagande étatique au pied de la lettre, ces économistes favorables à l'intervention de l'État dans l'économie conçoivent la souveraineté comme la source abstraite du pouvoir de l'État, sans voir que c'est au contraire le pouvoir concret de coercition de l'État qui est la source de la souveraineté. Cette erreur procède toujours de la même conception idéaliste, qui voit l'État comme la réalisation d'un principe alors que c'est ce principe qui est une réalisation de l'État¹². Dès lors, ils ne perçoivent pas que la violence est d'une part le fondement réel de tout principe souverain et de l'autre la garantie de la valeur de la monnaie. La force n'agit ici que comme l'adjuvant nécessaire à l'action énergique de la banque étatique. L'État pourra toujours, par la levée de l'impôt ou toute autre forme de ponction autoritaire, assurer la contrepartie substantielle nécessaire à la valeur représentée dans la monnaie de manière bien plus efficace qu'une institution privée dépourvue de tels moyens d'action¹³. Mais en même temps, l'État n'est pas du tout le maître du jeu. Sa force, il la donne en garantie à des mécanismes de création de valeur monétaire dont nous comprenons maintenant qu'ils le dépassent largement. On attend qu'il utilise sa puissance dans le sens dans lequel il s'est engagé. S'il y renonce sciemment, la monnaie s'écroule sans qu'il n'y puisse rien: et même d'ailleurs s'il agit suivant ce qui est attendu

11. À cette différence près qu'il est une banque qui possède des armes. Avec l'État, c'est la banque qui commet le hold-up.

12. Naturellement, c'est ici toute l'erreur sur la nature de l'État et la démocratie qui est en jeu. Aglietta et Orléan, dans leurs différents ouvrages, dont *La Monnaie souveraine*, déjà cité, ne se limitent pas à voir dans l'État en tant que tel la source de la souveraineté de la monnaie, mais la recherchent dans « une hiérarchie de valeurs » selon eux indispensable à « la totalité sociale » et au sommet de laquelle ils placent un principe idéal, « l'autorité », que l'État vient ensuite incarner en tant qu'expression de la volonté générale. Mais d'une part, l'État, même démocratique, n'est pas l'expression de la volonté générale, et d'autre part il n'est pas un instrument au service de principes qui lui préexisteraient.

13. Et c'est ainsi qu'on voit que le caractère autoritaire et répressif de l'État, qui a considérablement gagné en efficacité ces trente dernières années, est rendu nécessaire également par cet aspect de son rôle dans le capitalisme.

de lui, il peut sans doute être submergé par la difficulté de la tâche, et la monnaie s'écrouler quand même.

Nous parvenons donc à une double conclusion. Tout d'abord, nous devons retenir que la force étatique est une condition nécessaire à la garantie de la valeur de la monnaie, mais qu'elle n'explique pas par elle-même cette valeur. Elle doit se mettre au service de mécanismes sociaux qui lui demeurent irréductibles. Ensuite, il faut déduire de ce résultat à quel point il est vain de s'imaginer que la nationalisation du système bancaire et l'intervention autoritaire de l'État dans les mécanismes financiers pourraient changer quelque chose aux problématiques économiques et monétaires. Une telle croyance, malheureusement très répandue, oublie qu'on ne peut pas se débarrasser du capitalisme si on ne se libère pas aussi de l'État.

LA MONNAIE SELON MARX – Au bout du compte, nous ne trouvons, dans l'histoire de la pensée économique et des sciences sociales, guère de développements qui soient réellement capables de constituer une réponse à la question que nous avons posée: pourquoi l'argent vaut-il quelque chose plutôt que rien ? En fait, la seule théorie qui permette véritablement de répondre à notre interrogation est déjà ancienne. Elle est bien connue mais pas toujours comprise: il s'agit de la pensée de Karl Marx.

On notera ici que « satisfaisante » ne signifie pas nécessairement « juste ». Il ne faut pas se cacher en effet que l'œuvre de Marx présente une difficulté majeure: en effet, l'explication stricto sensu donnée par Marx de la valeur de l'argent est démentie par les évolutions récentes de la monnaie, car elle se fonde sur un état spécifique du capitalisme, celui de l'époque où écrivait cet auteur. Comme la majorité des économistes du XIX^e siècle, Marx considérait que la valeur de la monnaie était fondée sur l'or. Plutôt donc que de voir directement chez Marx une réponse à la question que nous posons, c'est en fait *le type de réponse que nous souhaiterions découvrir* que nous devons d'abord y chercher.

Marx ne se contente pas de poser la question de la valeur de l'argent, mais avant tout la lie à celle de la valeur en général.

La valeur, chez Marx, est dissociée en deux catégories autonomes. L'une, la « valeur d'usage », renvoie à l'explication habituelle de la valeur des choses que nous avons brièvement évoquée au début de ce chapitre. La seconde catégorie, la valeur d'échange, a la particularité de ne pas se fonder sur la valeur d'usage. Bien entendu, l'usage et l'échange entretiennent certains rapports, en ce que l'utilité apparaît comme une condition de la valeur d'échange. Les objets échangés ont tous une certaine utilité, quand bien même celle-ci ne serait que fantasmagorique. Pour autant la caractéristique de la pensée de Marx est de ne pas faire dépendre les deux valeurs l'une de l'autre. La valeur d'échange a certes un fondement, mais celui-ci n'est pas dans la valeur d'usage. D'ailleurs, il existe des choses extrêmement utiles et qui n'ont pourtant aucune valeur marchande, du moins pour le moment: c'est le cas de l'oxygène de l'air que l'on respire, dont aucun être humain ne pourrait se passer plus de quelques minutes, et qui n'a jusqu'à présent jamais été payant. Il est vrai que celui-ci est abondant et immédiatement disponible, et qu'il en sera ainsi jusqu'à ce que le capitalisme, ayant dévasté l'atmosphère au point de la rendre irrémédiablement toxique, n'impose de coûteuses mesures de dépollution qui seront à la charge de ceux qui voudront pouvoir respirer encore un peu.

Dès lors, si ce n'est sur l'usage, sur quoi se fonde la valeur des marchandises? Marx, dans le premier chapitre du *Capital*, se demande, après Aristote: comment des objets par ailleurs incommensurables peuvent-ils s'équivaloir? L'échange, dit Aristote, ne peut avoir lieu sans l'égalité, ni l'égalité sans la commensurabilité. Mais les objets échangés sont dissemblables par leur forme, leur usage, leur qualité. Ils ne sont pas commensurables. L'affirmation de leur égalité est donc, pour Aristote, contraire à la nature des choses, et on y a seulement recours pour le besoin pratique. Mais, répond Marx en s'inspirant avec habileté de certains économistes bourgeois qui l'ont précédé, comme Adam Smith ou Ricardo, ces objets dissemblables possèdent pourtant bien en eux, intrinsèquement, une valeur commune. Cette valeur tient à la quantité de travail humain qui a été nécessaire à leur production: le besoin d'un usage donné

va déterminer l'échange de produits à la mesure de la valeur de l'effort indispensable pour les fabriquer. La conclusion est donc que la valeur d'échange d'un objet se fonde sur la quantité de travail socialement nécessaire¹⁴ pour le produire.

À partir de la théorie de la valeur d'échange en général se déduit la théorie de la valeur de l'argent. Ce qui peut servir à l'échange généralisé des marchandises – la monnaie – est lui-même un de ces objets produits par l'homme et emmagasinant en lui-même la valeur de sa production. La monnaie est d'abord une marchandise particulière qui, servant d'équivalent général à toutes les autres, va finir par incarner par elle-même la richesse en tant que telle. Cette marchandise particulière, à l'époque de Marx, ce sont les métaux précieux, l'argent et l'or, au point de devenir l'un et l'autre éponymes de la monnaie, en français pour le premier, en allemand pour le second. Les marchandises ont une valeur d'échange intrinsèque, qui est subordonnée à la quantité de travail qu'il a fallu pour les obtenir. La monnaie est une de ces marchandises: elle possède donc, en elle-même, la valeur qui explique qu'on puisse l'échanger contre n'importe quelle autre marchandise. Il a fallu, en effet, une certaine quantité de travail pour extraire le métal de la terre. La valeur de toute monnaie, qu'il s'agisse de billets ou de dépôts en compte courant, dépend de cette référence au métal précieux qui est lui-même la véritable monnaie. Les billets de banque, par exemple, ne font que représenter l'encaisse en or détenu dans les coffres de la banque. Le principe de convertibilité fait que quiconque se présente avec un billet obtiendra l'équivalent en métal précieux, c'est-à-dire en une véritable monnaie qui possède par elle-même le principe de sa valeur.

Nous tenons donc avec Marx le type de réponse à la question posée qui comblera les lacunes de toutes les explications parcellaires que nous avons évoquées précédemment. La monnaie est bien une « convention » et une « institution sociale »; certes, comme le sont

14. « Socialement nécessaire » signifie que c'est le temps moyen de travail, compte tenu de l'état des techniques, qu'il faut retenir.

la marchandise et l'échange en général. Mais, en même temps, cette convention est fondée sur autre chose que sur la présupposition d'un libre choix des individus qui composent la société: la valeur de la monnaie, comme la valeur de toute marchandise en général, est évidemment une création sociale mais pas pour autant le fruit de l'arbitraire subjectif des membres de la communauté. Le lien entre valeur et « quantité de travail socialement nécessaire » permet de rendre compte de l'existence de la monnaie à la fois comme « création sociale » et comme nécessité dont les formes s'imposent à ceux qui en font usage. Enfin, la monnaie doit inspirer « confiance »: la confiance, ici, est le jugement porté sur la solvabilité de l'émetteur du billet suivant un critère simple, à savoir la quantité de monnaie-marchandise mobilisable par cet émetteur, et la confiance la plus grande sera sans doute accordée à l'institution sociale la plus puissante, c'est-à-dire à l'État.

Mais comme la valeur de la monnaie contemporaine n'est plus liée à la valeur de l'or, il faut se demander si l'explication de Marx à la valeur de l'argent peut, au prix d'une actualisation nécessaire, encore servir de nos jours. Pour cela, il faut d'abord remarquer que l'explication de Marx pose la question de l'argent comme intrinsèquement liée à la question de la valeur des choses en général. Avec Marx, il apparaît que la question que nous avons posée – *pourquoi l'argent vaut-il quelque chose plutôt que rien ?* – ne peut trouver de réponse qu'à condition de chercher en même temps la solution à un deuxième problème: *pourquoi les choses en général valent-elles quelque chose plutôt que rien ?*

LA VALEUR COMME CROYANCE SOCIALE – Les économistes ont abandonné la question de la valeur en général précisément parce qu'ils ont abandonné la question de la valeur de la monnaie. S'écartant de la pensée d'Adam Smith ou de Ricardo, la plupart des économistes se sont tournés vers une forme un peu modernisée de la pensée de Jean-Baptiste Say. La théorie dite de « l'utilité marginale », formulée très peu de temps après la parution du premier tome du *Capital*, ne s'intéresse pas au *pourquoi* de la valeur, qui paraît désormais une

évidence. Les produits valent parce qu'ils valent¹⁵. La question est plutôt de savoir *combien* ils valent, dans un contexte où la condition du commerce n'est plus, comme dans les siècles précédents, la rareté des marchandises mais au contraire la possibilité de les produire en abondance. L'argent, quant à lui, demeure comme avant réduit au statut de pur instrument destiné à faciliter les échanges.

Simmel, dans *Philosophie de l'argent*, publié en 1900, écrivait : « *Autant notre vie semble déterminée par les mécanismes objectifs qui régissent les choses, autant il nous est impossible en réalité de faire un pas, ou d'avoir une pensée sans que notre sentiment n'attribue des valeurs aux choses et ne dirige nos actes en fonction de ces valeurs. Nos actes eux-mêmes s'accomplissent suivant le schéma de l'échange: depuis la satisfaction des besoins les plus vils jusqu'à l'obtention des suprêmes biens intellectuels et spirituels, toujours il nous faut miser une valeur pour en gagner une autre [...]. Le fait que la valeur se présente à nous comme le résultat d'un sacrifice consenti montre bien de quelle infinie richesse notre vie est redevable à cette forme fondamentale.* » Pourquoi la valeur existe-t-elle ? Parce que l'homme est ainsi fait, répond en substance Simmel qui trouve le moyen d'écrire plus de six cents pages pour dire ce qui tient en ces six mots.

La valeur en général a cessé d'intéresser les économistes, mais qu'en est-il des sciences sociales ? Parce qu'elles n'ont pas renoncé à la question de la valeur de l'argent, à laquelle d'ailleurs elle sert souvent d'introduction¹⁶, la question de la valeur des choses est, pour ces sciences, un sujet d'étude habituel.

C'est en procédant ainsi et en partant de la valeur de la monnaie pour parler de la valeur comme phénomène social que Marcel Mauss, dans un article de 1914 intitulé « Les origines de la notion de monnaie », relève que des équivalents de la monnaie moderne peuvent se trouver dans nombre de ces sociétés que l'on appelait

15. On ne s'embarrasse plus guère de justifier la valeur par la catégorie philosophique de l'utilité. Peu importe pourquoi les gens veulent de telle ou telle marchandise, du moment qu'ils en veulent.

16. Les quelques économistes qui s'inspirent de la sociologie vont également dans cette voie. C'est le cas de Michel Aglietta et André Orléan, qui vont même jusqu'à penser que la valeur des choses provient de la valeur de la monnaie, et non l'inverse.

alors encore « primitives », sous la forme de perles, écailles, pierres de quartz, etc. Dans tous les exemples que cite l'article, les termes qui désignent cette monnaie archaïque renvoient au pouvoir magique qu'elle est supposée détenir. La monnaie archaïque apparaît donc essentiellement comme un *talisman*, un objet de foi propre à lui donner sa valeur reconnue. De plus, cette monnaie écloit dans des sociétés qui ne pratiquent pas l'échange, en tout cas pas dans sa conception moderne. C'est qu'en effet les hypothèses de paiement qui n'ont pas l'échange d'une marchandise pour but sont nombreuses: il peut s'agir de s'acquitter de dettes envers des divinités, en réparation d'un tort subi, de dépenses somptuaires de représentation liées au rang social, au clan, etc¹⁷. La dette symbolique peut concerner par exemple la réparation due à une famille après un meurtre ou un accident: on regardera comme une survivance de cette pratique ancestrale la loi germanique qui, dans l'Antiquité, fixait un prix monétaire à payer à la victime d'un dommage. Mais on sait aussi que nombre de sociétés anciennes pensaient devoir s'acquitter envers les puissances surnaturelles d'un droit lorsqu'elle prélevaient un bien quelconque sur la nature: après avoir capturé un animal pour le manger, par exemple, ou pour déplacer tel rocher, ou s'installer à tel endroit. La monnaie primitive pouvait servir en toutes ces occasions. Il est ainsi très vraisemblable que le signe de valeur ait pu préexister, dans l'histoire, à l'échange marchand proprement dit.

Mauss en vient ainsi à la conclusion que « *le pouvoir d'achat de la monnaie primitive c'est avant tout [...] le prestige que le talisman confère à celui qui le possède et qui s'en sert pour commander aux autres* ». Mais, dès lors, la monnaie moderne est-elle fondamentalement différente de cette monnaie « primitive » ? Mauss suggère immédiatement que non,

17. Weber aussi relevait que dans les sociétés « primitives » la monnaie sert peu aux échanges de biens matériels, et est principalement un moyen de paiement pour s'acquitter d'obligations non commerciales, telles que le paiement de tribut, le prix de la fiancée ou le *wergeld*. Voir l'article « Monnaie », d'André Orléan, tiré du *Dictionnaire des sciences humaines*, sous la direction de Sylvie Mesure et Patrick Savidan, aux éditions PUF.

en évoquant « *la vraie foi que nous nourrissons vis-à-vis de l'or* » et « *la confiance que nous avons* » dans le « *pouvoir* » de celui-ci. Le fondement de la croyance en la valeur aurait changé, passant de l'invocation de puissances surnaturelles à celle des nécessités du monde marchand, mais la croyance elle-même est identique. Bien plus, l'objet de cette croyance s'est lui aussi maintenu: car, hier comme aujourd'hui, le talisman de valeur confère à celui qui le possède, au-delà des biens matériels dont il lui permet de disposer, puissance sociale et reconnaissance de la communauté.

L'hypothèse de Mauss est particulièrement féconde pour comprendre le lien entre argent et religion, dont Marx faisait déjà état¹⁸. Les termes qui désignent la valeur et la monnaie sont empreints de caractère religieux. Le crédit est le credo de l'économie, et la monnaie y est fiduciaire. Dans un sens premier, il s'agit de croire en la personne à qui on emprunte: il s'agit de la confiance en celui sur qui on détient une créance. Mais il est évident que le sens s'est élargi: il s'agit à présent de la confiance dans le système tout entier. La monnaie *fiduciaire* repose sur le *crédit*, ce n'est pas un hasard.

La position de Mauss était, en 1914, à la fois provocante et salutaire. Car il s'agissait alors, en comparant l'or de ses contemporains avec le fétiche des peuples qu'il étudiait, de lutter contre la tendance occidentale à voir les sociétés dites « primitives » adorer des chimères tandis que les sociétés tenues pour civilisées auraient été gouvernées par la raison. Non, suggérait Mauss. Vous identifiez le fétiche quand le système de croyance vous est étranger, mais quand il s'agit de vos propres croyances, vous ne le voyez plus: il est pour vous non un

18. « *Ce qui, de prime abord, caractérise l'argent, ce n'est pas le fait que la propriété s'aliène en lui. Ce qui y est aliéné, c'est l'activité médiatrice, c'est le mouvement médiateur, c'est l'acte humain, social, par quoi les produits de l'homme se complètent réciproquement; cet acte médiateur devient la fonction d'une chose matérielle en dehors de l'homme, une fonction de l'argent. [...] À travers ce médiateur étranger, l'homme, au lieu d'être lui-même le médiateur pour l'homme, aperçoit sa volonté, son activité, son rapport avec autrui comme une puissance indépendante de lui et des autres. Le voilà au comble de la servitude. Rien d'étonnant à ce que ce médiateur se change en un vrai dieu, car le médiateur règne en vraie puissance sur les choses pour lesquelles il me sert d'intermédiaire. Son culte devient une fin en soi.* » K. MARX, *Économie et philosophie* (1844), trad. française par J. Malaquais et C. Orsoni in *Œuvres II, Économie*, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1968, p. 17.

fétiche mais l'objet d'une foi véritable. Ce n'est qu'en prenant le recul que permet l'étude des croyances étrangères que l'on acquiert le recul suffisant pour identifier son propre fétiche.

Mais il ne faut pas non plus tomber dans un excès inverse et, par l'effet d'un relativisme facile – apparu depuis dans la conscience paresseuse de certains sociologues – dire que peu importe ce qu'on croit, du moment qu'il est nécessaire de croire, et que seul le hasard nous fait mettre notre foi en la valeur de l'or ici, des coquillages là, et des écailles de poisson ailleurs. Qu'elle soit une nécessité sociale n'empêche pas que la croyance en la valeur doit avoir une origine. L'idée assez générale selon laquelle des croyances sont nécessaires à la société ne nous dit pas pourquoi une croyance déterminée, comme celle qui concerne la valeur, serait indispensable. La seule manière de poser la nécessité de cette croyance déterminée, c'est de lui trouver une fonction, donc un fondement. Si nous pouvons considérer la valeur comme contingente en ce sens qu'elle est produite par un certain état du développement de l'histoire, et qu'une autre histoire aurait pu produire d'autres formes sociales, cette contingence ne la rend pas pour autant arbitraire, bien au contraire. Ce qui lui donne son pouvoir ne lui appartient pas: mais c'est justement cela que, en tant que représentation, elle parvient à masquer. La représentation naît d'une structure sociale historiquement déterminée mais paraît acquérir par elle-même le pouvoir que la structure sociale lui donne. Sa nature même de représentation semble disparaître. Mais si on la lui rend, alors cela doit se faire en comprenant où se trouve la nécessité de ce qui la fonde comme représentation.

Dans tous les exemples cités par Mauss dans son article, ce n'est pas l'objet qui sert de support au signe de valeur qui donne son pouvoir à celui qui le détient. À chaque fois, c'est une organisation déterminée de la communauté, avec son lot de division des tâches, d'assignation à des individus ou à des groupes d'autorité ou de rôles relativement à cette communauté, etc. qui se matérialise dans le talisman monétaire. Que celui-ci soit ensuite l'objet de cession, d'offrande ou d'échange, et que par le biais de cette translation une forme du pouvoir qu'il symbolise puisse circuler, n'abolit

pas l'origine même de la puissance du signe. Il faut une société entière pour faire d'un coquillage la marque d'une puissance sur les hommes et sur les choses: et une société, c'est le tout indissociable de la culture, des mots, des rapports de pouvoir et de production matérielle ou symbolique qui englobent le groupe. La croyance n'est opérante que dans son rapport au tout social qui la fonde.

Dans le cas contemporain, la valeur repose entièrement sur des faits sociaux et historiques. Les catégories de l'échange, de la marchandise, du travail se sont développées conjointement avec la valeur et lui ont donné cette existence que nous lui connaissons: aucune de ces catégories n'existe en soi, et toutes, objets, si l'on veut, d'une «croyance sociale» ou en tout cas instituées en tant que faits sociaux, existent en relation les unes avec les autres et avec le système de production qui les induit. Les faits sociaux ne sont donc ni des réalités immuables, puisque tout ce qui est historique peut changer par définition, ni de simple conventions que l'on pourrait modifier par le seul effet de notre volonté: ils se situent entre les deux, puisqu'ils sont, en tant que produits d'un certain développement de l'histoire, tout à la fois nécessaires et contingents.

La valeur est une forme de représentation parce qu'elle est un phénomène créé par les hommes, et qu'elle n'existe pas en dehors de leur système de pensée. Mais bien que créée par l'être humain, et produite, en quelque sorte, par le pouvoir de son imagination, la valeur n'est pas quelque chose que l'humain domine pour autant. On a trop tendance à penser que ce que l'homme se représente demeure en son pouvoir. Ce n'est pas vrai. Bien des chimères ont acquis, au cours des siècles, le poids de réalités plus pesantes que la matière la plus solide. On a vu que l'or est parfois assimilé à un dieu. La comparaison entre l'or et la religion n'est pas que métaphorique. Dans un cas comme dans l'autre nous avons affaire à une puissance imaginaire mais réelle qui marque la société tout entière de son emprise. Dieu n'apparaît plus comme une création humaine: c'est l'homme qui devient une créature de Dieu. De même, la valeur n'apparaît plus comme le

produit d'une forme sociale déterminée, mais paraît exister par elle-même, et imposer sa nécessité à toute société existante. Cependant, redonner à la valeur ou à Dieu leur statut de représentation ne les fait pas disparaître pour autant. En tant que représentations, ce ne sont pas des illusions, mais le signe d'une puissance réelle. L'illusion niche dans la source de la puissance, mais non dans la puissance elle-même. Dieu n'existe pas, mais il peut vous tuer si vous n'observez pas la loi de ses fanatiques.

L'homme crée son monde, et son monde crée l'homme. Les hommes agissent et pensent leurs agissements dans un seul et même mouvement. Une représentation peut être un fait. Une pensée peut être un acte. Dans le monde social, la dissociation entre l'esprit et la matière n'a pas cours. C'est pourquoi la valeur, quoique purement sociale, devient une propriété intrinsèque et quasiment matérielle des choses échangées, au point d'être le véritable commun de toutes les marchandises. La valeur devient ainsi une sorte de *matière sociale* aussi solide, pour l'homme en société, que la matière solide qu'il éprouve au contact de sa main, et tout aussi impénétrable à sa volonté. Mais à l'inverse cette matière sociale peut, par la puissance de la théorie, non se dissoudre, mais perdre de son opacité. C'est par leur transparence à l'analyse que les catégories sociales en viennent à révéler les relations de pouvoir qui les fondent.

La révélation de ces relations de pouvoir ne suffit sans doute pas à les détruire, car ce n'est pas par la seule puissance des illusions qu'elles engendrent qu'elles se maintiennent. Mais, d'un autre côté, une telle révélation est un moment nécessaire de leur remise en cause, car elle est une condition indispensable pour tracer une perspective où on pourrait imaginer les avoir abolies: ensuite, et c'est le plus important, parce que le désir même de les mettre à nu n'est rien d'autre que le fruit de la révolte contre l'oppression qu'elles représentent.

ENJEU DE LA QUESTION DE LA VALEUR – Ignorer la question de la valeur, ou considérer la valeur comme quelque chose de simple et d'ap problématique, c'est en vérité se condamner à ne rien comprendre

au monde dans lequel nous vivons¹⁹. C'est subir, sans en saisir le sens ni les raisons, les « crises » comme celle qui se développe depuis la seconde moitié de l'année 2008. C'est se perdre dans les méandres infinis des explications contradictoires délivrées jour après jour par des spécialistes qui se divisent en autant d'écoles ésotériques. Et pire que cela: c'est condamner à l'insignifiance toute révolte contre les conditions de vie, aggravées par cette crise, qui nous sont faites. On ne peut rien opposer en effet, sinon l'énergie de son désespoir, à une idéologie qui fait des catégories qui nous oppressent non le produit d'une organisation sociale spécifique, mais des réalités qui transcendent toute organisation sociale possible. Si la valeur d'échange, l'argent ou encore (pour prendre d'autres exemples) le pouvoir et la hiérarchie sont des faits humains indépassables, alors sans doute faudra-t-il se plier éternellement à leurs lois. La question fondamentale devient dès lors: qui a intérêt, au fond, à ce que de telles lois soient vues comme éternelles ?

Si les économistes actuels évitent soigneusement la question des causes de la valeur des marchandises et de l'argent ou alignent les froides banalités à ce sujet, ce n'est pas un hasard. Malgré les insuffisances flagrantes de leurs modèles explicatifs et leurs contradictions sans fin, les économistes ne vont jamais au fond des choses parce qu'ils ne peuvent courir le risque que leurs raisonnements servent à mettre en cause les fondements même du système au service duquel ils se sont mis. Il faut bien comprendre que cette remarque concerne absolument tous les types d'économistes: aussi bien les progressistes que les conservateurs, les keynésiens que les libéraux, et même ces économistes soi-disant « marxistes » qui défendaient un certain type de capitalisme, le capitalisme d'État à la mode soviétique.

19. Cette ignorance a même pu être théorisée, dans la mesure où elle sert ceux qui veulent que surtout rien ne change aux règles de l'exploitation capitaliste. Ainsi, Hayek, dénonçant ce qu'il appelle le « constructivisme », en gros toute tentative rationnelle de « bâtir à neuf la société », met-il en avant « notre irrémédiable ignorance de la plupart des faits particuliers qui déterminent les processus sociaux » (F.A. HAYEK, *Droit, législation et liberté*, 1973). Ce qui est remarquable avec Hayek, c'est que loin de tirer les conséquences logiques de ses propres positions, il n'en a pas moins continué à nous accabler du poids de ses écrits définitifs sur des phénomènes économiques et sociaux sur lesquels il se disait pourtant si « ignorant ».

Seule une vision radicalement critique du capitalisme, qui était celle de Marx, permet de saisir les catégories de l'économie pour ce qu'elles sont, c'est-à-dire des catégories historiques. En analysant leur fonctionnement sans jamais les mettre en question, les économistes servent le projet politique de la conservation de la société qui les fait naître: cela se fait au prix d'une réduction volontaire mais pas toujours consciente des questions qu'ils sont disposés à poser. La critique radicale, elle, a la totalité en perspective. Parce qu'elle ne peut se résoudre à la perpétuelle aliénation qu'imposerait l'immuabilité de la catégorie de valeur, elle met celle-ci en doute, et questionne le pourquoi de la valeur. La critique radicale du monde capitaliste, parce qu'elle est radicale, permet d'en saisir ce que la position au fond hagiographique des économistes contemporains ne peut atteindre. On n'appréhende pas la question de la valeur et de son monde de la même manière si on appartient au camp de ceux qui, d'une façon ou d'une autre, cherchent à les sauver, ou au camp de ceux qui veulent les renverser. C'est parce que, à l'origine même de la pensée de Marx, il y a la volonté de détruire cela même qu'il s'agit de décrire que son point de vue tranche sur celui des économistes et permet d'aller au-delà d'apparences que l'économie, en tant que science au service du Capital, ne peut se permettre de franchir. La question de la valeur est une question scandaleuse pour la science économique moderne.

C'est cependant bien cette question qu'il faut poser de manière systématique pour comprendre si l'explication de Marx à la valeur de l'argent, apparemment démentie par la disparition de la monnaie-marchandise, n'en demeure pas pour autant, dans ses grandes lignes et en tout cas dans son principe, toujours valable pour notre époque.

LA VALEUR DE LA VALEUR

La valeur d'échange en tant que telle ne peut naturellement exister que de manière symbolique, bien que ce symbole, pour pouvoir être employé en tant que chose – et pas simplement en tant que forme de représentation – possède l'existence d'une chose.

KARL MARX

LA VALEUR DANS L'ÉCHANGE SINGULIER – La valeur d'échange apparaît d'abord comme quelque chose de transitoire. Elle n'existe que dans l'échange, au moment de l'échange. Si je n'échange rien, il n'y a pas de valeur d'échange qui tienne. Si, donc, monsieur X et monsieur Y s'échangent le surplus de leur production respective, la valeur d'échange n'aura existé qu'au moment de la réalisation de l'échange. X et Y examinent la valeur respective des choses à échanger en fonction de la peine qu'ils doivent se donner pour les obtenir, et du désir ou du besoin qu'ils ont de les posséder. Chacun détermine en fonction de ces considérations la quantité de choses A qu'il est prêt à céder en fonction de la quantité de choses B qu'on veut bien lui fournir. Lorsque l'échange a lieu, c'est qu'une égalité s'est formée dans la tête des échangistes. La valeur s'exprime alors sous la forme d'un rapport entre A et B: tant de choses A valent tant de choses B¹.

1. Notons que nous ne procédons pas ici à une « robinsonnade », c'est-à-dire que nous n'imaginons pas que X et Y sont des individus perdus sur une île déserte, et qui échangent leurs biens entre eux deux seulement. Ce que nous faisons, c'est que nous considérons l'échange en tant qu'il est singulier. Cette manière de considérer l'échange peut concerner tous les échanges passés ou actuels et non uniquement de supposés échanges primitifs.

La question plus générale qui est posée par cette manière de procéder est celle du rapport entre logique et histoire. Certes, l'histoire est première, et elle est la maîtresse de tout: mais la théorie doit aussi rendre compte sous une forme logique du fonctionnement des catégories qui permettent de comprendre le monde social. Il faut donc distinguer la généalogie et la chronologie. À certaines conditions, une catégorie peut fort bien avoir d'abord émergé dans l'histoire sous une forme qui nous apparaît pourtant, à l'analyse, comme *une des conséquences* de ses déterminations. On ne saurait donc confondre l'ordre d'exposition logique et l'ordre d'apparition historique des formes sociales.

On a donc, à la base de la valeur, plusieurs facteurs. Le premier est l'échange², qu'il faut évidemment distinguer du don ou du vol, ou de tout autre type d'appropriation, légal ou non, volontaire ou involontaire. Le second facteur est que la valeur qui se réalise dans l'échange doit trouver une base dans l'appréciation fournie par les agents économiques qui y procèdent. Pour cela, nous l'avons dit, deux éléments: la difficulté à se procurer l'objet et le besoin qu'on en a, autrement dit, les catégories de l'offre et de la demande. Une telle appréciation est évidemment susceptible de variations très importantes: je peux avoir très envie de quelque chose et donc sacrifier plus pour l'obtenir que ce que je donnerais pour une autre marchandise dont mon envie subjective est moindre. Ou encore, je peux avoir un besoin absolu de me procurer quelque chose rapidement. Quoiqu'elle ne soit plus liée au seul caprice de mon désir, mais à la situation dans laquelle je me trouve et donc à des raisons indépendantes de ma volonté, cette détermination peut cependant aussi être appelée « subjective » en ce qu'elle dépend de l'état particulier dans lequel je suis plongé au moment de l'échange. Par exemple, si je meurs de soif dans une région aride, un litre d'eau aura soudain à mes yeux une valeur bien plus grande qu'il n'en aurait si de l'eau était disponible partout autour de moi. Peut-être, pour ne pas mourir, serais-je prêt à sacrifier un trésor, quelque chose de normalement très difficile à fabriquer ou à obtenir, pour pouvoir

2. Un des présupposés de l'échange, et qui permet de le distinguer de l'esclavage, est la liberté des échangistes. Il va de soi que l'échange n'est véritablement échange que si aucun des deux échangistes n'est contraint de rentrer dans le rapport d'échange alors que les conditions de celui-ci ne le satisfont pas. Et pourtant, historiquement, bien des rapports d'échange ont d'abord existé sous une forme qui n'était pas libre: c'est le cas, en particulier, de l'achat de la force de travail par le patron. Dans un des derniers chapitres du livre I du *Capital*, Marx rappelle, de manière saisissante, comment les travailleurs des temps précapitalistes ont été contraints, par la violence, d'entrer dans le rapport salarial (à des conditions, on s'en doute, fort peu avantageuses pour eux) jusqu'à ce que, à la suite de la progression de la production capitaliste, « se développe une classe ouvrière portée par son éducation, la tradition et l'habitude, à considérer comme des lois de nature allant de soi les exigences de ce mode de production » (K. MARX, *Le Capital*, chapitre XXIV, « La prétendue accumulation initiale »). La violence peut donc s'estomper, puisque l'ouvrier entre désormais « volontairement » dans le rapport salarial. Par là on voit à nouveau qu'il faut distinguer la généalogie des formes sociales, c'est-à-dire leurs présupposés logiques, de leur genèse, c'est-à-dire l'ordre de leur apparition dans l'histoire.

tremper mes lèvres dans cette eau dont je suis alors si cruellement privé. La valeur de l'eau a-t-elle changé? Oui, à mes yeux, au moment de cet échange, face au besoin immédiat que j'en ai.

Autrement dit, si les facteurs de l'échange sont faciles à connaître (c'est, d'un côté, le besoin, et de l'autre la difficulté à obtenir l'objet considéré), leurs déterminations respectives semblent dépendre des conditions particulières de chaque échange. Ce qui est normal puisque, si on envisage l'échange en tant qu'acte unique, on comprend bien qu'il s'agit à chaque fois d'un rapport déterminé, et fluctuant. Envisagée ainsi, la valeur est subjective. Elle n'existe que dans le moment de l'échange et dans les conditions de celui-ci. Elle est déterminée par l'utilité que revêt l'objet échangé aux yeux des agents économiques, au regard de son abondance effective ou supposée. La théorie dite de «l'utilité marginale»³ est une mise en forme sophistiquée de cette conception. Dans l'exemple que j'ai donné, l'utilité du premier litre d'eau pour étancher ma soif est évidemment beaucoup plus élevée que celle du deuxième, et encore plus du dixième litre. Les choses changent si le besoin d'eau n'est pas déterminé par ma soif uniquement, mais par celle de toute ma famille, ou encore si ce n'est pas pour boire que j'ai besoin de cette eau mais pour irriguer mes plantations. Quels que soient l'objet ou la matière utile envisagés, on pourra ainsi déterminer son degré d'utilité en fonction de sa quantité disponible et des usages possibles envisagés.

LA VALEUR DANS L'ÉCHANGE MULTIPLIÉ – Pourtant, tout change dès lors que l'échange n'est plus envisagé en tant qu'acte indépendant, mais dans la continuité d'une multitude d'échanges. Tout change, d'abord parce que la valeur d'échange acquiert un caractère de continuité qu'elle n'avait pas auparavant. Si l'acte d'échange est un acte banal, multiquotidien, la valeur, qui jusque-là ne naissait que dans l'espace étroit du moment de l'échange, paraît soudain

3. Selon la définition classique, l'utilité marginale d'une marchandise est l'utilité qu'un agent économique tire de la consommation d'une quantité supplémentaire de cette marchandise. L'utilité marginale décroît avec la quantité de biens déjà consommés.

s'étendre à la totalité du temps social. Par exemple, si je sais qu'une marchandise déterminée me permet d'aller au marché pour obtenir en échange n'importe quelle autre marchandise de mon choix, il va de soi que la valeur d'échange ne m'apparaîtra plus comme quelque chose d'accidentel, mais au contraire comme une valeur sûre, un point fixe dans les relations sociales, une manière certaine d'obtenir les objets dont j'ai besoin – sans qu'il me soit nécessaire, par exemple, de partir à la chasse, à la pêche ou à la cueillette pour obtenir de la nourriture.

Le deuxième changement, qui est la conséquence immédiate du premier, c'est que la valeur perd beaucoup de sa subjectivité. La multiplicité des échanges tendra à effacer le caractère accidentel de la détermination des conditions de l'échange. Plus l'échange est général, plus cette tendance s'affirme. Parce que la valeur, d'un échange à l'autre, apparaît à présent comme une condition préalable à la reproduction à l'infini de l'échange et non comme le produit éphémère de tel échange particulier, on peut envisager une différenciation jusqu'alors impensable: la distinction entre valeur et prix.

La valeur représente désormais une moyenne commune à toutes les transactions concernant des produits identiques, tandis que le prix exprime la particularité des conditions de l'échange. Plus les prix se multiplient, plus la moyenne de ceux-ci oublie les conditions spécifiques de la détermination de chacun. Les prix apparaissent comme une oscillation autour de quelque chose qui, certes, n'est pas fixe soi-même, mais l'est plus cependant que le prix. On peut, à présent, obtenir un bon prix, ou au contraire faire de mauvaises affaires: là où, dans l'échange singulier ou rare, une telle comparaison est bien plus difficile.

La catégorie de prix ne peut être introduite sans être posée immédiatement avec celle d'argent. De fait, la permanence et la constance de la valeur au travers de la multiplicité des échanges sont indissociables de l'apparition d'un objet social qui est en quelque sorte l'image même de cette continuité. La valeur ne perd toujours pas sa condition première, qui est de n'exister que dans l'échange, avec cette différence qu'elle existe à présent dans la continuité de la

multiplication de l'échange. L'argent, pour incarner cette continuité, se doit donc d'être lui-même susceptible d'échange, et donc d'être une marchandise comme une autre – du moins tant que c'est dans l'échange qu'on cherche à trouver le fondement de la valeur et que l'argent n'est ainsi qu'une forme de prolongement du troc⁴.

Dans l'absolu, n'importe quelle marchandise peut servir de référent à la valeur de n'importe quelle autre, puisque la valeur n'est que la proportion d'un produit par rapport à un autre qui doit aboutir à une relation d'égalité dans l'échange. Mais quand les échanges se multiplient, il est évident que certaines de ces marchandises ont des qualités qui les rendent plus propres à exprimer l'échange en tant que tel. On le sait, la marchandise qui s'est le plus imposée comme le moyen d'échange universel est le métal précieux. Le métal précieux est quelque chose de rare, qu'il faut extraire de la terre au prix de nombreuses difficultés. L'obtenir est quelque chose qui demande un effort important. Le métal précieux peut donc représenter une valeur élevée dans un volume réduit. Il est divisible et peu altérable. Il a toutes les qualités pour dépasser sa seule condition de marchandise et incarner la valeur en tant que telle.

Bien entendu, le métal précieux, comme toute marchandise, a par lui-même une utilité, qui est souvent la confection de parures, de bijoux, d'objets d'ornement. Il a donc bien une valeur d'usage, même si celle-ci n'est que de plaisir ou d'apparat. Mais soudain, on voit qu'avec l'apparition d'une certaine continuité de la valeur d'échange incarnée par l'argent, la notion de « valeur d'usage », apparemment simple, subit une transformation immédiate. Car dès lors que l'argent incarne la continuité de la valeur d'échange, il a

4. Rappelons ce que nous avons dit sur les hypothèses de l'origine de l'argent selon Mauss, et qui est que la monnaie peut fort bien avoir, dans l'ordre chronologique, précédé l'échange. Cela ne remet pas notre démonstration en cause, car ce dont il est question ici, ce n'est pas de l'origine historique de la monnaie, mais de l'origine logique de la valeur en tant que fondée sur l'échange. Nous avons ici une illustration de ce que nous avons dit dans la note précédente. Naturellement, fondement logique et historique ne sont en rien indépendants. Le premier est la clé d'explication du second, tandis que le second est la clé de l'existence du premier. Nous pouvons formuler l'hypothèse que le retour à l'argent-marchandise durant le XIX^e siècle était une forme d'aboutissement de la refondation de la valeur sur la base de l'échange, évolution entamée depuis l'origine des siècles mais en un sens achevée à cette période.

aussi cet usage possible qu'il peut justement servir à représenter la valeur en tant que telle. Ainsi naît le trésor, image de la puissance sociale⁵. La valeur d'usage de l'argent devient sa capacité à être de la valeur d'échange. Soudain l'or ou l'argent ne sont plus voulus pour eux-mêmes, parce qu'ils permettent de produire de jolis objets brillants, mais bien parce qu'ils permettent d'obtenir d'autres marchandises. Un tel phénomène est dynamique: plus ils servent à l'échange, plus ils sont recherchés pour cette raison, et plus ils sont recherchés, plus ils peuvent servir à l'échange. L'usage commence déjà à disparaître sous l'échange, et cette évolution est tout sauf anodine.

À présent incarnée par l'argent, et tout en ne perdant pas sa détermination première, à savoir n'exister que dans l'échange, la valeur devient aussi plus que l'échange. Elle s'envisage par exemple en dehors de tout échange et seulement comme référence à un échange éventuel. Le propriétaire évalue la valeur de ses biens, le marchand de son stock, en en donnant un équivalent monétaire, alors que pourtant une telle valeur n'existe en un sens que si le bien ou la marchandise est effectivement vendue. Ce caractère double, il faut le noter avec force, la valeur ne le perd pas. La valeur ne cesse d'être à la fois le produit de l'échange singulier et la condition de la reproduction, sur une échelle très large, de l'échange. L'argent, évidemment, sans la continuité de l'échange, ne vaut rien. Mais parce que la continuité de l'échange est assurée, l'argent dès lors est l'image de la valeur comme continuité, et le trésor est l'accumulation de la richesse en dehors de l'acte d'échange en lui-même. À sa fonction première d'intermédiaire des échanges, la monnaie en a désormais ajouté deux autres: instrument de mesure de richesse et réserve de valeur.

5. Là encore, il ne faut pas confondre le développement qui est fait ici avec une présentation historique de l'émergence de la notion de trésor. Nous n'envisageons ici le trésor que comme le développement logique de la valeur fondée sur l'échange. Cela n'empêche pas que le trésor, au sens de chose rare et convoitée, a été dès l'origine le signe talismanique de la puissance sociale. Le même trésor a donc vu sa signification évoluer au cours des âges, sans que cette évolution soit en rien contradictoire car le fondement le plus récent était conforté par le fondement ancien.

LA CIRCULATION DE VALEUR – Marx utilise un terme pour désigner la continuité de la valeur dans la continuité des échanges. Il l'appelle la « circulation ». Admettons que monsieur X dispose d'une marchandise M en trop grande quantité et convoite une marchandise M'. Il va céder, contre une somme d'argent A, la marchandise M, et obtenir ensuite contre A une quantité déterminée de la marchandise M'. Il y a donc deux échanges: M-A, puis A-M'. L'idée de la circulation consiste à relier entre eux ces actes d'échange séparés. La valeur d'une marchandise M s'incarne dans son équivalent en argent A pour revenir ensuite vers une autre marchandise M'. Ce qui compte, c'est que dans ce circuit on peut considérer que la valeur s'est maintenue de M à A et de A à M'. Cette circulation ne se comprend que par la multiplicité des circuits M-A-M' au cours desquels la valeur se maintient dans la continuité des échanges.

Cette manière d'envisager les choses permet de mettre le doigt sur un point important. Plus l'échange est envisagé dans sa singularité, plus la question de la valeur d'usage des biens échangés paraît déterminante. Plus l'échange est envisagé dans sa relation avec la totalité des processus sociaux, avec la totalité des autres échanges, plus on comprend que c'est la valeur en tant que telle qui le détermine, et que l'utilité n'est qu'un processus secondaire et soumis au premier dans l'économie globale de l'acte d'échanger. En effet, dans le circuit simple qui mène de M à M', la motivation de l'agent économique paraît évidente. Il s'agit de céder une marchandise M, dont on n'a pas l'usage immédiat, pour se procurer la marchandise M' qui nous fait défaut. Mais la continuité de la valeur dans la continuité de l'échange ne suppose pas seulement M-A-M' mais bien M-A-M'-A-M''-A-M''', etc. à l'infini. Dès lors la question se pose de l'inversion de l'ordre de la priorité. M-A-M' devient aussi bien A-M-A, l'un suppose l'autre dans la circulation continue, sinon la valeur ne se maintient pas et l'argent ne peut avoir d'existence. Cependant, si on considère le segment A-M-A et non plus le segment M-A-M', là encore tout change.

Tout change car ce n'est plus l'usage possible de M ou de M' qui motive ici l'échange, mais la valeur elle-même incarnée dans A.

Car, comme le remarque Marx, cette opération n'a de sens que si on peut espérer que la quantité d'argent augmente à la fin du processus. Autrement dit, l'écriture exacte de la formule est $A-M-A'$ tel que A' soit supérieur à A . Comme l'argent, ne l'oublions pas, est à ce stade de notre raisonnement toujours une marchandise soumise à la règle générale des marchandises, c'est-à-dire qu'il vaut quelque chose par lui-même, qu'il n'est pas qu'un simple signe, il va de soi que l'augmentation de A vers A' est une augmentation de la valeur elle-même.

Il ne nous appartient pas ici de nous demander pourquoi les choses se passent ainsi mais seulement de constater qu'elles se passent de cette manière. C'est parce que l'acte d'échange se multiplie à l'infini que la valeur existe en tant que telle et se maintient au-delà de l'échange singulier: et c'est parce que la valeur peut s'accroître quelque part dans la propagation de l'échange que l'échange peut lui-même se multiplier. Si le marchand n'avait pas trouvé un intérêt à faire du commerce, il n'en aurait pas fait, et l'échange ne se serait pas généralisé. L'échange serait demeuré un acte rare, et la valeur serait restée le moment subjectif de cet acte – ce qu'elle est toujours, mais seulement si l'on n'envisage l'acte d'échange que dans sa singularité, c'est-à-dire sans tenir compte de la réalité de sa multiplication.

Marx utilise un vocabulaire spécifique pour désigner les deux types de circulation. La formule $M-A-M'$ renvoie à ce qu'il appelle la « circulation simple » (On disait aussi autrefois « petite circulation », mais cette traduction est désuète). La circulation simple, comme nous l'avons dit, paraît toujours motivée par l'usage, le besoin d'une marchandise M' qui pousse à se dessaisir de la marchandise M . Mais la formule $A-M-A'$, appelée, elle, la « circulation complexe », renvoie à un tout autre intérêt. Il ne s'agit plus d'échanger une valeur d'usage contre une autre, mais bien d'augmenter la quantité d'argent initialement investie. L'échange, dès lors, a pour motif non l'usage mais la valeur elle-même. L'usage devient un moyen de l'acte d'échange au lieu d'en être la finalité. Marx appelle la formule $A-M-A'$ la formule générale du capital, parce que, dans ce cas, l'argent n'est plus seulement un moyen d'échange mais devient un capital, l'incarnation d'une valeur qui s'accroît grâce à la circulation.

Il faut bien comprendre que « circulation simple » et « circulation complexe » ne sont que deux manières d'envisager la même chose, la circulation en général. Ce qui est de la circulation simple pour l'un est de la circulation complexe pour l'autre. Par exemple, le petit paysan en autosuffisance alimentaire qui vend le surplus de sa récolte à un négociant puis achète avec cet argent les objets qui lui sont utiles, s'inscrit dans un processus de circulation simple. Il a échangé une partie de M , qu'il possédait en suffisance, contre M' , dont l'usage lui manquait. Mais le négociant, lui, est dans un processus de circulation complexe. Il a acheté à ce paysan et à bien d'autres un surplus de récolte dont il n'avait pas besoin pour lui-même, mais qu'il a revendu ailleurs après avoir fait un bénéfice. Il est passé de A à A' . Il peut, certes, dépenser une partie de cette richesse supplémentaire pour ses propres besoins, mais il peut aussi réinvestir le reste dans une nouvelle opération $A-M-A'$ et devenir ainsi de plus en plus riche. Il est, lui, un commerçant capitaliste, ce que n'est pas le paysan avec qui il a échangé. La valeur d'usage de la récolte n'est pas une valeur d'usage pour lui. Elle ne lui sert qu'en tant que valeur d'usage pour d'autres, et parce qu'elle est nécessaire à la réalisation de la véritable valeur qui l'intéresse, la valeur d'échange. Pour le capitaliste, la valeur d'usage n'est qu'une condition de la valeur d'échange, et rien d'autre.

OBJECTIVATION DE LA VALEUR – L'acte d'échange envisagé isolément ne nous révèle donc pas la vérité de l'échange. Celle-ci ne peut se lire que dans la totalité du système, dans ce qui relie tous les actes d'échange entre eux, c'est-à-dire dans la circulation générale de la valeur, dont la circulation simple et la circulation complexe ne sont chacune qu'un segment, ou plutôt une vue particulière. La circulation générale de la valeur est la condition de son maintien en tant que valeur, donc de son existence en tant qu'argent. On peut, bien sûr, utiliser la monnaie comme une réserve de valeur, mais ce retrait de la monnaie ne signifie pas l'arrêt de la circulation de la valeur. Une valeur peut momentanément se retirer de la circulation et se conserver dans l'argent, sous forme de thésaurisation, mais

c'est parce que la circulation générale ne s'arrête pas pour autant: l'argent ne vaut qu'en tant qu'il peut retourner dans l'échange qui n'a pas, lui, cessé d'être multiplié entretemps. Un trésor ne vaut rien sur une île déserte, tant que le matelot abandonné n'aura pas été sauvé par le navire de passage qui le ramènera vers la civilisation où il pourra dépenser son or. Mais le maintien de la valeur dans la circulation a aussi comme condition, ainsi que nous l'avons vu, l'accroissement de celle-ci, car sans accroissement la valeur n'aurait pas de raison de circuler. L'échange se limiterait à la formule M-A-M', et même au troc, M-M', car la nécessité même de l'argent ne se serait pas fait sentir – l'argent, comme nous l'avons dit, étant l'incarnation de la continuité de la valeur dans la multiplication de l'échange. La valeur ne doit donc pas se saisir comme le rapport qui se joue seulement au moment de l'échange singulier des marchandises, mais bien comme ce qui se maintient en s'accroissant dans la circulation ininterrompue au long du circuit du capital, dans la multiplication de l'échange.

Rappelons ce que nous avons dit de la détermination de la valeur dans l'échange singulier. Elle est fonction du rapport entre le besoin ou le désir des marchandises échangées, exprimé par les agents participant à l'échange, et la difficulté pour eux de se procurer ces marchandises. Nous avons dit également que cette fonction dépendait des conditions particulières de l'échange: la valeur est subjective. Mais tout change quand on considère la valeur qui circule dans la multiplication des échanges, car à présent les conditions particulières de chaque échange tendent à s'estomper dans le grand nombre des échanges. Mais ce n'est pas seulement par l'effet mathématique de la multiplication des échanges que la singularité de la valeur s'estompe. C'est aussi parce que, circulant d'un échange à un autre, la valeur de chaque échange se détermine aussi dans le rapport aux échanges précédents et aux échanges suivants. La chaîne ininterrompue de la circulation de valeur dans la suite des échanges multiples donne à celle-ci un caractère bien différent. La valeur dépend des conditions de la circulation de celle-ci, c'est-à-dire des formes sociales dominantes dans un temps

et une société donnés. La valeur n'est plus subjective: elle devient objective. Entendons-nous bien sur le sens de ce mot. « Objective » signifie que la détermination de la valeur est le résultat du processus de la circulation générale et non des conditions spécifiques d'un seul échange donné.

Il y a très longtemps que la circulation générale existe, depuis l'Antiquité voire peut-être avant. Le capital commercial n'est pas une création récente. Le circuit A-M-A' existait dans le commerce antique et médiéval. Dès l'Antiquité aussi, voire dès le néolithique, il a existé des formes d'activités quasi industrielles, et ces activités n'étaient motivées que par la commercialisation ultérieure de ce qui était produit. Il y avait des mines qui pouvaient, pour certaines, occuper des centaines de travailleurs, des centres de production de poteries et céramiques de luxe dont certaines étaient échangées à des milliers de kilomètres de leur lieu d'origine. Il y avait donc déjà, dans des périodes aussi anciennes, bien des cas où la valeur fondée sur l'échange ne dépendait pas que de l'échange singulier mais de sa multiplication, et où donc une valeur au sens moderne du terme commençait à émerger conjointement avec la valeur fondée sur des croyances sociales antérieures. Ces deux fondements de la valeur pouvaient facilement s'incarner dans le même objet. Mais il y a aussi, évidemment, une question de proportions. Aussi importantes étaient-elles, les activités commerciales demeuraient très marginales, dans un monde où l'essentiel de la production ne dépendait pas du tout de l'échange mais d'autres formes sociales de production et de distribution des surplus – suivant les époques, esclavage, servage, commune villageoise autosuffisante, etc. Il existait une certaine circulation de la valeur, mais cette circulation n'avait pas ce caractère de globalité totalisante qu'elle a pris depuis que le capitalisme est devenu mode de production. Ce ne sont pas aujourd'hui uniquement les surplus ou les produits de luxe qui font l'objet d'un échange généralisé, mais bien la quasi-totalité de ce qui est produit. Et surtout, ce qui est encore plus fondamental: dans les périodes antérieures au mode de production capitaliste, n'étaient échangés pour l'essentiel que des produits d'un travail

servile, c'est-à-dire que l'exploitation était le plus souvent antérieure à l'échange, et non liée à lui. La création du surplus était en grande partie détachée de l'échange en tant que tel. Le travail n'était pas massivement une marchandise. Le commerce occupait sans doute une grande place, mais pas la place centrale, car il n'avait que très minoritairement colonisé la production. Il y a eu dans l'histoire des moments et des lieux où le commerce a quantitativement reculé, au cours du haut Moyen Âge occidental, par exemple, et où la forme de valeur qui lui est liée a cédé du terrain dans les mêmes proportions.

À présent la circulation de la valeur est devenue à proprement parler un processus sans fin, ce qu'elle n'était pas dans les périodes antérieures au mode de production capitaliste. Cette circulation généralisée produit des effets de masse, des effets de seuil. Cela conduit la valeur à acquérir une forme d'existence tellement continue qu'elle en paraît autonome et repousse de manière décisive, dans la détermination de la valeur, les éléments subjectifs pour ne plus laisser subsister que l'élément central objectivé et lui-même profondément modifié par cette objectivation: le travail⁶.

LA VALEUR TRAVAIL – La détermination du travail existe aussi dans l'échange singulier. Mais, et c'est toute la différence, ce n'est pas la *seule* détermination. La peine, l'habileté technique, le temps qu'il faut fournir pour obtenir le produit entrent certes en ligne de compte. Ce qui demande en moyenne dix jours de travail à un homme habile n'est pas considéré du même œil, même dans l'échange simple, que ce qui en demande un seul, ou ce qui en demande cent. Mais, comme nous l'avons dit, il y a aussi dans l'échange singulier beaucoup d'autres circonstances qui sont susceptibles de déterminer la valeur et donc de la créer – comme la difficulté à se procurer tel produit à un moment donné, dans ces circonstances données,

6. Il ne s'agit pas ici seulement d'une description historique de ce phénomène; elle est également généalogique. Mais dans le mode de production capitaliste cette généalogie tend à devenir un présupposé, tant la circulation y est quelque chose d'infini. On peut alors ne considérer que le système tout constitué avec ses éléments objectivés (voir, sur ce point, la fin de ce chapitre).

comme aussi le besoin ou le désir de la chose, et peut-être même d'autres circonstances encore.

Dans l'hypothèse de la circulation infinie de la valeur, tous les éléments subjectifs se sont transformés en conditions de la circulation elle-même, et par là-même ont cessé d'être des déterminations de la valeur pour ne devenir que des déterminations de sa circulation. La pénurie incite le capitaliste à investir, et la saturation pousse au contraire les capitaux vers d'autres activités plus lucratives. Le besoin a cessé d'être la motivation de l'échange: il n'y a pas échange parce qu'il y a besoin, mais il y a besoin pour qu'il puisse y avoir échange. L'humanité pourrait sans doute se passer d'écrans plats ou de centrales nucléaires, mais le capitalisme ne peut pas se passer d'une humanité qui a besoin d'écrans plats ou de centrales nucléaires, ou d'autres choses du même genre. La valeur d'usage ne compte pas dans la détermination de la valeur d'échange, elle ne compte plus que comme condition de celle-ci, la valeur d'échange ne pouvant circuler qu'à la condition en effet que des marchandises se vendent, donc qu'un besoin ou un désir de les acheter existe. Mais la nécessité de la circulation de la valeur pousse chaque jour davantage le besoin à se soumettre à l'empire de celle-ci.

L'analyse par les catégories de « la détermination de la valeur dans l'échange simple » et « la circulation de la valeur dans la globalisation ou multiplication de l'échange » nous aura permis de caractériser ce qu'on appelle traditionnellement en économie les conceptions subjectives ou objectives de la valeur; et de montrer que, dans le capitalisme contemporain, les conditions subjectives de la valeur se transforment en conditions de la circulation de celle-ci tandis que la création d'un surplus de valeur dans le circuit – une nécessité de la circulation et donc de la conservation de la valeur – ne peut se concentrer que sur un point: le travail moyen nécessaire, dans les conditions données de son organisation et compte tenu de l'état des techniques, pour produire l'objet considéré. Les éléments subjectifs ne sont pas déterminants pour la création de la valeur – une opération sociale devenue standardisée, *objectivée* par l'effet même de sa massification – mais uniquement pour que celle-ci continue à

circuler. Ces éléments subjectifs n'en sont pas moins importants car, par hypothèse, la valeur se perd quand la circulation s'interrompt: les marchandises périssables invendues et qui pourrissent dans l'entrepôt sont une perte sèche parce que dans l'absence de vente la valeur a cessé de circuler. En revanche, la marchandise vendue puis consommée par l'acheteur a certes vu sa valeur de marchandise disparaître dans sa consommation. Du point de vue de la circulation simple, du point de vue de l'acheteur, il y a bien eu destruction de valeur. Mais du point de vue de la circulation complexe, il n'y a eu que circulation et non destruction de valeur: la valeur investie dans la production et la distribution de la marchandise est revenue sous la forme de l'argent recueilli dans la vente. Cet argent peut alors être réinvesti en tant que capital, bref, la valeur peut continuer sa vie de valeur circulante.

C'est avec de puissantes raisons que Marx a analysé le processus de création de valeur dans le monde capitaliste comme lié au travail. Rappelons que nous raisonnons sur la valeur circulante, c'est-à-dire sur la valeur passée au tamis de millions et de millions d'opérations quotidiennes d'échange: que les déterminations subjectives de la valeur sont arasées par ces millions d'opérations, c'est-à-dire qu'elles s'annulent mutuellement dans leurs spécificités propres pour ne plus exister globalement que parmi les conditions générales de la circulation de la valeur. Les déterminations subjectives, les conditions locales de tous ordres, si on veut, font qu'on vend ici plus cher, là un peu moins, etc. pour x, y ou z raisons⁷, mais au bout du compte, dans la chaîne ininterrompue de la circulation complexe, ce qui demeure comme source invariante de la valeur c'est la seule détermination

7. Notons que le consommateur moderne a rarement l'occasion, à présent, de marchander le prix des produits qu'il achète pour sa consommation courante. La détermination du prix, dans ces cas-là, ne se fait pas que par la moyenne des transactions sur un marché concurrentiel, mais à la suite de savantes études de marketing. Celles-ci ne sont cependant rien d'autre que la reproduction, sous une forme standardisée, des déterminations subjectives de l'échange simple. Il ne faut pas confondre ce phénomène avec celui de la « multiplication de l'échange », source de l'objectivation de la valeur, qui se fait à une échelle bien supérieure. Ce qu'on pourrait appeler, en un sens, des éléments d'objectivation des déterminations subjectives de la valeur ne peut jouer qu'un rôle marginal par rapport au phénomène central de l'objectivation de la valeur dans la circulation.

qui est toujours présente, indifférente aux différences. Or, ce qu'il y a de toujours plus objectif, normalisé, universel, dans le capitalisme en tant que mode de production qui arrive à sa maturité sous les yeux de Marx, c'est l'activité humaine qui se rationalise et se standardise alors puissamment dans le travail industriel. D'où la conclusion logique, qui est de voir le travail comme le seul moment, dans la chaîne infinie de la circulation de la valeur, où de la valeur supplémentaire peut se produire, conduisant par là même à rendre possible la circulation complexe. La nouveauté n'est donc pas dans le fait que la valeur de la marchandise ait un rapport avec le travail nécessaire pour la produire. Cela a toujours été plus ou moins le cas, même si c'était dans des proportions qui produisaient des effets différents. Mais la force de travail, comme Marx le démontre en analysant le salaire, est devenue une marchandise que le travailleur formellement libre vient vendre à un capitaliste, et peut donc constituer un des M de la chaîne $A - M - A' - M' - A''$, etc. La force de travail entre massivement en tant que marchandise dans le circuit de la valeur, et c'est là la nouveauté substantielle apportée par l'émergence du capitalisme en tant que mode de production.

C'est donc cette marchandise à nulle autre comparable, le travail, qui est la source objectivée de la création de valeur: cette objectivation s'obtient par la réduction de l'activité humaine au statut de marchandise, de «travail» corseté dans les prémices de la production industrielle de la grande usine du XIX^e siècle.

C'est ici qu'il convient de préciser ce qu'il faut entendre par ce concept central de travail. En effet, dans les écrits de Marx, ce mot recouvre deux réalités d'abord liées, mais qui se dissocient progressivement à mesure que s'étend le mode de production capitaliste.

Le «travail», c'est d'abord, au sens très large, l'activité humaine telle qu'elle s'affronte aux forces naturelles. C'est «*le métabolisme de l'homme et de la nature*». Compris ainsi, le travail n'est pas du tout lié à une forme de société quelconque. Il est bien évident que cette «activité humaine», au sens large, peut bien se modifier profondément et infiniment suivant les époques et les civilisations, elle a toujours existé et existera toujours sous une forme ou une

autre. Il peut s'agir aussi bien de l'usage d'un nombre restreint d'outils pour la chasse et pour la pêche que du développement de la grande industrie: dans les deux cas, ce sont bien les résultats d'une « activité » d'êtres humains.

Mais le mot « travail » prend aussi un sens beaucoup plus précis dans nombre de textes de Marx. Car, comme le fait remarquer ce théoricien, le « travail » en tant qu'activité spécifiquement productive, et identifiable comme telle, séparée donc d'autres types d'activité humaine qui pourraient pourtant aussi concourir à la production au sens large – comme le jeu, la palabre, l'invocation des esprits, la méditation – au point qu'on puisse l'opposer à d'autres périodes de temps comme « le loisir », n'est pas apparu spontanément, mais au contraire ne peut s'épanouir que dans la société de classes parce que ce travail devient précisément ce que les classes supérieures s'approprient, soit directement par l'esclavage, soit en l'achetant sous sa forme marchande dans le capitalisme. Pour s'accaparer quelque chose, encore faut-il que ce quelque chose soit identifiable. Pour réduire quelqu'un en esclavage, il faut bien déterminer ce qu'est l'activité servile. Cependant, dans l'esclavage ou le servage, la distinction entre le travail en tant que tel et le produit du travail n'est pas toujours cruciale: dans le capitalisme au contraire elle est centrale, puisque c'est bien le temps de travail et non le produit du travail qui est directement acheté. Le travail doit donc pouvoir être identifié et quantifié, ce qui se fait par l'intermédiaire de la mesure de son temps. Le temps de travail est le fondement de la valeur, mais réciproquement c'est parce qu'il y a recherche de valeur qu'il y a mesure du temps de travail et partant, qu'il y a « travail » dans le sens d'une *activité productive spécifique que l'on peut mesurer en temps et qui devient valeur*. La valeur est au fondement du temps de travail tout autant que le temps de travail est au fondement de la valeur. La valeur et le travail moderne n'existent pas de toute éternité mais sont le produit conjoint d'une forme historique de société déterminée. L'incorporation de la marchandise-travail à la circulation est le véritable moteur de celle-ci, car elle est ce qui rend possible l'accroissement de la valeur.

Dès lors, le travail dans le capitalisme devient quelque chose qu'il n'avait jamais été auparavant, parce qu'il ne peut plus se comprendre qu'en étant mis en perspective avec la totalité du rapport social. Il se dédouble alors, d'un côté en travail concret, qui sert à la production des marchandises, et de l'autre en « travail abstrait », dont le temps sert de mesure à la valeur. Ce travail abstrait ne peut pas se voir. On ne peut l'appréhender qu'à travers son effet social qui est précisément la valeur munie de toutes ses déterminations, c'est-à-dire la valeur telle qu'elle est dans le capitalisme. Ce dédoublement entre travail abstrait et concret n'a de sens que dans le système capitaliste, car dans les modes de production précédents le travail existe certes, et la valeur d'échange aussi, mais ils ne sont pas dans cette relation systémique qui les construit l'un par rapport à l'autre.

Bien évidemment, c'est un point de vue global sur le monde social qui permet d'en arriver à cette conclusion, celui qui prend en compte la circulation dans ce qu'elle a de plus général. Les économistes ne sont pas intéressés par ce jugement global sur le monde du capital, puisque, comme nous l'avons dit, celui-ci naît dans la critique radicale du capitalisme et de ses présupposés. La théorie de l'utilité marginale, comme nous l'avons dit au début du chapitre précédent, ne s'intéresse donc pas au pourquoi de la valeur, mais seulement à son comment. Peu importe en effet comment se crée la valeur et ce qu'elle est réellement du moment qu'elle existe. Mais comptent beaucoup en revanche les théories qui vont aider à comprendre comment la valeur peut devenir valeur pour le capitaliste lambda. Autrement dit, les déterminations subjectives de la valeur, qui s'effacent dans le point de vue sur la globalité de la valeur circulante, reprennent du poil de la bête quand on ne considère pas le système du capital dans sa totalité mais par le petit bout de la lorgnette du capitaliste singulier qui cherche à écouler sa marchandise.

La théorie de l'utilité marginale n'est donc pas « fausse » : simplement, comme toutes les théories économiques, elle ne dit que des demi-vérités. Elle s'arrête au point de vue singulier de l'échange isolé, car c'est ce point de vue qui permet de s'attacher à

la subjectivité de la valeur. Bien entendu, cela ne veut pas dire que les économistes contemporains ignorent qu'il y a, chaque jour, des millions de millions d'échanges qui s'effectuent dans le monde. C'est simplement qu'ils entendent voir cet ensemble essentiellement comme l'addition d'un très grand nombre d'échanges isolables, sans voir à quel point la multiplication de l'échange en modifie les modalités. Leur présupposé théorique, c'est que les conditions de l'échange simple sont généralisables aux échanges considérés dans leur totalité. Ils ont, et c'est logique, vis-à-vis de l'échange singulier le même point de vue que le capitalisme possède sur la société en général, vue comme rien d'autre qu'une collection d'individus. S'ils prennent en compte les phénomènes collectifs, c'est toujours en en ratant l'essentiel: dans le cas qui nous occupe, par exemple, l'objectivation de la valeur. On aura donc, pour les moins subtils d'entre eux, une combinaison entre d'un côté des comportements toujours analysés comme individuels et de l'autre une mystique des marchés, qui se traduit en une croyance à l'action bienfaisante de la « main invisible » ou à l'idée de l'équilibre spontané. Quant à ceux qui tentent de combler ce hiatus, ils en arrivent, au mieux, à pointer le « mimétisme » des agents économiques. Keynes peut ainsi, par une série de considérations sur la psychologie, rendre compte de certains phénomènes, mais jamais il ne parvient à ce point où les catégories qui rendent compte de l'ensemble ne peuvent plus se réduire à celles qui permettent de décrire chaque phénomène pris isolément. Les économistes ne se posent que les questions auxquelles ils veulent répondre et c'est pourquoi leur mode de raisonnement leur interdit strictement de penser la valeur en tant que telle.

LA VALEUR, CRÉATION DU CAPITALISME – Bien que la valeur soit fondée par l'échange, qui est un fait social antérieur au capitalisme, seul le capitalisme a généralisé l'échange au point que la valeur puisse acquérir une existence suffisamment prégnante pour qu'elle nous apparaisse sous la forme que nous venons de décrire. On peut donc dire en ce sens que le capitalisme a « créé » la valeur. C'est la raison

pour laquelle certains auteurs⁸ ont pu souligner, dans le premier chapitre du premier livre du *Capital*, une distinction importante: celle entre « valeur d'échange » et « valeur ». La valeur tout court acquiert, avec le capitalisme, une autonomie qu'elle ne pouvait posséder auparavant. La valeur d'échange se transforme alors, pour reprendre le vocabulaire de Marx, en « forme » de la valeur tout court, forme qui possède également sa « substance » (le travail abstrait) et sa « mesure » (le temps de travail). Cette autonomie de la valeur dans le système capitaliste se manifeste par l'inversion, déjà soulignée, des ordres chronologique et historique. La valeur est née de l'échange mais dans le mode de production capitaliste elle en vient pratiquement à précéder l'échange.

En effet, dans le système capitaliste, la valeur d'une marchandise produite « existe » avant tout échange ou toute circulation dans la mesure où cette marchandise renferme déjà du temps de travail coagulé, alors même qu'elle n'a pas encore entamé le cycle de sa vente. On peut alors considérer que la valeur ne fait que prendre sa forme nécessaire (« nécessaire » car elle ne pourrait en prendre une autre) en devenant valeur d'échange, mais ne se crée pas dans l'échange proprement dit. Tant qu'il y a continuité ininterrompue de la circulation, la valeur peut acquérir cette existence qui fait qu'elle est quantité de travail abstrait et qu'ainsi, née de l'échange, elle domine en quelque sorte l'échange parce que sa « substance » ne lui vient pas de l'échange mais du travail abstrait. Sa quantité ne lui vient pas non plus de l'échange mais de la quantité de travail qu'elle renferme. Même sa « forme » de valeur d'échange ne lui vient pas de l'échange, puisque il ne s'agit ici que d'exprimer dans les termes de l'échange la valeur comme temps de travail coagulé, sachant cependant qu'il n'y a pas d'autre forme possible (on n'exprime jamais la valeur directement en temps de travail). Tout cela est donc vrai dans la mesure où la circulation poursuit son œuvre d'objectivation: si on peut partir, pour comprendre la valeur, de l'analyse du travail abstrait, autrement dit du capitalisme

8. ISAAK I. ROUBINE, *Essai sur la théorie de la valeur de Marx*, éd. Syllepse, 2009, pour la traduction française. Le livre original date de 1928.

comme système déjà constitué, c'est parce que la circulation y est devenue si continue qu'elle est un présupposé du système lui-même.

Roubine, par exemple, commence son analyse de la valeur non pas à partir de l'échange ou de la circulation mais du système tout entier. Le point de départ de sa description n'est pas « *les transactions de l'échange marchand en tant que tel, mais la structure de la production marchande, l'ensemble des rapports de production entre les hommes. Les transactions de l'échange marchand sont alors les conséquences nécessaires de la structure interne de la société*⁹ ».

Pour autant, il ne faut jamais oublier¹⁰ qu'on ne peut parler de valeur hors de la circulation qu'en présupposant la circulation, puisque c'est le maintien de la circulation qui « construit » en continu l'existence sociale de la valeur. Si la circulation cessait, il

9. ISAAC ROUBINE, op. cit. p. 102.

10. C'est pourtant ce qu'on risque de faire parfois à force de ne considérer que la structure dans son achèvement et sa logique interne, sans voir que cette logique même est née, dans l'histoire, du développement d'une autre logique à laquelle elle a pu certes se substituer, mais sans pour autant l'abolir totalement. C'est le cas pour la valeur: même dans l'état achevé du capitalisme, le fondement de la valeur par la circulation ne peut pas être oublié parce qu'il est en fait toujours là comme présupposé. C'est ce qui autorise à dire qu'on peut toujours considérer l'échange dans ce qu'il a de singulier et la valeur dans ce qu'elle a de subjectif, même si ce point de vue, partiel, ne permet pas de comprendre ce qu'est réellement la valeur dans le capitalisme.

Toutes les théories type « critique de la valeur » ou « théorie de la forme-valeur » sont donc tout à fait intéressantes pour analyser la dynamique de la valeur dans le système capitaliste, mais à condition de les replacer dans leurs propres limites, qui est de ne considérer le système qu'une fois constitué. Si on adopte un point de vue un peu plus large, cependant, on s'aperçoit qu'en ce qui concerne la valeur le système même achevé contient encore, comme présupposé, une part de la logique qui a présidé à son émergence. Ici, généalogie logique et genèse historique se télescopent en ce que la genèse prend place comme un élément de présupposition logique dans la généalogie. Il n'en va pas toujours ainsi. Il peut arriver que la logique qui a présidé à l'émergence d'une forme disparaisse entièrement, totalement absorbée par le nouveau fondement de la forme. Dans le capitalisme, c'est le cas pour la valeur en tant que signe de puissance et talisman (le fondement ancien, la puissance sociale du chaman, a totalement disparu), mais ce n'est pas le cas pour la valeur en tant que valeur d'échange (l'échange, ou au moins la circulation, demeure comme présupposition).

C'est aussi la question du *point de départ* de l'exposé théorique qui est posée ici. Roubine considère qu'il est plus approprié de partir du système déjà constitué pour décrire valeur et travail abstrait, plutôt que de partir de l'échange et de la monnaie. Mais l'inconvénient de ce mode d'exposé est qu'il impose comme prérequis d'admettre que le système existe en tant que système. Autrement dit, il faut avoir au préalable souscrit à la conclusion de l'exposé pour en comprendre l'introduction. [suite page 89]

n'y aurait plus de valeur du tout. Le point de vue de cet ouvrage est de faire revenir quelque peu cette présupposition (la circulation) sur le devant de la scène dans la mesure justement où les aspects monétaires et financiers récents pourraient la menacer en son cœur.

C'est parce que ce mode de production en a fait une des catégories majeures du monde social que nous sommes capables de la saisir pleinement et que, parcourant à rebours le déroulement de l'histoire, nous pouvons écrire, comme nous l'avons fait quelques lignes plus tôt, que la valeur au sens moderne du terme « commençait à émerger » dans les époques qui précédèrent le capitalisme. Mais ces époques n'auraient pu décrire la valeur comme nous la comprenons à présent parce que la valeur n'y existait pas sous sa forme actuelle: l'article de Mauss, écrit en 1914, ne pouvait être écrit que d'un monde où la valeur s'est déjà suffisamment développée pour qu'on puisse saisir les racines de ce mécanisme social dans les sociétés qui l'on précédé historiquement.

Dans le *Capital*, Marx surmonte cette difficulté en commençant par une analyse de la marchandise à la fois comme forme élémentaire et comme paradigme du système tout entier. Mais si on ne veut pas se contenter de recopier indéfiniment les premières pages du *Capital*, on peut chercher, comme le fait cet ouvrage, à partir de l'analyse de l'argent en tant que manifestation sensible et immédiate des effets du mode de production capitaliste. On y perdra peut-être dans l'exposition de la logique du système, mais on y gagnera une théorie qui ne soit pas autoréférentielle, autrement dit qui ne présuppose pas son point d'aboutissement pour pouvoir débiter.

L'ARGENT-CRÉANCE COMME PRODUIT DE LA CIRCULATION DE LA VALEUR

Le capital, en économie, c'est comme le sang dans le corps humain:
s'il ne circule pas, l'organisme meurt.

JEAN-MICHEL FOURGOUS ET OLIVIER DASSAULT, DÉPUTÉS UMP.

LE MYSTÈRE DE L'ARGENT – L'attribution de la qualité de monnaie à une marchandise particulière apparaît d'emblée comme le produit de la continuité de la valeur dans la multiplication de l'échange. L'argent est lié à la valeur circulante: il n'existe que par cette circulation, et cette circulation n'existe que par lui. Il est un élément central de la séquence A-M-A'-M', car sans la création de cet équivalent universel une telle chaîne continue et même quasiment infinie d'échanges entre des marchandises serait évidemment impossible. Le métal précieux, la marchandise qui historiquement s'est faite moyen de paiement, acquiert progressivement une double existence: comme marchandise et comme monnaie. Plus la circulation se développe, plus les déterminations monétaires l'emportent, jusqu'à ce point d'abstraction où l'argent peut n'être que signe et n'a plus besoin d'être marchandise.

Cette évolution, nous l'avons dit dans un chapitre précédent, a commencé très tôt. Dès le Moyen Âge, le billet de banque était déjà une reconnaissance de dette et un moyen de paiement, et son effet technique était déjà de la création monétaire. Le système de la banque et de la finance n'a fait que systématiser cette pratique, rendue à la fois possible et nécessaire par l'extension ininterrompue de la circulation de la valeur. D'un côté, pour que cette circulation ne cesse jamais, il faut une certaine masse d'argent disponible pour en assurer la fluidité: d'un autre côté, le fait même que la valeur circule toujours plus intensément lui donne une existence sociale plus dense. De ce point de vue, le XIX^e siècle est à la croisée des

chemins. D'un côté, la circulation est suffisamment développée pour que toutes les caractéristiques de l'argent-signes soient déjà présentes. D'un autre côté, le souvenir des cuisants échecs monétaires du siècle précédent, à un moment où la circulation de la valeur n'était pas encore un phénomène suffisamment massif pour assurer cette évolution, vont amener ce même XIX^e siècle à s'attacher à la figure tutélaire de l'argent-marchandise, représenté par l'or que les banques centrales conservent dans leurs coffres et qu'elles s'engagent à verser en échange de leurs billets convertibles. C'est pourquoi Marx va d'un côté développer l'idée que l'échange n'est possible qu'à la condition que deux marchandises soient échangées entre elles, et apparemment exclure de ce fait l'argent-signes: et d'un autre côté reconnaître que dans la circulation l'argent peut n'être que signes. Le XX^e siècle tranchera dans le vif et, comme nous l'avons exposé, liquidera progressivement l'argent-marchandise. Son arrêt de mort symbolique date de 1971, date de la fin officielle de la convertibilité du dollar en or: mais c'est toute l'histoire antérieure du capitalisme qui rend ce résultat possible.

Voici donc enfin percé le mystère de l'argent. La valeur est d'abord historiquement un rapport dans l'échange. C'est dans la construction pluriséculaire d'un monde entièrement tourné vers l'échange et dans l'émergence du mode de production capitaliste qu'elle acquiert cette forme sociale objectivée que nous lui connaissons actuellement. La valeur a ainsi acquis une forme d'existence continue avec comme présupposé le maintien de la circulation. Ensuite, nous voyons que le véhicule nécessaire de cette circulation, à la fois moyen de celle-ci et incarnation de la valeur, est l'argent. Tant que l'argent est marchandise, sa valeur, comme celle de toute marchandise, est valeur objectivée parce qu'elle est valeur circulante: mais l'argent-marchandise peut encore valoir en tant que forme universelle de la richesse en dehors de la circulation, même si c'est toujours relativement à la circulation¹. La logique apparaît donc

1. « Dans la mesure où l'argent, comme représentant matériel universel de la richesse, est issu de la circulation et est lui-même en tant que tel, produit de la circulation – laquelle se manifeste à la fois comme échange à une puissance plus élevée et comme forme particulière de l'échange – l'argent entretient avec cette 3^e détermination aussi [suite page 93]

poussée à son extrême quand l'argent cessant d'être marchandise pour n'être plus que signe ne peut plus valoir qu'à l'intérieur de la circulation. La source de l'objectivation de la valeur, la circulation, a fini par absorber totalement l'incarnation de la valeur objectivée.

Marx, décrivant le mécanisme de l'argent-signe dans la circulation², en avait strictement circonscrit le domaine. Il le voyait fondamentalement de deux manières indépendantes l'une de l'autre: d'une part, en tant que monnaie de crédit, comme monnaie éphémère qu'une certaine échéance imposait de transformer tôt ou tard en règlements de monnaie-marchandise. Et, d'autre part, comme monnaie à cours légal garantie par l'État et strictement limitée à la circulation à l'intérieur de la sphère de la souveraineté de cet État. La « monnaie de crédit », c'est-à-dire les effets de commerce utilisés comme moyens de paiement, était vue comme une forme transitoire qui, par moments, se trouvait confrontée à la nécessité d'un règlement: on parlait au XIX^e siècle du « reflux » de la monnaie, quand au bout d'un moment la dette cessait de circuler et finissait par être réglée sous la forme de monnaie-marchandise. Quant à l'argent défini par son cours légal, il ne peut concerner, pour Marx, que l'économie intérieure d'un pays. En effet, tant que la monnaie n'est que « moyen de circulation », elle peut se permettre de n'être que « signe » de valeur, ce qui selon Marx ne peut s'envisager que

des rapports avec la circulation: sans doute lui fait-il face de manière autonome, mais cette autonomie qui est sienne n'est que le fait du procès propre à cette circulation. Il en sort tout autant qu'il y retourne. Hors de toute relation à elle, il ne serait pas monnaie, mais simple objet naturel, or et argent. Dans cette détermination, il est tout autant la présupposition de la circulation que son résultat. Son autonomie elle-même n'est pas la cessation de la relation avec la circulation, mais relation négative avec elle.» K. MARX, Grundrisse, cahier I, p. 48.

2. Voici ce que Marx écrivait en 1857: «[...] dans la mesure où cette réalité du prix n'est ici qu'éphémère, réalité destinée en permanence à disparaître, à être continuellement abolie, à ne pas valoir comme réalisation définitive, mais continuellement seulement comme réalisation intermédiaire, médiatrice; dans la mesure où il ne s'agit absolument pas ici de la réalisation du prix, mais de la réalisation de la valeur d'échange d'une marchandise particulière dans la valeur d'échange d'une autre marchandise, le matériau propre de l'argent est indifférent, il est éphémère en tant que réalisation du prix, étant donné que celle-ci est elle-même éphémère; il n'existe donc, pour autant qu'il est dans ce mouvement continu, qu'en tant que représentant de la valeur d'échange qui ne devient effective qu'à partir du moment où la valeur d'échange effective prend constamment la place de son représentant, change constamment de place avec lui, s'échange constamment contre lui » Grundrisse, cahier I, p. 45.

dans le cadre limité d'une sphère nationale et du cours forcé du billet imposé par l'État. Mais cet « argent-signé » ne peut pas être utilisé comme moyen de paiement international, puisque sa valeur ne lui est assurée qu'au sein du territoire d'un État particulier. Pour le commerce international – qui est, dès l'époque de Marx, le vrai moteur de la dynamique du capital – il faut donc un autre type d'argent.

Bref, l'argent-signé ou l'argent-crédit ne sont que des métabolisations éphémères de la monnaie, des extensions de l'argent-marchandise qui ne peuvent s'en affranchir sans risquer la sanction de la « crise monétaire ». Pour Marx, la monnaie ne peut être dette ou signe de valeur que de manière transitoire: il y a toujours un moment où il faut qu'elle soit capable de redevenir valeur par elle-même. *« Elle [la monnaie] n'entre pas en scène comme moyen de circulation, comme forme de médiation exclusivement éphémère du métabolisme, mais comme l'incarnation individuelle du travail social, comme existence autonome de la valeur d'échange, comme marchandise absolue³. »*

La monnaie contemporaine a explosé les limites exposées par Marx en combinant ces deux modes. C'est, en effet, la monnaie de crédit, donc l'argent-dette, et non la monnaie à cours légal qui s'est imposée comme argent-signé, ce qui lui a permis de dépasser le cadre bien trop étroit de la circulation interne aux États. La monnaie de crédit est certes adossée à l'État, mais comme nous l'avons vu à l'État en tant qu'institution financière, émettrice de bons du Trésor et soutien ultime des banques centrales, et non à l'État en tant que puissance de légiférer. La définition légale de

3. K. MARX, *Le Capital*, Paris, 1993, éd Quadrige/PUF, traduction Lefebvre, p. 155. La lecture attentive de cette phrase nous montre à quel point la distinction entre la monnaie-marchandise et la monnaie-signé n'est pas si étanche qu'il y paraît dans la conception de Marx. Le caractère de représentation de la monnaie-marchandise (la « marchandise absolue » qui « entre en scène ») n'échappe pas du tout à Marx. Ce qui oppose la monnaie-signé et la monnaie-marchandise, c'est avant tout un rapport au temps: l'une est une médiation « exclusivement éphémère », l'autre, dotée d'une « existence autonome », est à même d'être une incarnation continue du « travail social ». Mais que les évolutions du capitalisme conduisent à ce que « l'éphémère », par sa constante itération, devienne continu, et la différence entre les deux est abolie. C'est bien ce qui se passe dans le système monétaire contemporain.

la monnaie existe, certes, mais parallèlement à sa valeur et non comme source de celle-ci, dans la seule fin de l'unifier en tant que moyen de paiement sur le territoire de l'État souverain. Au niveau international, la contradiction entre le fait que la monnaie soit monnaie d'un pays et qu'elle serve à des règlements internationaux est résolue par le fait qu'une devise est une créance qui, détenue par une banque, permet l'émission d'une somme correspondante de monnaie locale. Quant aux valeurs respectives des monnaies, elles peuvent fluctuer sur les marchés des changes suivant la loi de l'offre et de la demande comme pour n'importe quel autre titre de créance négociable. C'est donc bien l'argent-crédit qui a réussi à chasser l'or de ce rôle de moyen de paiement international qui était le sien à l'époque de Marx.

Si l'explication littérale de la valeur de la monnaie par Marx est invalidée, ce n'est donc pas à cause des insuffisances de la théorie de cet auteur, mais parce qu'il utilisait ses catégories de pensée pour décrire la réalité de son temps. Sa théorie demeure cependant, pour les raisons que nous avons exposées au quatrième chapitre de cet ouvrage, la plus efficace pour saisir les évolutions actuelles de la monnaie et ce qui, derrière la monnaie, se dévoile de domination et d'exploitation capitaliste.

CAPITALISME MONOPOLISTIQUE D'ÉTAT – Durant la même période, de la fin de la Première Guerre mondiale aux années 1970, où l'argent perdait progressivement son statut de marchandise, l'argent-signé ne valant que dans la circulation interne à une sphère économique délimitée résistait dans les États dits « communistes », de l'Union soviétique et l'Europe de l'Est à la Chine en passant par le Vietnam ou Cuba.

Ces pays étaient alors couramment présentés comme possédant un système économique et social qui n'aurait pas été capitaliste: on parlait d'économie socialiste ou encore d'économie planifiée. Pourtant, toutes les caractéristiques du capitalisme y demeuraient entières. Les classes n'y ont jamais disparu. La bourgeoisie avait été remplacée par une classe de bureaucrates au service du parti

unique et de l'État. Le prolétariat, exalté dans l'idéologie, demeurait exploité dans les faits. La propriété privée des moyens de production, officiellement abolie, subsistait sous la forme de la possession d'État, officiellement propriété de tous mais dans les faits propriété du personnel politique au service de l'État omnipotent⁴.

Surtout, la valeur continuait à servir de référent pour l'échange des marchandises. Seulement, l'argent n'avait de valeur que parce que l'État lui avait donné cours légal. Cet argent ne valait qu'à l'intérieur des pays considérés: et encore, parfois il ne valait rien, non parce que sa valeur nominale s'effondrait, mais parce qu'il n'y avait rien à acheter, ou pas grand-chose. Pour leurs paiements internationaux, et en particulier pour les échanges avec le monde capitaliste libéral, ces pays devaient récupérer de l'or ou des devises. Il y avait bien, conformément à la description donnée par Marx dans *Le Capital*, deux circulations, une interne en monnaie locale (argent-signé) et l'autre internationale en métal précieux ou en devises convertibles (argent-marchandise).

La raison pour laquelle les idéologues libéraux des pays occidentaux et leurs homologues des pays de l'Est prétendaient que l'économie de ces pays n'était pas capitaliste, c'est parce que l'économie était dirigée de manière centralisée par des organismes d'État, et que le « marché », le lieu de rencontre des acheteurs et des vendeurs, n'y jouait qu'un rôle très limité (qui n'a cependant jamais été totalement nul). D'autre part, les moyens de production n'étaient pas détenus par des personnes

4. Soit dit en passant, nous ne choisirons pas ici cette facilité, qui consisterait à dire que certains successeurs de Marx, à commencer par Lénine, ont « trahi » sa pensée par leur théorie et leur pratique au cours de la révolution russe. Cette dernière est, à certains égards, bel et bien l'accomplissement de ce que Marx lui-même comprenait comme une révolution: l'appropriation sociale (même si c'est par le biais de l'État) de la propriété capitaliste des moyens de production. Seule l'expérience historique actuelle nous permet d'être certains de ce que Marx n'avait pas anticipé: que ce processus ne mène pas au communisme mais au capitalisme d'État. Mais, exactement comme pour l'argent, dont l'évolution contredit certaines analyses littérales de Marx mais valide ses catégories de pensée les plus générales et donc les plus fondamentales, le capitalisme d'État à la mode soviétique, qui condamne la vision que Marx pouvait avoir de la transition vers le communisme, ne peut pourtant se comprendre de manière satisfaisante que grâce à sa propre théorie.

privées, mais par l'État. Cependant, aucun de ces deux faits ne peut remettre en cause la nature capitaliste des pays soit-disant « communistes ».

Tout d'abord, le fait que l'État soit propriétaire des moyens de production faisait de lui le capitaliste unique. Le fait qu'un capitaliste donné soit monopolistique au point d'être unique ne remet pas en cause la nature fondamentale du rapport capitaliste, qui est l'achat-vente de la force de travail. Les ouvriers d'État vendaient leur force de travail à l'État.

Ensuite, la question de la réduction du marché à sa portion congrue n'est déterminante que pour les économistes qui font du « libre-échange » le dogme de l'économie capitaliste. En réalité, il faut soigneusement distinguer « la circulation » du « marché ». Le capitalisme en tant que mode de production existait déjà depuis un siècle et demi quand l'économie centralisée et planifiée de type soviétique a été créée. La valeur avait déjà historiquement achevé sa mue. Elle avait acquis cette forme d'existence continue qui fait que la marchandise possède une valeur avant même son lancement sur le marché⁵. À partir de là, on se rend compte que l'on peut se passer du « marché », entendu comme le point de rencontre entre des acteurs économiques « libres » d'acheter et de vendre, si on maintient la circulation. Avec l'exemple soviétique, les déterminations subjectives, réduites à un rôle de conditions de la circulation dans le capitalisme libéral, peuvent disparaître sans que la circulation elle-même n'en soit affectée. C'est alors l'État centralisé qui prend en charge les circuits de la marchandise et de la monnaie⁶ en lieu et place du « marché ». Dans les pays où ne régnait qu'un capitaliste unique, les déterminations subjectives furent ainsi remplacées par l'omnipotence de l'État, au lieu de seulement s'effacer dans la

5. Du moment, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, que la circulation continue à exister comme présumé du système tout entier.

6. Il le fait d'ailleurs, et ce n'est pas un hasard, en imitant les formes du capitalisme libéral: c'est-à-dire qu'il existe toujours des unités de production assimilables à des entreprises, des unités de distribution assimilables à des magasins, etc.

multiplicité de l'échange tout en subsistant au niveau de l'échange singulier comme dans les pays occidentaux.

On voit ainsi que le « marché » n'a pas du tout, dans le capitalisme, le rôle déterminant qui lui est donné par les économistes libéraux. Bien entendu, il ne s'agit pas non plus de dire que le marché n'est doté d'aucune fonction. Dans le capitalisme libéral, la mission des déterminations subjectives de la valeur n'est pas vaine: ce sont elles qui arbitrent entre les différentes formes possibles de la valorisation, et permettent à telle marchandise, plutôt qu'à telle autre, d'être un véhicule privilégié de la circulation de valeur. La danse du ventre de la marchandise pour séduire le consommateur est un des traits les plus frappants du capitalisme contemporain. La manipulation du désir est à ce point achevée dans le monde actuel que rien qui soit désirable ne doit échapper à son irrémédiable réduction en une attitude de consommation. Mais ce phénomène, si visible qu'il a déjà été commenté sur tous les tons, masque souvent l'essentiel, qui est la prédominance de la détermination objectivée, c'est-à-dire de la valeur.

Le capitalisme monopolistique d'État tel qu'il existait à l'Est demeure incontestablement une forme atypique et dont il faut reconnaître qu'il n'aura au bout du compte pas résisté bien longtemps (à peine plus d'un demi-siècle, somme toute, si on veut bien se souvenir que les débuts de l'économie planifiée en URSS remontent au début des années 1930). Ce n'est évidemment pas un hasard si ce monde prétendument communiste s'est anéanti à la fin du *xx^e* siècle, que ce soit par la disparition d'États comme l'URSS ou par la conversion du capitalisme d'État en capitalisme libéral comme en Chine, phénomène qui en soi montre à quel point les deux formes – capitalisme d'État et capitalisme libéral – ne sont pas si éloignées. Les années 1970 et 1980 sont celles de la crise et de la restructuration du capital et, corrélativement, de la financiarisation qui correspondait à une nécessité spécifique du maintien de la valeur par la circulation accrue de l'argent, au moment où, depuis 1971, il était devenu visible que les cadres classiques de la monnaie avaient volé en éclats et où

une nouvelle mondialisation⁷ émergeait. On prétend parfois que c'est la course aux armements, relancée par Reagan, qui a tué l'Union soviétique (quand on n'avance pas la force spirituelle du pape, ou autres fariboles). Cette explication est évidemment beaucoup trop courte. Ce sont, sans nul doute, les mutations globales du capitalisme dans ces années-là qui ont rendu totalement caduc le capitalisme monopolistique d'État limité à la sphère étroite de son économie nationale ou n'échangeant qu'avec des pays « frères » en nombre limité.

L'ARGENT DANS LA MONDIALISATION FINANCIÈRE – Avec cette fin du soi-disant « communisme » à l'Est est morte la monnaie à cours légal et forcé limitée à la sphère de la circulation interne. Le contenu de la récente mondialisation, c'est justement que marchandises et capitaux s'échangent mondialement en faisant sauter tous les freins qui existaient encore jusque-là, et l'existence du bloc de l'Est était l'un de ceux-ci, au même titre que le compromis fordiste de partage de la croissance sur une base nationale dans les États occidentaux. Ce qui reste de pays à économie administrée, comme Cuba ou la Corée du Nord, ne compte guère. L'avènement de la monnaie de crédit et signe mondial de valeur au début des années 1970, au terme d'une évolution plus que centenaire, n'est donc pas que l'achèvement « logique » de prémisses contenues depuis toujours dans l'essence du capitalisme⁸, elle est aussi une émergence propre

7. Le mode de production capitaliste s'est inscrit d'emblée dans un rapport mondial. Le capitalisme s'est construit « par en haut », alors qu'il existait déjà un grand commerce international. La première mondialisation capitaliste remonte donc à ses tout débuts. Depuis, les différentes phases de restructuration successives apportent régulièrement un nouveau contenu à ce fonctionnement mondial du capital.

8. Pratiquement, l'évolution d'une forme sociale peut toujours s'analyser *post festum* comme le développement logique de cette forme: car de fait, si la forme a pris telle ou telle caractéristique, c'est bien que, logiquement, elle le pouvait. Mais seule l'histoire donne au développement logique son existence, et par là même le révèle réellement. On ne pouvait donc, à partir des prémisses logiques, déduire le mode d'existence futur des formes. On ne peut pas faire de prédiction théorique. Marx ne pouvait en aucune façon prédire l'avènement de la monnaie sous sa forme contemporaine. Ce n'est que maintenant que nous pouvons tirer de ses écrits les prémisses de cette évolution, en mettant bout à bout des éléments dont Marx ne pouvait prévoir comment ils allaient se combiner.

à répondre aux impératifs de la crise et de la restructuration qui s'annonçaient alors.

À présent, l'argent ne peut pas cesser de circuler. En tant qu'argent-signe, il n'a pas perdu cette caractéristique que Marx relevait déjà à son époque, et qui est qu'il ne peut valoir que dans la mesure où il circule en vase clos, même si à présent le vase c'est la terre. Jusqu'au ^{xx}e siècle il existait encore une certaine distance possible entre la circulation et l'incarnation de la valeur, la monnaie. La monnaie, en tant que marchandise, pouvait marquer une sorte de pause par rapport à la circulation et figurer ainsi la continuité de la valeur comme forme sociale. Même si la monnaie marchandise ne gardait sa valeur que par rapport à la circulation et dans la mesure où celle-ci subsistait d'une manière suffisamment générale, la monnaie elle-même pouvait s'en écarter un peu. À présent ce n'est plus possible. La monnaie représente une dette, non une marchandise. La dette ne peut se tenir hors de la circulation, parce qu'elle n'est qu'une anticipation du résultat de celle-ci, qui est l'accroissement de valeur.

De cela, il ne faudrait pas déduire que toute dette n'est remboursée que par un accroissement de la valeur. Il y a des dettes purement financières (quand les banques se prêtent de l'argent entre elles par exemple) qui ne marquent aucun accroissement de la valeur en tant que telle, mais constituent seulement une manière de se répartir cet accroissement. Dans les circuits financiers proprement dits, la valeur circule sans s'accroître. Il faut donc que la valeur se soit développée ailleurs dans la circulation, et plus précisément dans l'usage par le capitaliste de la marchandise-travail pour revenir ensuite circuler dans la finance. C'est cette réalité qui fait opposer un capitalisme financier soi-disant parasitaire au capitalisme de « l'économie réelle ». Il est bien vrai que seule l'économie « réelle » est productive et que la finance ne l'est pas. Mais depuis les dernières décennies du siècle précédent on ne peut plus distinguer l'une et l'autre comme on pouvait le faire avant, lorsque les circuits proprement financiers et bancaires, les circuits du crédit sous toutes ses formes, apparaissaient encore comme un « capital monétaire » qu'on pouvait opposer au « capital réel ». Marx pouvait parler, à

leur propos, du « mouvement autonome de la valeur » de ces titres bancaires ou monétaires⁹. La valeur-crédit de ces titres pouvait déployer sa vie spéculative au-delà du mouvement de la valeur de l'économie productive, parce que l'incarnation de cette dernière reposait encore sur une monnaie gagée sur une marchandise, le métal précieux. Régulièrement, il fallait boucler le crédit, et l'argent « refluit » alors, parfois sous forme de crise, c'est-à-dire avec une destruction de la valeur spéculée, mais qui n'était que destruction de valeur fictive.

À présent, l'argent lui-même est lié à la circulation financière en tant que telle. La valeur et la valeur spéculée tendent à se confondre, parce que la garantie de la valeur d'aujourd'hui est la valeur de demain. Une interruption, même temporaire, de la généralité de celle-ci, et c'est l'argent qui s'effondre et par contrecoup la valeur elle-même qui est touchée. Le bouclage de la valeur de la monnaie est une fuite en avant, mais c'est le capitalisme tout entier qui est une fuite en avant.

L'assimilation de la valeur à la circulation ne doit pas faire oublier cependant qu'une partie du capital productif n'est justement pas appelée « circulante » au moment où ce capital est productif. Par exemple, si j'achète une usine, j'immobilise le capital investi dans cet achat au sein des murs de mon usine. Et en effet, selon Marx, il faut distinguer, au sein du capital productif, deux entités: le capital fixe et le capital circulant¹⁰. Le capital fixe correspond aux moyens de production à demeure, qui ne bougent pas: bâtiments, machines, etc. Le capital circulant, lui, est constitué de ce qui s'incorpore au produit fini et se renouvelle sans cesse: matières premières, produits semi-finis, fournitures diverses, force de travail, etc. Marx nomme « rotation du capital » l'achèvement total d'un cycle, c'est-à-dire le moment où la valeur du capital investi s'est entièrement transférée dans le processus productif puis est revenue, par le biais de la circulation, pour pouvoir se réinvestir à nouveau. Le circuit

9. K. MARX, *Le Capital*, livre III, cinquième section, chapitre XVII dans l'édition Pléiade.

10. À ne pas confondre avec une autre distinction introduite par Marx entre « capital constant » et « capital variable ». Voir le chapitre suivant.

A-M-A' est bouclé parce que la valeur augmentée A' est revenue, sous la forme argent, après s'être investie initialement dans la production et s'être transformée une première fois de A en M. Or, ce cycle ne s'accomplit pas au même rythme pour tous les capitaux. La rotation du capital fixe est, dans l'ensemble, beaucoup plus lente que celle du capital circulant. La machine, tout comme le bâtiment qui l'abrite, vont transmettre leur valeur sur toute la période de leur fonctionnement. Si une machine est prévue pour fonctionner dix ans, elle aura, chaque année de son fonctionnement, transféré un dixième de sa valeur. Cependant, et même si c'est sur une période longue, la valeur transférée dans la production par le capital fixe passe aussi dans la circulation. Si donc les différents capitaux ont ainsi des rythmes de rotation très contrastés, ils en arrivent tous, au bout du compte, à devoir passer par la circulation pour revenir nourrir, sous la forme de capital augmenté (augmenté par le travail), ce que Marx nomme le capital accumulé (ou en un mot: l'accumulation). Si la production de marchandises est le cœur du système capitaliste, la circulation est donc son système sanguin. Et il faut se rappeler que le cœur n'est, après tout, qu'une pompe destinée à faire avancer le sang.

L'ARGENT COMME CAPITAL – Quelles sont, sur les fonctions de la monnaie, les conséquences de ces évolutions ? Comme instrument de compte, l'argent reste tributaire de ses définitions légales, données par les États souverains ou les regroupements d'États créés à cet effet, comme pour l'euro. Dans sa fonction de moyen de paiement et d'intermédiaire des échanges, il est devenu argent-signe n'existant que dans la circulation mondiale infinie et ininterrompue. Mais qu'en est-il alors de sa troisième fonction, celle de réserve de valeur ? Car nous avons vu que la monnaie-marchandise thésaurisée maintient sa valeur, certes par référence à la circulation, mais en même temps en dehors de celle-ci: Marx parle à ce sujet de « relation négative ». Mais à présent l'argent ne peut plus du tout quitter la sphère de la circulation, même « négativement ». Il faut donc qu'il soit réserve de valeur à l'intérieur même de la circulation.

Dans *Le Capital*, Marx remarquait déjà que le capitaliste est le « thésaurisateur rationnel ». Au lieu de s'asseoir sur son trésor, le capitaliste « lance » une somme d'argent dans la circulation pour, à la fin de l'opération, en retirer une somme plus importante encore. En un certain sens, son capital est donc bien pour lui « réserve de valeur ».

Mais il y avait quand même une différence importante entre le cycle du capital et la fonction de réserve de valeur de la monnaie. Le capital a pour objectif de s'accroître et en même temps il y a un risque qu'il se perde totalement ou en partie. En revanche, la fonction de réserve de valeur de la monnaie est censée se faire sans risque et à valeur constante. Le but poursuivi par les agents économiques n'est pas le même. Le capitaliste cherche à accroître son capital, c'est-à-dire la somme d'argent qu'il a investie initialement. Le thésaurisateur, lui, ne veut que mettre de côté sa richesse afin d'en différer la dépense. À l'époque de la monnaie-marchandise, cette différence d'objectifs se traduisait par une différence de nature très nette entre les deux opérations. Le capitaliste introduisait son argent dans la circulation. Le thésaurisateur le retirait de la circulation. La modification de la valeur du métal précieux, à terme et abstraction faite des phénomènes spéculatifs, ne pouvait venir que de la modification des conditions de son extraction. La somme mise de côté conservait donc sa valeur.

Mais à présent, dans sa fonction de réserve de valeur, la monnaie tend à se rapprocher du fonctionnement du capital, à tel point qu'on pourrait quasiment affirmer que désormais toute monnaie est capital.

Une somme d'argent utilisée dans sa pure fonction de réserve de valeur, c'est-à-dire mise de côté pour pouvoir utiliser dans le futur un moyen de paiement dont on dispose immédiatement, est le plus souvent placée sur un compte ad hoc. Peu importe le type du compte: il peut s'agir de compte courant, d'épargne, de compte bloqué à terme, voire de compte qui recouvre en fait des investissements capitalistes. Le raisonnement est le même: l'argent

doit continuer à circuler. Dans ces hypothèses, la monnaie est une forme de placement financier avec certaines caractéristiques: liquide ou quasi liquide et à rémunération faible mais garantie. Elle se différencie de l'épargne longue et bloquée par ce fait qu'elle est immédiatement disponible.

Il n'y a donc plus une véritable différence de nature entre l'argent comme capital et l'argent dans sa fonction de thésaurisation, mais seulement une question de degré. Il y a une corrélation entre le degré de liquidité et la rémunération de l'argent: une liquidité totale est faiblement ou pas du tout rémunérée, une quasi-liquidité un peu plus rémunérée, une faible liquidité encore davantage, etc. À l'autre bout, nous avons des placements qui ne sont pas du tout liquides, parce qu'ils consistent en des titres qui doivent être revendus sur le marché pour en toucher l'équivalent monétaire. La monnaie est donc, à juste titre, conçue par les économistes comme un actif financier, qui se différencie des autres essentiellement en ce qu'il est un placement à court terme.

Sans doute est-il toujours possible de cacher quelques billets sous son matelas¹¹. Mais ce bout de papier, qui n'est monnaie que parce qu'il a été émis par la banque centrale, présuppose tout le système de la banque, du crédit et donc de la circulation. Il est aussi possible de bourrer un coffre-fort de lingots d'or: mais depuis la démonétisation de l'or, il s'agira de fait d'une réserve de valeur en marchandise, et non plus une réserve de valeur en ce qui sert de fondement à la valeur de la monnaie.

Toute monnaie est désormais capital¹²: c'est pour comprendre cela qu'il est important de se souvenir que l'argent-signé n'est pas n'importe quel signe. Il est argent-crédence. Il est signe de valeur

11. Selon les chiffres de la Banque de France, moins de 1 % des sommes épargnées le sont sous cette forme. Tout le reste est placé.

12. C'est dans sa fonction de réserve de valeur que cette assimilation de la monnaie au capital est la plus visible. Mais de manière plus générale, on a le sentiment que monnaie, capital productif et capital financier sont tendanciellement de plus en plus intégrés et cette intégration se fait au détriment du capital productif, ce qui, pour le capitalisme actuel, est un problème majeur. À ce sujet voir le chapitre « Crise et possibilité des crises ».

parce qu'il est signe d'un engagement à fournir de la valeur. Ce serait un tort de croire que parce qu'il n'est que signe il pourrait être arbitraire. La valeur future est le gage de la valeur actuelle de l'argent. La monnaie est la dette de la banque qui l'a émise, inscrite à son passif. À l'actif de la banque se trouve une créance qui est une dette pour un agent économique, État ou entreprise. L'argent est une dette sur de la dette. C'est parce que sa nature est d'être argent-crédit qu'on le retrouve en tant qu'actif financier dans sa fonction de réserve de valeur.

Comme moyen de paiement ordinaire dans la circulation simple, l'argent penche du côté du signe. Comme réserve de valeur, il penche du côté du crédit. Comme capital, il synthétise les deux aspects. Il est signe dans la circulation complexe où argent et marchandises s'échangent continuellement: mais il est là signe d'une valeur qui s'accroît par l'usage d'une marchandise particulière, le travail. Le maintien de la valeur dans la circulation complexe est le garant de la dette, et son accroissement le garant du paiement de l'intérêt: l'argent-signe de la circulation complexe est le fondement de l'argent en tant que dette. En un sens, le rapport est inverse à ce qu'on croit actuellement. Ce n'est pas la créance qui garantit la monnaie: c'est, tout au contraire, l'argent en tant que signe circulant de valeur qui assure la valeur de la dette. L'argent est lui-même comme une petite image de la totalité du système qui l'engendre. Sa valeur repose sur la nécessité du bouclage de la circulation qui lui permet d'être le véhicule de la valeur.

Il ne sert à rien de croire, comme le font certains économistes progressistes, que les problèmes seraient réglés si l'argent cessait d'être créance et venait à être fondé sur quelque intervention autoritaire de l'État agissant au nom de l'intérêt collectif, ou même quelque intervention persuasive d'une utopique coordination mondiale chargée de cette affaire en vue du bien commun. Ce n'est en effet pas parce que la dette impose sa loi que la valeur doit s'accroître. Le rapport de causalité est inverse. C'est parce que depuis que le capitalisme est mode de production, la valeur se maintient

et s'accroît dans la circulation complexe que l'argent peut n'être que de la dette¹³.

L'UNITÉ DU MONDE CAPITALISTE – La conséquence de tout cela, c'est l'unité du monde du capital. La valeur de ma baguette de pain n'est pas coupée de la valeur des titres de créance alambiqués qui ont provoqué la crise financière. L'une et l'autre présupposent la totalité du système de la circulation pour exister telles qu'elles sont. Bien entendu, et c'est toute la subtilité de ce système, la valeur de la baguette peut encore m'apparaître dans les termes de l'échange simple, tout simplement parce que ceux-ci ne se sont pas abolis, mais seulement intégrés à la circulation générale. J'ai l'impression que cette baguette vaut par elle-même, relativement au besoin que j'en ai – besoin réel, besoin viscéral de manger – et à l'activité que mon boulanger a investie dans sa production, et qui m'a évité, à moi-même, le souci de glaner ça et là des grains de blé pour les écraser, les mélanger à de l'eau et les faire cuire sous une pierre. J'ai donc le sentiment que mon besoin réel correspond à un travail réel du boulanger et de tous les producteurs agricoles qui le précèdent (et aussi des industriels qui construisent des fours à pain, des entrepreneurs qui construisent des boulangeries, et en fait d'une foule si nombreuse d'intervenants que je ne peux même pas en dresser la liste...). Tout ceci apparaît comme de l'économie réelle, de l'activité vraie, où donc devrait nicher de la valeur « réelle » par opposition à la valeur de la finance et de l'argent. Oui mais voilà : cet échange simple a lieu au sein du système de la circulation de la valeur, qui l'a objectivée en tant que valeur-travail, qui a fondé la possibilité de mon salaire comme produit de cette objectivation, qui a créé le système monétaire où le billet que je tiens dans ma main est créance sur une créance qui présuppose le phénomène de l'accroissement de la valeur circulante. Le billet de cinq euros que

13. D'où la stupidité sans nom des quelques activistes qui pensent qu'il faudrait revenir à la bonne vieille monnaie-marchandise d'autrefois. Pour un bon exemple des imbécillités débitées à ce sujet, voir *L'Argent dette*, film d'animation d'un certain Paul Grignon.

je tends à mon boulanger présuppose la totalité des circuits de la finance et de l'économie contemporaine, et ne vaut au fond que par eux. Il est facile d'oublier cette vérité tant qu'on n'est soi-même confronté, dans sa vie quotidienne, qu'à la circulation simple où l'argent vaut en tant que signe, et correspond ainsi à sa définition comme « moyen de paiement au pouvoir libérateur immédiat et incontesté ». Mais, avec la crise, ce qui semble être un autre argent, un argent plus irréel, fait irruption. Des centaines de milliards apparaissent spontanément dans des plans toujours plus nombreux; plan pour sauver les banques, plan pour relancer l'économie, plan pour soutenir tel ou tel secteur... D'où sortent de tels milliards, à quoi vont-ils servir et qui vont-ils enrichir, et pourquoi sont-ils absolument indispensables ? Voilà les questions que tout le monde se pose, mais auxquelles ni les médias ni les politiciens n'apportent de réponse. L'argent quotidien fait tout pour échapper à la suspicion que la crise financière fait régner sur les milliards de la Bourse, des titres négociables et des plans de relance. Mais la crise est là, et voilà cette vérité dérangeante qu'on ne peut pas cacher plus longtemps: l'argent contemporain cache sous son apparence quotidienne et débonnaire l'effarante complexité des processus qu'il engage.

Mais la crise ne fait pas naître que l'intérêt pour la question de l'argent. La crise permet aussi d'approcher de la réponse... La valeur apparaît spécifiquement comme circulation dans la crise, justement parce que la crise est un moment du grippage de la circulation. Marx notait déjà que la possibilité de la crise naît de la disjonction des moments de la circulation. Plus la circulation est nécessaire, plus son circuit est alambiqué, plus les possibilités de crise existent. Le blocage en un point de la circulation est immédiatement crise. La possibilité de la crise naît de cette seule constatation: le mode de production capitaliste est un processus où chaque partie est séparée mais se rapporte nécessairement au tout. La disjonction même au cœur de cette machine complexe crée la possibilité de la crise. Cependant, à ce stade, nous n'envisageons pas encore la cause de la crise, nous n'en voyons que le mécanisme. La circulation est un processus qui doit se poser comme infini pour exister même

dans l'instant, puisque la valeur future est la garantie de la valeur présente et que la valeur présente, dans son processus circulatoire de maintien-accroissement, doit assurer la valeur future. Tant que le présent semble encore garantir le futur, le futur paraît pouvoir continuer à garantir le présent. Qu'un blocage sérieux apparaisse et tout se précipite dans l'abîme.

VALEUR ET SURVALEUR

Maintenant, il faut de l'argent, du vrai.

EMMA MARCEGAGLIA, PATRONNE DES PATRONS ITALIENS.

LA NOTION DE SURVALEUR – Dans le mode de production capitaliste contemporain, le maintien de la valeur par sa circulation n'est possible que parce que la valeur s'y accroît¹. Un tel système est profondément dynamique: l'effet et la cause s'y confondent sans cesse. La valeur ne devient objective que parce qu'il y a circulation, mais d'un autre côté la circulation ne peut exister que parce que la valeur objectivée peut s'y accroître. La circulation explique la valeur et la valeur explique la circulation.

Comment, concrètement, s'effectue l'opération de captation de la valeur qui émerge au sein de l'activité humaine pour l'intégrer dans le circuit du capital ? Une somme d'argent A revient sous une forme A' qui représente une augmentation de valeur, au terme du processus de la circulation complexe². Dans la circulation générale, dont la circulation complexe est un segment, nous avons vu que la valeur s'est objectivée dans le temps de travail. Dès lors, la force de travail apparaît comme la seule marchandise qui, achetée par le capitaliste, transmette davantage de valeur au produit que ce

1. Dans les modes de production antérieurs, la valeur s'objectivait déjà en partie dans la circulation, mais elle n'avait pas besoin de s'accroître au cours de celle-ci (ce qui n'excluait pas le profit des commerçants): elle était d'abord créée par la main-d'œuvre servile et *ensuite* circulait sous la forme du commerce.

2. Nous n'envisageons pas ici le cas où un investisseur table sur les oscillations du prix, et non sur la variation de la valeur de la marchandise. Cette opération est de la spéculation, et non de la production de valeur. C'est une erreur que de ne voir la spéculation que comme une forme de parasitisme du mode de production capitaliste. La spéculation, lorsqu'elle est un pari sur le différentiel entre le prix et la valeur, conduit à équilibrer ceux-ci et donc à permettre au capitalisme de fonctionner. La spéculation, il est vrai, amplifie parfois les mouvements de baisse et de hausse et peut donc également conduire à aggraver des déséquilibres: mais elle ne fera alors que précipiter un mouvement qu'elle n'aura pas créé elle-même.

qu'il aura fallu dépenser en valeur pour l'obtenir. Pour toute autre marchandise que la force de travail, la valeur objectivée du produit demeurera identique, et l'opération qui sera effectuée sur elle sera spéculative et non productive³. Dans l'opération productive elle-même, les matières premières, produits semi-finis et machines utilisées ne feront que transmettre à la marchandise finale leur propre valeur objectivée⁴, et le surcroît de valeur ne sera donné que par l'activité humaine, c'est-à-dire par le travail qui aura été dépensé dans la transformation et l'assemblage de ces éléments. Dans l'équation $A-M-A'$, M représente le travail par excellence.

Cette valeur supplémentaire, Marx a choisi de la nommer la «survaleur» (une traduction plus ancienne, mais aussi plus connue, parlait de «plus-value»). La survaleur est comme le moteur de la circulation de la valeur dans le capitalisme: car dans le mode de production capitaliste, l'impulsion de la circulation doit venir de la circulation elle-même. La valeur s'épuise dans la circulation: la maintenir suppose donc de l'accroître en certains points du circuit. C'est dans cette usine-atelier où la production capitaliste se développe alors formidablement que Marx va concentrer son analyse sur la création de la valeur par le travail industriel. Dans *Le Capital*, il s'attache à la journée de travail de l'ouvrier et la décompose en deux parties: il y a le temps de travail nécessaire à la survie de l'ouvrier et de sa famille, et il y a le «surtravail», qui est le véritable moment de la création de valeur supplémentaire, de survaleur. Ce «travail nécessaire» et ce «surtravail» se comptent quasiment en heures voire en minutes dans la journée de travail,

3. Le bénéfice du capitaliste ne sera tiré que des conditions subjectives de la circulation de la valeur et non de l'augmentation de valeur objectivée dans la production.

4. Ce raisonnement n'est valable, évidemment, que par sa généralité. Rien n'empêche qu'un capitaliste donné, qui aura acheté une machine un bon prix, c'est-à-dire en dessous de sa valeur, ne réalise par ce biais davantage de bénéfices. Pourtant la machine n'aura pas transmis aux produits qu'elle aura permis de créer plus que sa valeur: c'est seulement que celui qui a cédé la machine en dessous de sa valeur (et qui a réalisé une mauvaise opération) se sera vu spolié d'une partie de cette valeur, qui reviendra à un autre, en l'espèce celui qui a acheté la machine dans l'exemple que nous avons donné. Bref, peu importe les opérations particulières, il ne s'agit ici que de considérer abstraitement et généralement les conditions dans lesquelles de la valeur supplémentaire est engendrée.

exactement comme le faisaient alors les capitalistes, qui minutaient le travail de leurs ouvriers pour en tirer la rentabilité maximum.

La force de travail est la seule marchandise dont la valeur propre peut se situer en dessous de la valeur qu'elle est capable de transmettre. Pour comprendre cet apparent paradoxe, il faut commencer par se poser la question suivante: quelle est la valeur de la force de travail? À cette question, Marx répond que c'est la valeur qu'il faut dépenser pour nourrir et faire vivre l'ouvrier. Alors que la valeur de la machine est le temps de travail qu'il a fallu pour la produire, la valeur de la force de travail est la valeur qu'il faut pour entretenir les travailleurs. Les travailleurs, parce qu'ils sont humains, peuvent fournir davantage de valeur en travail qu'il ne faut de valeur pour les entretenir. Ce raisonnement est demeuré valable même après que le capitalisme se fut emparé de la société entière et chargé non seulement d'entretenir le prolétaire, mais aussi le prolétariat dans son ensemble. La valeur totale de cette « reproduction » de la force de travail doit demeurer inférieure à la valeur totale produite par la force de travail: c'est là la loi la plus fondamentale du mode de production capitaliste.

Ainsi le « travail » est-il, dans le monde capitaliste, tout autre chose que simplement cette activité nécessaire par laquelle l'homme se socialise tout en cherchant à satisfaire ses besoins biologiques et ses désirs élaborés. La force de travail est la marchandise clé de la production des marchandises et le point clé de la circulation de la valeur. Sa spécificité, quoiqu'elle ne soit jamais abolie, s'efface derrière sa généralité. Peu importe que le travail serve à produire des croissants, à déplacer des briques ou à élever des bœufs: seule compte la valeur que ce travail aura ajoutée dans le circuit. Le travail concret, qui permet de produire les marchandises, n'existe que parce qu'il est aussi du travail abstrait qui sert à produire leur valeur. Le travail abstrait est cette activité indifférenciée dont les effets particuliers ne sont jamais qu'un moment de sa raison d'être globale: alimenter en valeur le circuit du capital.

TRAVAIL PRODUCTIF ET TRAVAIL NON PRODUCTIF – Il n'est pas certain que la survaleur ne trouve sa source que dans l'industrie: on peut formuler également l'hypothèse qu'elle naît dans la captation d'un surtravail général engendré dans divers secteurs de l'économie⁵. Cela ne signifie pas pour autant que tout travail soit productif. Ne peut être productif que le travail qui, concrètement, contribue à produire directement une marchandise⁶ dont l'échange réalimentera ensuite l'investissement, bref, est productif le travail qui sert de moteur à la circulation générale. Il y a un grand nombre d'emplois qui, certes, concourent à l'existence du mode de production capitaliste, sans lesquels le capitalisme n'existerait même pas, mais qui pour autant ne sont pas productifs: tel est le cas par exemple des assistantes sociales, des professeurs, des éducateurs ou des policiers qui servent à entretenir, domestiquer, formater ou soumettre la force de travail. N'est pas non plus productif en tant que tel le travail des banquiers, financiers, et autres *traders*, sans lesquels pourtant il ne pourrait y avoir, à l'heure actuelle, ni argent ni capital.

Le travail non productif est payé par le transfert d'une part de la survaleur au cours de la circulation. La totalité de la survaleur produite n'est donc pas transformée en profits pour le capitaliste, loin de là, mais est utilisée pour financer une foule de services et fonctions plus ou moins indispensables à la marche générale de la

5. À l'époque de Marx, la grande industrie était la nouveauté absolue issue de la révolution industrielle, et c'est donc le travail industriel que Marx a vu comme le paradigme du travail productif dans le capitalisme. Ce qui ne s'appelait alors pas encore le « secteur tertiaire », celui des services, était au contraire quelque chose qui paraissait une survivance du temps passé. Au xx^e siècle, le secteur des services a connu une mutation qui en a fait un des secteurs importants de la production capitaliste, sans retirer cependant son rôle clé à l'industrie.

6. « La marchandise est d'abord un objet extérieur, une chose qui par ses propriétés satisfait des besoins humains de n'importe quelle espèce », écrit Marx. Mais il est permis de croire que le capitalisme en tant que mode de production a fait évoluer la marchandise jusqu'au point où cet « objet extérieur », qui possède déjà en lui une première qualité sociale matérialisée dans son être physique, la valeur, ait pu en acquérir quelques autres. La marchandise actuelle n'est pas qu'un objet physique: on l'a dotée également de propriétés incorporelles, fruits d'un labeur tout à fait quantifiable et dont elle est le support matériel. Les qualités immatérielles de la marchandise n'existent pas en dehors de ses déterminations physiques auxquelles, à l'image de la valeur elle-même, elles paraissent s'identifier.

production et, au-delà, de la société. Le capitalisme ayant, depuis plus d'un siècle, compris qu'il devait prendre en charge la survie de la société tout entière pour continuer à exister en tant que rapport social dominant, ce secteur est, dans les pays hautement industrialisés du moins, extrêmement important.

Puisque le travail non productif ne sert pas à la production d'une marchandise, sa « valeur » ne s'intègre pas à la circulation complexe. Pour autant, le travail non productif ne se définit que par son absence de relation avec la circulation complexe, et non par son absence de relation avec la circulation tout court: et c'est par là que l'on comprend que le terme « productif » doit se comprendre exclusivement comme « directement productif pour le capital ». Le travail non productif est lui aussi un temps de la circulation générale, et participe ainsi à la généralisation de l'échange et à l'extension infinie du circuit de la valeur. L'argent s'échange contre la valeur du travail non productif et sert ensuite au travailleur non productif à acheter les marchandises dont il a besoin. La valeur du travail non productif ne s'est pas intégrée, dans le processus de production, à une valeur antérieure, et elle n'a donc pas servi à l'accroissement de la valeur: elle n'est génératrice d'aucune survaleur. En participant à la généralité de l'échange, le travail non productif aura été un temps de la circulation générale de la valeur – mais un temps de son simple transfert et non un temps de son accroissement dans le circuit du capital.

La question cependant de savoir où se situe précisément le travail productif en tant que tel est assez secondaire⁷. Elle est secondaire pour le capitaliste, pour qui seul compte le bénéfice comptable, et pas la question de savoir si ce bénéfice est assis sur la création directe de la survaleur ou sur son transfert. Mais elle est secondaire aussi pour nous, qui cherchons à percer les mystères de la valeur, puisque nous savons que la valeur n'existe que dans la circulation. Il suffit que, quelque part dans ce circuit, existe du travail productif en proportion

7. Ce qui, pour autant, n'est pas du tout secondaire, c'est qu'il y ait de la survaleur produite quelque part, et en quantité suffisante pour alimenter la totalité du circuit. C'est en effet dans la relative insuffisance de la survaleur produite dans le circuit que nous découvrirons les vraies raisons de la crise.

suffisante pour que la circulation tout entière s'explique. C'est parce que de la survaleur est constamment ajoutée dans le circuit que la contrepartie actuelle de l'argent peut être une garantie sur une valeur future. S'il en est ainsi, c'est bien la marque que la valeur globale qui circule dans le système tend à s'accroître. La survaleur implique ce déséquilibre structurel: A' supérieur à A induit non seulement la circulation mais aussi l'extension indéfinie du circuit en lui-même. La survaleur est à la fois le moteur de la circulation et la cause du développement de celle-ci.

TRAVAIL VIVANT ET TRAVAIL MORT – Analysant le processus productif, Marx note que ce qu'il appelle la « consommation productive » consiste en un transfert de valeur d'un produit à un autre. Les marchandises utilisées dans la production (les matières premières, les produits semi-finis, les machines, etc.) ne font que transmettre à la marchandise finale la part de valeur, c'est-à-dire de travail passé, qu'elles possèdent elles-mêmes. Ce « transfert » est cependant d'une nature très différente de celui qui intervient dans la circulation. Il ne s'agit plus ici, pour la valeur, de sauter d'une forme à une autre, de passer de la marchandise à l'argent et de l'argent à la marchandise, ou de la marchandise à la marchandise. La valeur des matériaux et machines utilisés dans la production doit *s'incorporer* au produit final: une telle incorporation ne peut se faire que par l'intermédiaire du travail, qui doit en quelque sorte ressusciter le travail passé incorporé dans la valeur ancienne pour l'intégrer à la valeur nouvelle de la marchandise nouvelle. Il ne s'agit pas seulement d'une incorporation matérielle à proprement parler: on ne retrouve parfois dans le produit fini qu'une part transformée des matières premières qui le composent, mais toujours la totalité de leur valeur, chutes comprises. Il s'agit d'une incorporation de cette « matérialité sociale » qu'est la valeur dans l'être de la marchandise finale par l'intermédiaire du travail productif.

L'accroissement de valeur ne peut donc venir que du travail supplémentaire: mais à mesure que s'étend la production, la masse toujours plus énorme du travail d'autrefois tend, en proportion,

à réduire la part du travail actuel, qui seul pourtant peut créer la survaleur. Dans une marchandise donnée, la part de ce que Marx appelle le « capital constant » (la valeur ancienne, déjà créée) augmente au détriment du « capital variable » (le travail actuel, fondement de la création de survaleur). Le temps de production est de plus en plus consacré à revivifier de la valeur passée pour la transmettre à la valeur nouvelle, et de moins en moins destiné à en créer de la supplémentaire. Même si, dans le travail actuel, le capitaliste arrive à extraire davantage de survaleur en augmentant la productivité, le fait que ce travail actuel se réduise par rapport au travail ancien (dans une image saisissante, Marx parle de travail « mort » et de travail « vivant ») fait baisser le taux de survaleur global et, partant, le profit du capitaliste. C'est pourquoi Marx appelle ce phénomène la « baisse tendancielle du taux de profit », à laquelle il trouve cependant des contre-tendances, qui permettent aux profits de se maintenir.

SURVALEUR ABSOLUE ET SURVALEUR RELATIVE – Ces contre-tendances s'expliquent entre autres par une distinction introduite par Marx dans la notion de survaleur. Ce théoricien distingue en effet ce qu'il appelle la survaleur « absolue » et la survaleur « relative ». On se souvient que la survaleur est ce qui est produit dans le temps de travail qui s'étend au-delà du temps de travail socialement nécessaire pour assurer la survie du travailleur lui-même. Pour augmenter le taux de survaleur, le capitaliste peut se contenter d'augmenter le temps de surtravail, soit en allongeant la journée de travail, soit en réduisant le salaire, c'est-à-dire en baissant le travail nécessaire. Dans l'absolu, les seules limites à ces variables sont la résistance physique de l'ouvrier à l'épuisement et à la faim : mais socialement, bien entendu, à la fois à cause de la résistance ouvrière et même pour des motifs philanthropiques, et dans la mesure où la philanthropie est aussi une manière de maintenir la société de classes, il a fallu transiger. Et même si, encore maintenant, il y a des pays et des secteurs où ce mode d'extraction de la survaleur, avec des travailleurs épuisés à leur tâche, subsiste de manière très

importante, il a bien fallu faire exister massivement un autre mode possible d'extraction de survaleur: et c'est ici qu'entre en scène la survaleur relative.

Celle-ci est née dès les premiers temps du capital, mais sa part était alors très faible: à mesure que la production capitaliste s'est développée, elle a pris une importance toujours plus considérable. Elle consiste en une réduction du temps de travail nécessaire, non par une réduction de la consommation ouvrière, mais tout simplement par ce fait que le développement de la productivité permet de produire beaucoup plus de choses en moins de temps. Dès lors, le temps nécessaire pour produire ce qui est indispensable à la vie de l'ouvrier baisse en quelque sorte mécaniquement: la production massive d'objets de la vie courante permet de faire vivre celui-ci à moindre coût, en quelque sorte. Tout ce que consomme le prolétariat est quelque chose que le capitalisme lui-même a produit de plus en plus massivement et à coût de plus en plus réduit⁸.

Tout le XIX^e et la première moitié du XX^e siècle ont vu le développement, heurté et chaotique, de cette forme d'extraction de la survaleur. Le paternalisme d'un certain patronat social ou les positions avancées dans l'entre-deux guerres par Henri Ford sont parmi les expressions de ce phénomène. Toutefois, c'est au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qu'il a connu, justement sous le nom de «fordisme», son développement le plus emblématique.

CROISSANCE ET COURSE VERS LA MORT – Depuis deux siècles, de plus en plus de choses sont devenues des marchandises, de manière à ce que le secteur de la production s'étende suffisamment pour pallier la baisse de survaleur qui affecte la production de chaque marchandise prise séparément. En augmentant ainsi démesurément la sphère de la circulation de la valeur, qui intègre donc toujours davantage de marchandises et de prolétaires (dont le nombre s'est,

8. Les situationnistes parlaient de «survie augmentée». D'un côté, comme depuis toujours, le prolétariat se définit précisément par le fait que ne lui est attribué que ce qui est indispensable à sa survie. D'un autre côté, dans les années fordistes, lui est accordé, sous la forme insipide de la consommation de masse, le petit plus nécessaire à la circulation: c'est le caractère «augmenté» de cette survie.

avec l'accroissement démographique, considérablement accru en deux siècles), le capitalisme a pu multiplier les points de création de survaleur et contrecarrer l'effet de la baisse relative de celle-ci en chacun de ces points. Le développement de la circulation capitaliste apparaît ainsi comme la conséquence nécessaire de sa propre dynamique: il faut compenser la baisse de la survaleur par l'extension infinie du domaine de la marchandise.

La plupart des économistes ne disent pas autre chose, quand ils se font les chantres de la « croissance », seule capable, à leurs yeux, de sauver le système. Il y a bien quelques économistes progressistes qui croient se faire les critiques radicaux du capitalisme en appelant à la « décroissance »: cette position est dépourvue de tout sens. On ne peut dompter ou contenir la valeur: c'est elle qui nous soumet. Appeler à la décroissance ne peut qu'entretenir l'illusion qu'un capitalisme modéré et adepte du « développement durable » pourrait voir le jour. Le capitalisme est soumis à la nécessité impérieuse de faire circuler et d'accroître toujours davantage la valeur pour la voir simplement se maintenir: cet impératif immédiat, qui est la condition de sa survie en tant que système, lui impose de prendre tous les risques, de négliger toutes les précautions, de ne se résoudre à limiter les dégâts à « l'environnement » que le plus tard possible et lorsqu'on ne peut plus faire autrement.

C'est ainsi que les contraintes de la valorisation interdisent de prendre réellement en compte le risque écologique. Les exemples de l'impossibilité, pour le capital, de faire face à la réalité du saccage de toutes les conditions d'existence ne manquent pas. On attend d'avoir trouvé leur substitut pour renoncer à des produits dont la dangerosité est prouvée depuis longtemps ou on retarde au maximum les décisions nécessaires face aux atteintes les plus graves portées aux conditions élémentaires de la survie à la surface de la planète. On sait déjà que certains des systèmes naturels ainsi atteints ont de fâcheuses propriétés: une modification initiale de leur équilibre peut provoquer, par une suite de phénomènes cumulatifs, une série exponentielle de conséquences qu'il deviendra impossible de maîtriser lorsqu'elles se feront vraiment sentir. Tel est

peut-être le cas du climat mondial: quand il sera possible de mesurer réellement les effets qu'auront provoqués sur lui les émissions de gaz à effet de serre, il sera sans doute trop tard pour faire quoi que ce soit. Le capitalisme ne peut pas brider la course de la valeur et c'est ce qui engendre l'obligation structurelle de faire prendre des risques majeurs à l'humanité.

C'est parce qu'il doit d'abord satisfaire à ses nécessités immédiates, qui le condamnent à court terme s'il n'y répond pas, que le capitalisme est incapable de répondre à des enjeux à moyen ou à long terme. Alors que, dans les activités industrielles et techniques, l'anticipation devrait être la règle, l'exigence immédiate de la valorisation en fait presque toujours l'exception. Il ne s'agit pas là d'un choix délibéré de destruction du milieu naturel, mais de l'effet d'un système. Le capitaliste ne fait pas le choix de saccager la planète, il est capitaliste, ce qui suppose de saccager la planète.

Le capitalisme est un vélo en équilibre instable. S'il ralentit il risque de tomber, et il n'a donc d'autre choix que de suivre la pente même si celle-ci nous mène au gouffre.

POSSIBILITÉ ET NÉCESSITÉ DES CRISES

La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même.

KARL MARX

UNE CRISE ? – C'est de ce que la valeur, pour être valeur, doit circuler et s'accroître, que se déduit la possibilité théorique des crises. Il faut produire pour vendre, puis vendre pour produire. Ce qui est produit mais n'est pas vendu n'est valeur qu'en fonction de sa circulation possible. La mise en vente ne « réalise » la valeur que pour lui permettre de revenir aussitôt dans la production. Si un blocage survient, la valeur qui ne circule plus finit par s'évanouir. L'éventualité d'une crise est inscrite d'emblée dans la disjonction des différents moments du processus de production et de circulation de valeur.

Mais il reste à comprendre le pourquoi des crises. Qu'une crise soit possible ne signifie nullement qu'elle aura nécessairement lieu. Les heurts que la circulation de la valeur connaît manifestement, et dont la crise de 2008 était un exemple frappant, ne sont peut-être, après tout, que des accidents de parcours. La multiplication des circuits de la circulation, qui est une conséquence de la mondialisation financière de ces quarante dernières années, n'est pas en elle-même le signe d'une grande fragilité. Car si les circuits ont été étendus à l'infini, c'est aussi pour que la circulation puisse se poursuivre en toutes circonstances. Peu importe que mille tuyaux soient inutilisables, si j'en ai dix mille à ma disposition. Quand l'artère coronaire est atteinte, les chirurgiens créent une dérivation : on dit qu'ils réalisent un pontage. La finance crée les millions de pontages nécessaires au cœur de la production capitaliste. Elle permet de retirer les capitaux des secteurs moins rentables pour les envoyer au plus vite vers ceux où se produit le plus de survalueur,

afin que celle-ci, dont le système a désespérément besoin, ne fasse jamais défaut. Le marasme financier de 2008 aura sans doute révélé la fragilité d'un système qui repose sur une circulation de valeur ininterrompue: mais elle en aura tout autant révélé la solidité, puisque l'assèchement des canaux du refinancement bancaire a pu être compensé par l'ouverture des vannes de la création de monnaie centrale. La circulation mondiale, sans doute, ploie sous la crise: doit-on en déduire pour autant qu'elle peut rompre ?

On peut donc imaginer que les à-coups que l'on connaît ne sont que les heurts induits par la disjonction entre phases du circuit de la valorisation, sans que pour autant ces secousses inévitables aient le pouvoir de remettre définitivement en cause le mouvement régulier de l'ensemble. La « crise » ne serait alors rien d'autre qu'un moment où le système se purgerait lui-même. Les valeurs accumulées dans les secteurs sans avenir s'effondrent, laissant la place aux valeurs des parties dynamiques. Les circuits de la valeur qui se bouchent sont les circuits périmés: il faut qu'ils dépérissent, pour que l'ensemble survive. Si on laisse la machine fonctionner d'elle-même, le retour à l'équilibre revient naturellement puisque le déséquilibre, momentané, n'est qu'un des aspects de son fonctionnement ordinaire. Tel est, en définitive, le raisonnement des économistes qui parlent de « régulation du capitalisme par les crises ».

À l'appui de cette thèse, on peut relever ce fait troublant: les économistes ont pu comptabiliser, sur la période qui s'étend de 1970 à 2007, pas moins de 124 crises bancaires, 208 crises de change et 63 crises de la dette souveraine¹. Sans doute, la plupart de ces crises financières étaient de portée locale. Leur nombre, toutefois, demeure impressionnant.

Toutes ces réflexions peuvent se résumer en une seule question: le phénomène qu'on désigne communément par le terme de « crise économique » est-il véritablement une *crise* ? Car le terme *crise*, dans son sens plein, renvoie à un épisode qui est par nature capable de remettre en cause fondamentalement ce qu'il atteint. Un système

1. Statistique citée par l'économiste André Orléan dans une tribune parue le 2 avril 2010.

en crise, c'est un système qui doit s'adapter ou périr. Si la crise est une des formes du fonctionnement ordinaire du capitalisme, et qu'elle finit par se résorber d'elle-même à l'issue d'un processus plus ou moins long, alors on ne peut pas véritablement considérer les « crises économiques » comme des crises.

CRISES SYSTÉMIQUES – Cependant, l'histoire des crises passées vient sans doute très fortement tempérer cette hypothèse. L'exemple de la crise mondiale qui a commencé en 1929 a en tout cas montré que certaines d'entre elles allaient plus loin qu'un simple incident de parcours et pouvaient représenter un risque pour le système tout entier. Ce n'est en effet qu'avec la Seconde Guerre mondiale que la profonde dépression des années 1930 s'est achevée: et le capitalisme qui s'est développé après 1945 possède plusieurs traits spécifiques qui montrent que la crise n'a été dépassée qu'au prix d'une certaine transformation du système économique, où se combinent intimement dimensions géostratégiques, politiques, sociales et techniques. Bref, la crise de 1929 a agi à la fois comme révélateur des difficultés du capitalisme et, à travers son dénouement sanglant, comme moteur du dépassement de celles-ci. Parce que cette crise paraissait ainsi les démentir, les libéraux, pour qui la crise n'est qu'un phénomène passager, ont vu leur étoile pâlir après 1929. Une nouvelle race d'économistes s'est donc imposée qui, dans la lignée de Keynes, voient la crise comme une maladie économique et les politiques anticrise comme un remède à celle-ci.

Quand une nouvelle crise a éclaté, après le choc pétrolier de 1973, les gouvernements ont multiplié les solutions anticrise: les plans de relance, les mesures sociales d'accompagnement, etc. On a insisté sur la nécessité de s'adapter aux conditions nouvelles, et petit à petit il est apparu que cette adaptation passait surtout par une remise en cause progressive des acquis de la période précédente. L'emploi industriel a reculé: les « restructurations » se sont traduites par un chômage massif, la mise à l'écart des plus vieux et l'acceptation, pour les jeunes, de conditions de travail dégradées et précaires. Bref, l'adaptation consistait surtout à permettre aux entreprises d'être

compétitives, c'est-à-dire, concrètement, à rétablir à leur maximum les profits patronaux.

Le libéralisme, décrié depuis la crise des années trente, a alors fait un retour en force. Parce que l'évolution du capitalisme allait dans le sens d'une remise en cause de ce qui l'avait constitué dans la période précédente, le libéralisme affublé du préfixe « néo » est devenu le credo officiel des gouvernants, la justification morale de leur politique de démantèlement progressif de l'État-providence. Mais contrairement à ce qu'affirme l'idéologie « néolibérale », jamais le rôle de l'État n'a été sérieusement remis en cause durant les années 1980 et 1990, pas plus que le capitalisme n'a été « déréglementé ». C'est le contenu de l'intervention de l'État et de sa réglementation qui a été réorienté, ce qui n'a rien à voir avec un recul de leurs rôles respectifs.

À la faveur de ces années de restructuration, l'idée que le discours sur la crise était une manière de demander toujours plus de sacrifices aux salariés pour mieux les exploiter s'est parfois imposée parmi ceux qui étaient les plus enclins à une critique radicale du monde actuel. On trouve donc à présent, dans certains milieux contestataires, l'idée que le capitalisme ne connaît pas de crise: celle-ci ne serait qu'un prétexte pour défendre les intérêts patronaux. Mais que la restructuration des années 1970 ait eu pour effet d'intensifier l'exploitation ne doit pas nous faire croire pour autant que la crise n'était qu'une fable. Nous aurons l'occasion de dire plus loin que le processus de valorisation étant à la fois but et moyen de la domination capitaliste, le rétablissement de son fonctionnement est identiquement une victoire politique de la classe capitaliste sur le prolétariat. Mais il s'agit là de deux aspects du phénomène et non d'une apparence qui s'opposerait à une réalité.

Au total, les exemples de 1929 et 1973 montrent que les crises se traduisent parfois par une transformation profonde de ce qu'elles atteignent. Ces deux crises peuvent être qualifiées de « systémiques » en ce qu'elles ont engendré des perturbations telles du système qu'elles l'ont forcé à se restructurer, bien qu'elles aient, l'une et l'autre, été provoquées non par une cause extérieure au

capitalisme mais par une conséquence induite par son fonctionnement. C'est pourquoi on doit comprendre la crise comme une forme du fonctionnement ordinaire du capitalisme, mais tout en retenant que la crise est l'expression concrète des impasses du système capitaliste. Et il faut donc logiquement en déduire ceci: les impasses du capitalisme sont la forme de son fonctionnement ordinaire.

LA THÉORIE DES CRISES SELON MARX – Ce sont les analyses de Marx qui permettent de saisir conceptuellement la nécessité des crises. C'est le point où nous en sommes restés à la fin du chapitre précédent: à mesure que s'accroît la production capitaliste, la masse toujours plus énorme du travail d'autrefois qui intervient aux divers stades de la production tend, en proportion, à réduire la part du travail actuel, qui seul pourtant peut créer la survalueur. La soif de survalueur, nécessité absolue dans laquelle le rapport capitaliste engage continuellement sa survie, ne se manifeste pas qu'en période de crise. Elle est au contraire la forme contradictoire et quotidienne de son fonctionnement. D'un côté, la production capitaliste ne peut que s'accroître, sinon la valeur ne se maintient même pas: c'est ce que Marx appelle «l'accumulation». D'un autre côté, cet accroissement, par un effet purement mécanique, augmente la valeur relative du capital constant et réduit la part relative du capital variable, c'est-à-dire inclut dans la production de nouvelle valeur davantage de valeur ancienne recyclée que de valeur réellement créée à cette occasion. Petit à petit, le travail « mort » l'emporte sur le travail « vivant ». Il est vrai cependant que même si la part relative du travail vivant se réduit, il est possible d'augmenter la part de survalueur que ce travail injecte à la valeur finale de ce qui est produit. Cela peut se faire en réduisant la part du travail nécessaire pour augmenter celle du surtravail. La mécanisation, qui d'un côté augmente la valeur relative du capital constant, provoque d'un autre côté cet effet en augmentant la productivité. En développant la masse de marchandises produites par le même nombre de travailleurs, le recours à la machinerie réduit

le coût de celles-ci et permet de faire baisser la valeur de ce qui est nécessaire à la survie de l'ouvrier. De plus, la réduction relative de la survaleur produite dans chaque marchandise est compensée par l'augmentation extraordinaire de la masse de ces marchandises. C'est ce qui permet une augmentation de la survaleur globale, à condition que la production se soit suffisamment accrue pour que la baisse de la survaleur apportée par chaque prolétaire soit compensée par la hausse du nombre général de ceux-ci.

Cependant, ce contre-effet produit lui-même son contre-contre-effet: puisque la masse de marchandises a augmenté, il faut que le surplus de celles-ci se vende. La création d'un marché de consommation de masse destiné aux prolétaires permet d'écouler ces marchandises, mais par là même fait de nouveau augmenter le temps de travail nécessaire puisque la part de ce qui est donné au travailleur pour sa consommation personnelle s'accroît à nouveau. L'augmentation du surtravail ne permet à nouveau plus de pallier la réduction du capital variable par rapport au capital constant.

Autrement dit, si le capital baisse la part de valeur qui revient au prolétaire², il rend impossible la réalisation de la valeur dans la circulation, mais s'il maintient cette part, la hausse du capital constant réduit la création de survaleur jusqu'à la rendre impossible, et rappelons que dans le capitalisme sans survaleur il n'y a plus de valeur du tout. Le capitalisme en est donc toujours à se tourner vers l'une ou l'autre solution pour s'en détourner ensuite et revenir à la première. Le capitalisme est un chien qui court après sa queue: il peut tourner sur lui-même autant de fois qu'il veut, il ne l'attrapera jamais.

C'est cette impossibilité qui aboutit aux crises du capital, qui sont souvent des crises de surproduction. Une crise de surproduction signifie simplement ceci: le capitalisme produit davantage de

2. Cette part, bien entendu, n'est pas constituée que du salaire, mais aussi de l'ensemble des prestations sociales gérées paritairement ou par l'État. Dans le capitalisme contemporain, la force de travail est achetée en partie globalement.

marchandises que de capacité à les acheter. Une crise de surproduction est donc identiquement une crise de sous-consommation³.

Toute crise est en fin de compte une crise de la valorisation. Mais la crise n'est pas le moment où les difficultés de la valorisation apparaissent: celles-ci sont constantes, et inhérentes à la nature de la valeur elle-même. La crise n'est qu'une des manifestations de l'existence paradoxale et contradictoire de la valeur. Autrement dit, la crise n'est pas la preuve d'un dysfonctionnement de ce système: elle est inhérente à son être.

Cependant, la crise met en jeu à la fois les contradictions du capitalisme et sa capacité à les dépasser. La contradiction apparaît ainsi tout autant comme le moteur que comme la limite du rapport social capitaliste: car en provoquant la crise, la contradiction a fait exister ce qui lui permet de repousser indéfiniment ce qui est pourtant le terme logique de tout système qui se contredit lui-même, à savoir son effondrement.

La crise permet au capital de se redresser. D'abord, parce que la crise est une purge de la valeur. Son premier effet est un rééquilibrage entre capital constant et capital variable. En tant que processus de dévalorisation brutal, elle permet de recréer les bases d'une nouvelle accumulation.

La destruction de capital constant est multiforme. Ce sont des pertes financières, qui peuvent être aussi bien des destructions d'anticipation de valeur que de valeur déjà produite. Ce sont des marchandises qui se périment et des bâtiments ou des machines laissés à l'abandon. Ce sont, dans la guerre, la forme la plus achevée de la crise capitaliste, les destructions matérielles les plus étendues.

Par le chômage et la baisse corrélative du salaire, la crise permet également d'augmenter de nouveau le surtravail. Baisse du capital

3. La tradition marxiste a eu tendance à voir les crises soit comme des crises dans la production, où la cause de la crise tient à la chute de la survaleur dans le processus productif, soit comme des crises de sous-consommation, où le problème vient de l'impossibilité de réaliser la valeur. En réalité, il s'agit de la même chose. Tenter de maintenir la création de survaleur dans la production implique la sous-consommation et donc l'impossibilité de la réaliser: maintenir la capacité de consommation implique la chute de la création de survaleur, que l'on ne peut pas réaliser vu qu'elle n'existe pas.

constant d'un côté et hausse du surtravail de l'autre permettent de rétablir la possibilité d'extraire de la survaleur. Le mouvement général du capital, l'accumulation, se contrarie lui-même et la crise est le moment où le capitalisme doit détruire du capital pour pouvoir recréer du capital.

Les crises les plus profondes vont au-delà de ce schéma, car elles expriment aussi la caducité d'un mode de valorisation déterminé. Elles imposent donc, pour que soit effective la relance de l'accumulation, la restructuration du rapport capitaliste. Le capitalisme demeure ce qu'il est dans ce qu'il a de plus essentiel, mais les équilibres nécessaires à la valorisation sont profondément modifiés.

LES « TRENTE GLORIEUSES » – Nous allons à présent pouvoir reprendre la description, entamée dans le second chapitre, de l'arc historique qui mène de cette période dite « fordiste » à la crise actuelle en passant par les chocs pétroliers et la restructuration des années 1970. Le caractère quelque peu circulaire de cette manière de procéder, qui nous amène à considérer de nouveau des périodes historiques que nous avons déjà entrevues à la lumière des analyses que nous avons développées entre-temps, ne doit pas étonner le lecteur. La pensée théorique est ici à l'image de l'objet qu'elle cherche à saisir. Le mode de production capitaliste existe grâce à la circularité du trajet de la valeur. La pensée critique de ce mode de production est, elle aussi, circulaire. On ne peut envisager une des formes sociales qui le composent isolément : on est d'emblée amené à considérer les rapports que cette forme entretient avec les autres catégories essentielles qui interviennent dans son fonctionnement. Chaque nouvelle détermination concernant un aspect particulier du capitalisme doit immédiatement s'envisager dans son rapport avec tous les autres aspects. La conséquence en est que la théorie doit reprendre sans cesse, de manière chaque fois plus précise et plus argumentée, l'élucidation des mêmes événements historiques.

L'enchaînement de la crise des années 1930 et de la guerre mondiale qui a suivi n'était pas inscrit de toute éternité dans la logique du capitalisme : l'événement demeure, dans l'histoire,

imprévisible avant qu'il ne survienne et n'apparaît comme nécessaire qu'une fois qu'il a eu lieu. Mais ce que l'histoire fait émerger est nécessairement une expression des formes sociales dominantes: pas la seule expression possible, peut-être, mais une expression. Le compromis fordiste de la seconde moitié du xx^e siècle émerge comme conséquence de la place que l'extraction de la survalueur relative pouvait, à ce moment-là, prendre pour contrecarrer la chute tendancielle du taux de profit, mais il est loin, évidemment, de n'être que cela. Il s'agit d'une solution à la fois politique, économique, sociale et géopolitique. C'est bien parce que toutes ces caractéristiques sont réunies qu'il s'impose comme une solution mondiale à ce moment-là.

Cet équilibre dynamique a permis pendant près de trente ans l'absence de crise majeure dans les pays au capitalisme le plus développé. Il consistait à compenser la chute tendancielle du taux de profit par la course effrénée au développement marchand. L'accumulation se réalise parce que le développement de la production est tel que la baisse de survalueur par produit est plus que compensée par la hausse de la valeur totale des produits: les progrès de la productivité sont si intenses que le capital dispose d'une marge de manœuvre pour accorder au prolétariat une hausse de sa rémunération sous forme de hausse du salaire et des transferts sociaux à travers l'État-providence qui se met alors en place. Autrement dit, la masse de la production et le nombre de prolétaires employés croissent suffisamment pour contrer à *la fois* la réduction de la part du capital variable dans la composition organique du capital et la baisse du surtravail provoquée par la hausse du travail nécessaire.

Un tel phénomène s'accompagne de bouleversements fondamentaux. C'est en France, par exemple, la disparition pure et simple de la classe paysanne⁴ et l'intégration dans le prolétariat de toutes les couches intermédiaires, c'est l'apparition de ce qu'on a appelé alors « la société de consommation », qui traduit bien le fait que

4. *La Fin des paysans*, ouvrage du sociologue Henri Mendras, paraît en 1971. La population rurale chute et le petit producteur paysan est remplacé par l'agriculteur capitaliste.

consommer est un impératif catégorique de l'économie⁵, c'est aussi la puissance des médiations syndicales et politiques entre une classe ouvrière puissante à qui on peut reconnaître un rôle dans la production et qu'on a les moyens de rémunérer, réellement et symboliquement, en reconnaissance de ce rôle. C'est enfin la création du management, le recul du pouvoir des « patrons » dans l'entreprise au profit des cadres et autres gestionnaires, et le développement exponentiel du secteur tertiaire.

Il convient aussi de ne jamais oublier que le compromis d'après-guerre n'a concerné directement que les pays du « premier monde », c'est-à-dire l'Europe occidentale, l'Amérique du Nord et le Japon. Une autre forme de compromis, beaucoup moins démocratique, est tentée par les pays dits communistes, où le renoncement à toute forme de liberté politique s'accompagne alors d'une relative attention sociale de l'État à l'égard de la population laborieuse. Quant au reste de l'humanité, il demeure plus ou moins confiné dans les rapports coloniaux ou post-coloniaux. Ce qui a rendu possible l'État-providence dans les pays comme la France, que ce soit la Sécurité sociale, la retraite ou le financement étatique de la culture, était une situation géopolitique privilégiée des pays du premier monde, tandis que l'immense majorité de la population mondiale demeurerait plongée dans le dénuement.

CRISE ET RESTRUCTURATION DEPUIS LES ANNÉES 1970 – Un tel modèle a une fin, qui coïncide avec la crise née des chocs pétroliers. Les origines circonstancielles de la crise, les hausses successives du prix du pétrole, n'ont ici que relativement peu d'importance. Le fait essentiel est le suivant: l'accumulation, dans les pays les plus « avancés », a atteint ses limites et l'extraction de survaleur n'y est

5. Voici ce que Marx écrivait dès 1857 à propos de la consommation: «*La faim est la faim, mais la faim qui se satisfait avec de la viande cuite, mangée avec fourchette et couteau, est une autre faim que celle qui avale la chair crue en se servant des mains, des ongles et des dents. Ce n'est pas seulement l'objet de la consommation, mais aussi le mode de consommation qui est donc produit par la production, et ceci non seulement d'une manière objective, mais aussi subjective. La production crée donc le consommateur; la production ne fournit pas seulement un objet matériel au besoin, elle fournit aussi un besoin à l'objet matériel.*»

Karl Marx, *Introduction à la critique de l'économie politique*, éd. L'Altiplano, p. 44.

plus suffisante. L'agitation et la contestation sociale, fortes dans les années 1960 et 1970, sont aussi une des expressions de cette limite: quel que soit le « partage » qu'on a laissé entrevoir, celui-ci ne saurait aller plus loin que ce qu'un rapport d'exploitation peut effectivement accorder. Le capitalisme ne peut jamais tenir totalement ses promesses, et il s'agit de calmer un prolétariat qui commence à en prendre dangereusement conscience. Dès lors, la crise et la restructuration sont la recréation du processus d'accumulation sur de nouvelles bases, celles d'un prolétariat moins organisé et donc moins cher.

Le partage des gains de productivité, qui jouait un rôle positif dans la période antérieure, est devenu un frein. Le nouveau rapport productif se fonde en effet sur une baisse du travail nécessaire, qui passe par une baisse de la rémunération allouée à l'achat de la force de travail, et non plus par des gains de productivité – par davantage de survaleur absolue par rapport à la survaleur relative, si on veut. Dans les pays riches, cela se traduit, avant même la baisse du salaire, par une remise en cause des prestations sociales: par exemple un allongement des années de cotisation pour la retraite ou une baisse des allocations chômage. La « réduction du temps de travail » ou les 35 heures françaises sont des faux semblants⁶: en modulant la durée du travail au gré de l'entreprise en fonction de la charge de travail, elles cachent l'opportunité d'une intensification du travail, c'est-à-dire en fait d'une hausse du surtravail. La restructuration signifie aussi et surtout que l'on va chercher hors des pays « riches » la main-d'œuvre suffisamment mal payée pour pouvoir rétablir le taux de la survaleur. La remise en cause des acquis sociaux, la levée des contraintes douanières, le développement frénétique du commerce maritime, les délocalisations constantes des unités de production, l'intégration financière mondiale pour que tous les capitaux puissent se déplacer d'un point à l'autre du globe et accompagner la mondialisation de la production des marchandises, tout cela procède de cette même logique. On comprend dès lors

6. Sur ce point particulier, voir *Fondements critiques d'une théorie de la révolution*, p. 41 et sq., Roland Simon, éd. Senonevero.

mieux pourquoi nous avons pu, dans le deuxième chapitre de cet ouvrage, affirmer que dans cette dynamique, le « néolibéralisme » n'est que l'idéologie qui accompagne l'évolution structurelle du rapport capitaliste, et absolument pas la « cause » de cette évolution. La critique de la politique néolibérale *comme si une autre politique capitaliste avait été possible* est une pure chimère. Cela ne signifie pas que ceux qui ont mis en œuvre cette politique n'avaient pas la volonté de faire ce qu'ils ont fait. Il ne s'agit pas de dédouaner les politiciens comme Thatcher ou Reagan et tous les autres de leurs responsabilités. Mais il ne faut pas croire que c'est parce que ces gens-là sont arrivés au pouvoir que c'est cette politique néolibérale qui a été menée. C'est le contraire qui s'est passé. C'est parce que c'est cette politique-là, et pas une autre, qui pouvait être menée que ce sont ces gens-là qui sont arrivés au pouvoir. Personne alors ne pouvait agir différemment. Les socialistes français qui ont accédé au gouvernement à contretemps, en 1981, n'ont rien fait d'autre parce qu'il n'y avait tout simplement rien d'autre à faire.

La restructuration qui a commencé dans les années 1970 a pour dynamique de rétablir l'extraction de la survaleur en augmentant de nouveau le surtravail au niveau mondial⁷. Pour cela, il faut pouvoir intégrer davantage les différentes zones capitalistes dans une économie unique, au lieu de faire jouer le compromis fordiste avant tout dans des régions privilégiées comme l'Europe occidentale, le Japon et l'Amérique du Nord. La « mondialisation » ne date pas d'aujourd'hui: le capitalisme s'est toujours développé conjointement avec le commerce mondial. Les phases de crise puis de redémarrage de la production capitaliste s'accompagnent de bouleversements de la structure de l'économie mondiale. La dernière restructuration n'est pas en reste, puisqu'elle a créé, en plus des délocalisations productives et du nouvel essor du commerce international, une nouvelle mondialisation financière.

7. Tout en contrant la contestation sociale, *ce qui se faisait dans un seul et même mouvement*. Il fallait briser la résistance ouvrière pour pouvoir rétablir le taux de survaleur, et il fallait rétablir le taux de survaleur pour pouvoir briser la résistance ouvrière. La valorisation est identiquement le but et le moyen de la domination du capital.

Le développement de ces circuits financiers a d'abord pour objet la possibilité, pour les capitaux, de se transporter partout sur la planète pour s'investir là où la valorisation sera possible. Mais il s'agit aussi de faire face aux besoins de monnaie que le surdéveloppement du commerce mondial impose. Ne l'oublions pas: la circulation de l'argent-signé, à l'origine, n'est possible qu'à l'intérieur de l'espace politique de l'État émetteur de cette monnaie. Le commerce mondial des débuts du capitalisme se faisait en or ou en monnaie convertible en or. Durant le xx^e siècle, le dollar, dont la convertibilité va progressivement s'effriter, devient la monnaie essentielle des règlements internationaux. Au cours des années 1970, il y a un double phénomène. D'un côté, il est définitivement admis que le dollar n'est plus convertible. D'un autre, la crise pousse à la restructuration, donc à la conquête de nouveaux eldorados capitalistes, les pays où la main-d'œuvre est moins chère. La financiarisation accrue est une réponse à cet état de fait. L'argent-signé, devenu argent-dette mondial après que le dollar eut ouvert la voie, permet de faire circuler les capitaux et d'opérer les règlements transnationaux nécessaires, tout en s'appuyant sur une valeur future que l'on anticipe grâce au rétablissement de l'extraction de la survaleur que rend possible la restructuration dont la financiarisation est justement le facteur. La boucle est bouclée: la finance mondiale est un instrument dont l'efficacité s'appuie sur les résultats qu'il va permettre d'obtenir.

LES DANGERS DE LA FINANCIARISATION – Le surdéveloppement des circuits financiers était l'instrument nécessaire à la restructuration de la fin des années 1970 et des années 1980, mais cette croissance hyperbolique de la finance a des effets sérieux sur le capitalisme actuel.

En principe, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents, une crise se manifeste par une destruction de capital constant (qui représente le travail mort d'autrefois) de manière à rétablir l'équilibre avec le capital variable (le travail vivant, celui qui peut créer la nouvelle valeur). Ainsi peut se relancer la course à l'accumulation

capitaliste après la restructuration, laquelle consiste à mobiliser de nouveaux secteurs, de nouveaux territoires, de nouveaux équilibres pour extraire de la survaleur. Cette destruction de capital constant a sans doute eu lieu durant la crise et la restructuration, au cours des années 1970 et 1980, puisque qu'il y eut, en Europe ou aux États-Unis, de nombreuses faillites, fermetures d'usines, abandons d'outils industriels, etc. Mais ce phénomène a-t-il eu lieu *dans des proportions suffisantes* ? Le développement de la finance a en effet fourni l'opportunité à des capitaux qui ne trouvaient plus à se valoriser dans la production de se réfugier dans les circuits financiers, au lieu de se perdre purement et simplement. Ce développement de la finance était alors absolument nécessaire pour intégrer au processus productif une partie des prolétaires des pays « sous-développés », et ainsi baisser la valeur de la force de travail et rétablir les profits. Mais en doublant le capital productif par un capital financier hypertrophié qui attend, lui aussi, sa rémunération, la restructuration s'est en quelque sorte rendue inachevable. La baisse de la valeur de la force de travail n'a pas été acquise une fois pour toute lors du cycle crise/restructuration : il faut qu'elle se poursuive continuellement. Le capital financier attend d'être payé en retour de l'effort qu'il fournit. Comme il permet sans cesse au capital productif de s'investir dans de nouveaux territoires, où on peut payer le prolétariat le moins possible, et extraire ainsi davantage de survaleur sous son mode absolu, l'équilibre dynamique de cette période est dans le déplacement incessant et accéléré, dans le monde entier, de l'investissement productif au meilleur coût. Le capital investi dans la production doit alors sans cesse payer sa dîme au capital qui circule dans la finance, car c'est ce dernier qui rend constamment possible la valorisation du premier dans le nouvel équilibre mondial. La finance a permis la restructuration, mais en retour elle a imposé celle-ci comme une composante permanente de la nouvelle manière d'extraire de la survaleur.

Cet état de fait a de nombreuses conséquences. En premier lieu, il signifie, concrètement, que dans les pays d'Europe de l'Ouest ou d'Amérique du Nord, les délocalisations, fermetures d'usines,

précarisation, baisse du salaire indirect par l'attaque des prestations sociales et en particulier de la retraite n'ont pas eu lieu que dans les années 1970 et 1980, au moment où il s'agissait de surmonter la crise, mais se sont poursuivies dans les années 1990 et 2000, alors que la croissance était de retour. Le phénomène des fermetures d'usines pourtant potentiellement rentables, mais pas suffisamment pour soutenir l'insatiable demande de rémunération de l'immense masse du capital financier, n'a pas cessé. En France par exemple, selon une estimation de l'Insee⁸, environ 95 000 emplois industriels auraient été perdus entre 1995 et 2001 du fait de délocalisations, alors que durant cette même période l'économie connaissait une phase de croissance importante⁹.

La politique de réduction du coût global de l'achat de travail s'est poursuivie sans discontinuer durant tout ce temps. En France, par exemple, la question de la réforme des retraites est revenue sur le devant de la scène en 1993, 1995, 2003, 2007 et 2010. À l'exception du plan Juppé de 1995, qui a dû être retiré face à l'ampleur de la révolte sociale, les autres réformes ont été adoptées. Elles visent à baisser la part du revenu qui va vers les retraités en augmentant le temps de cotisation nécessaire pour toucher une retraite à taux plein et en reculant l'âge de celle-ci. La baisse du coût global de la force de travail n'est évidemment pas obtenue que par la réforme des retraites, mais aussi par une foule d'autres réformes concernant les diverses prestations sociales et par le développement de la précarisation, de l'atomisation, et de la parcellisation du travail dont nous avons déjà parlé. Elle s'accompagne également de ces politiques « néolibérales » qui consistent à privatiser un grand nombre d'entreprises publiques pour trouver un débouché au capital financier mondial assoiffé de valorisation tout en réduisant leurs coûts.

Quand la crise financière de 2008 puis la crise de la dette souveraine de 2010 se sont annoncées, la restructuration, qui n'avait donc

8. *Délocalisations et réductions d'effectifs dans l'industrie française*, étude de l'Insee parue en juillet 2005.

9. 2,7 % de croissance annuelle du PIB en moyenne pour la période 1996-2000 et même 4 % au cours de l'an 2000, si on en croit la revue *Alternatives économiques* (hors-série N° 74, « Les chiffres de l'économie »).

jamais disparu, s'est tout simplement intensifiée. Naturellement, la situation n'est pas la même partout. Il y a des endroits où les plans de rigueur et la dégradation des rémunérations sont devenus très vite drastiques; Irlande, Islande, Espagne, Portugal, Grèce, Italie, dans une moindre mesure Royaume-Uni. Le traitement réservé, dans les années d'avant 2008, à certains pays périphériques – l'imposition brutale, par le FMI ou d'autres institutions internationales, d'une politique néolibérale de réduction du coût du travail – a soudain fait son apparition en Europe.

Dans d'autres pays européens, comme la France, l'austérité ne pointe son nez qu'avec prudence. On peut dire que la réforme des retraites de l'automne 2010 et la mobilisation qu'elle a suscitée se situent à la croisée des chemins: à la fois continuation de la restructuration d'avant la crise, dans la mesure où cette réforme est le prolongement des réformes des retraites antérieures, et nouvelle étape, plus intense, de celle-ci. Il s'agissait bien en effet, selon le rapport du Conseil d'orientation des retraites qui inspira la réforme proposée par le ministre Woerth, de faire face à la baisse attendue des cotisations après la crise financière de 2008. Et parmi les mesures prises à l'automne 2011 pour lutter contre le surendettement de la France figure en bonne place l'accélération de l'entrée en vigueur de la réforme.

Le développement de la finance n'a pas joué que pour rétablir, au stade de la production, la possibilité de l'extraction de la survalueur. Il a aussi servi à sa « réalisation », c'est-à-dire à ce que les marchandises une fois produites se vendent. C'est une des fonctions de l'endettement public, qui par l'intermédiaire des « plans de relance¹⁰ », ou des dépenses étatiques dans le domaine de l'armement¹¹, apporte un soutien à l'activité économique en général. Mais c'est aussi le recours massif au crédit privé dans les pays anglo-saxons (la France se montrant culturellement plus résistante à ce type d'endettement).

10. Pour surmonter la crise de 2008-2009, il y a eu des « plans de relance » en France, en Allemagne, aux États-Unis, au Japon, etc.

11. Un domaine de la dépense publique qu'affectionnent les présidents des États-Unis républicains, comme Reagan ou la famille Bush, qui auront contribué à l'augmentation de la dette publique des États-Unis dans des proportions inconnues jusqu'alors.

La consommation était ainsi maintenue malgré la baisse du salaire direct et indirect rendue nécessaire par la restructuration¹².

La finance, pour le capitalisme actuel, est à la fois solution et problème. La finance a permis de recycler les capitaux excédentaires tout en s'affranchissant des limites traditionnelles de l'argent-marchandise: elle a fourni un moyen de paiement mondial qui a rendu possible le rétablissement de l'extraction de survalueur tout en compensant la baisse mondiale du salaire par l'augmentation du crédit, de sorte que la dette crée à la fois la monnaie et les conditions de l'emploi de celle-ci. Mais en même temps la finance a inclus dans le cycle global du capital une immense masse de capitaux financiers assoiffés de rentabilité: ce qui, d'un côté, en poussant à la restructuration continue¹³, permet le maintien de la valorisation, mais qui d'un autre côté par son exigence même contient les germes d'un déséquilibre irrémédiable. La nécessité de la rentabilité financière immédiate conduit en effet souvent à sabrer les perspectives de développement à moyen ou long terme, qui sont pourtant essentielles pour le capital productif dont une part, en tant que « capital fixe », a nécessairement un cycle de rotation assez lent. Le système actuel doit donc faire face à l'exigence contradictoire de profit immédiat et d'investissement productif à long terme en quantité suffisante pour rendre vraisemblable la création future de

12. Autre exemple frappant: le recours au crédit par différents organismes d'assurance sociale. En France, l'Unedic, en décembre 2009, a emprunté 4 milliards d'euros, puis en février 2010, 2 milliards de plus sous la forme d'obligations émises sur le marché financier (M. LAZARATTO, *La Fabrique de l'homme endetté*, éd. Amsterdam, p. 16). C'est une manière de financer des exonérations de charges patronales (autrement dit, une baisse du salaire indirect) tout en maintenant certaines prestations, certes diminuées, mais moins que si on avait répercuté entièrement la baisse des charges. C'est une politique qui a de nombreux attendus: préserver la paix sociale, soutenir la consommation, trouver des débouchés aux capitaux financiers...

13. Restructuration qui est, ne l'oublions jamais, une composante essentielle de la guerre de classe menée par le capital contre le prolétariat. Nous avons parfaitement conscience du fait que, au cours de ces lignes, la restructuration apparaît surtout comme un phénomène économique: mais c'est parce que dans le capitalisme l'économie est la forme objectivée de l'existence du rapport de classes. La remise en cause du compromis fordiste et la baisse de la valeur de la force de travail sont une violence exercée par la classe dominante sur le prolétariat. Dans les faits, cette violence prend de multiples visages, parmi lesquels la violence de l'État (police, justice, prison) occupe, on s'en doute, une place centrale.

la quantité de survaleur nécessaire pour alimenter le système de la dette. La dette peut toujours être remboursée par une autre dette, mais à la condition qu'on puisse croire, sinon à un remboursement généralisé, au moins à la perpétuation, pour un certain temps encore, de cette martingale.

Ceux qui condamnent les dérives de la financiarisation dans le capitalisme contemporain¹⁴ n'ont donc pas tort de pointer un certain nombre de phénomènes: « pouvoir des banquiers », spéculation, titrisation, produits financiers complexes et « toxiques », dette publique et privée démesurée, capitalisme financier prédateur par rapport au capitalisme productif, etc. Mais leur erreur est toujours de voir ces éléments comme la cause des malheurs actuels de l'économie, sans comprendre pourquoi la financiarisation était une nécessité pour pallier la crise de la valorisation capitaliste dans les années 1970 et 1980. Bien entendu, cette cécité est en partie volontaire, et elle tient au fait que le capitalisme apparaît comme un horizon indépassable. On préfère donc voir dans la finance une sorte de dérive regrettable de ce mode de production, plutôt que de voir que c'est dans le capitalisme en tant que tel que se situe le problème. C'est aussi qu'analyser ce système pour ce qu'il est, c'est-à-dire une forme particulièrement complexe de domination socialement objectivée, revient nécessairement à prendre parti contre lui dans la guerre interne qui le traverse.

LA CRISE ACTUELLE – La cause immédiate de la crise financière a été le surendettement dans le domaine immobilier aux États-Unis: dans ce pays comme en Irlande ou ailleurs, le surendettement des consommateurs était une tentative de doper la consommation sans augmenter le salaire. Comme on vient de le voir, l'objectif était de maintenir la possibilité de réaliser la valeur et donc de poursuivre l'accumulation tout en laissant le travail nécessaire à un niveau acceptable pour continuer à extraire de la survaleur.

14. C'est-à-dire, depuis 2008, à peu près tout le monde, de l'extrême gauche à l'extrême droite.

À terme, un tel système ne peut que s'effondrer, puisqu'on ne pourra jamais accorder un revenu suffisant pour que cette dette globale soit remboursée, sous peine de faire baisser la survaleur en dessous des niveaux acceptables.

La dette des ménages, dette bancaire et dette « souveraine », c'est-à-dire d'État ou d'organismes proto-étatiques, ont partie liée. L'État américain s'est endetté pour sauver les banques qui avaient accordé des crédits immobiliers à des clients devenus insolvable. L'exemple de l'Islande est similaire, mais poussé à un niveau bien plus extrême car le garant de la dette souveraine n'y est plus le plus puissant de tous les États capitalistes mais le tout petit État d'un tout petit pays. Les banques privatisées en 2003 ont accordé aux jeunes couples islandais des crédits immobiliers pouvant aller jusqu'à 100 % du montant de l'achat. Lorsque la crise a emporté le système bancaire islandais, à l'automne 2008, il a fallu le nationaliser en catastrophe. Un rapport parlementaire, publié le 12 avril 2010, et appelé le *Rapport vérité* par les Islandais, montre que les propriétaires de ces banques ont parfois eu le temps de dissimuler leur argent à l'étranger avant la chute. Depuis, le pays a dû faire appel au FMI et le « niveau de vie a diminué environ de moitié », s'il faut en croire le journal *Le Monde* daté du 14 avril 2010. Mais quelle que soit la responsabilité des banquiers et des conservateurs au pouvoir en 2003 en Islande, il faut bien comprendre que celle-ci n'est pas la cause première de la chute du système bancaire, ni même de l'emballement du crédit. Sans doute y a-t-il des nuances suivant les pays et les situations. Les libéraux islandais ont été *particulièrement* imprudents et les banquiers islandais *particulièrement* goinfres, ce qui fait que les prolétaires islandais doivent être à présent *particulièrement* tondus par leurs autorités. Mais nous savons que l'exemple islandais n'est que la caricature d'une situation générale qui est elle-même provoquée par une nécessité structurelle de la valorisation.

Les nouvelles grandes puissances économiques émergentes comme l'Inde, la Chine, l'Indonésie, le Brésil sont quant à elles dans l'équilibre dynamique que leur croissance économique phénoménale

permet¹⁵. De plus en plus de prolétaires sont employés dans des entreprises qui produisent de plus en plus de marchandises, dont une partie s'écoule dans un marché intérieur que l'apparition d'une classe moyenne consommatrice crée. La hausse inévitable du travail nécessaire est plus que compensée par la multiplication de la masse de marchandises produites. Mais d'un autre côté, parce que la production et la distribution sont à présent d'emblée mondiales, ces pays ne peuvent connaître ce développement qu'en relation avec les pays déjà riches d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie. Or dans ceux-ci la hausse progressive du surtravail s'accompagne nécessairement d'une baisse de la capacité à consommer – baisse relative¹⁶, mais en tout cas baisse par rapport à ce qu'il faudrait de développement de la consommation pour soutenir la croissance mondiale. Nous avons vu que la dette avait servi à compenser en partie cette baisse de la capacité des pays les plus riches à consommer, mais la dette ne peut croître indéfiniment, comme cela est apparu clairement depuis 2008. C'est donc la sous-consommation qui guette l'économie mondiale dans la mesure où les marchés intérieurs des pays émergents ne paraissent pas pouvoir prendre le relais à court terme, et ne le pourront de toute façon un jour que si le taux de croissance actuelle de ces pays, dopé par les exportations, pouvait s'y maintenir suffisamment longtemps¹⁷.

Une des difficultés de la théorie des crises, c'est que les lois générales de la valorisation sont sans cesse masquées par les très fortes disparités que le capitalisme engendre. La contradiction

15. Croissance qui commence d'ailleurs à se tasser, à l'heure où ces lignes sont écrites (fin décembre 2011), très fortement pour le Brésil et dans des proportions un peu moindres mais bien sensibles en Chine et en Inde. À ce sujet, voir par exemple l'article intitulé « La crise de la zone euro affecte désormais les pays émergents », paru dans le journal *Le Monde* daté du 16 décembre 2011. Ainsi se trouve confirmée la thèse selon laquelle ces pays ne peuvent se passer de la consommation des zones européennes et nord-américaines pour leur développement.

16. La consommation a bien pu augmenter en valeur absolue: cela ne change rien au problème.

17. Le marché intérieur chinois, par exemple, est évalué à deux cents millions de consommateurs ayant des capacités d'achat comparables à celles des consommateurs des pays occidentaux. Mais si, ces dernières années, la part de la consommation intérieure chinoise par rapport au PIB a augmenté en valeur absolue, elle a diminué [suite page 139]

la plus générale du rapport social capitaliste, qui n'est autre que l'opposition entre l'impérative baisse du travail nécessaire pour extraire la survaleur et sa tout aussi impérative hausse pour la réaliser, ne peut se comprendre que si on considère le capitalisme dans sa globalité. Mais, comme le fait remarquer Marx, pour un capitaliste particulier il n'y a pas nécessairement de contradiction: il est de l'intérêt de ce capitaliste que ses propres travailleurs reçoivent le plus bas salaire possible mais que les travailleurs employés par les autres capitalistes reçoivent le plus haut salaire possible. Comme nous l'avons vu, le fordisme, c'est-à-dire l'augmentation globale de la rémunération prolétaire, ne fonctionne qu'à la condition d'une croissance démentielle qui finit toujours, avec la hausse du capital constant, par s'asphyxier elle-même¹⁸. Mais il est encore possible de faire des affaires en période de récession, du moment que ce sont les autres qui paient les moyens par lesquels la survaleur circule. La contradiction prend alors la forme de la concurrence: certains capitaux réussissent, quand d'autres périssent. Certaines zones s'en sortent, quand d'autres s'enfoncent. Certains pays se développent, d'autres stagnent ou déclinent. Ce qui est le moteur de l'impuissance globale du capital est en même temps celui de sa réussite locale. Les réflexions les plus générales sur la valeur et sa circulation doivent donc toujours être replacées à leur niveau. La valorisation est la dynamique centrale de ce monde: mais celle-ci n'existe qu'à travers la multiplication infinie de situations particulières, et son déploiement dans l'espace comme dans le temps ne peut s'appréhender qu'à travers elles. La Chine, l'Inde ou le Brésil peuvent donc donner le sentiment de tirer leur épingle du jeu dans un monde capitaliste

en valeur relative. Autrement dit, ce sont bien toujours les exportations qui tirent la croissance chinoise. Le problème des consommateurs en Chine est que de nombreuses dépenses liées à la santé, au vieillissement, etc., ne sont pas prises en charge par l'État, réduisant d'autant leur capacité consommatrice. Mais l'État ne peut pas se permettre de donner une protection efficace à tous puisqu'il s'agit aussi de laisser dans un certain état de misère des centaines de millions d'ouvriers et de paysans. On ne peut pas augmenter le coût de la reproduction des basses couches prolétariennes chinoises sans mettre en danger le taux d'extraction de survaleur.

18. Sans compter les dégâts commis à la nature, l'héritage que ce mode de production laissera de toute façon à l'humanité future.

globalement en crise: mais la récente « réussite » macro-économique de ces pays n'est qu'un aspect de la crise globale.

Les causes du blocage sont donc en place: mais elles l'étaient dès l'origine, puisque tout rétablissement de l'équilibre, dans le capitalisme, est identiquement la cause du prochain déséquilibre. Il est évident que les difficultés de la valorisation, qui sont constantes, se manifestent par des à-coups successifs, et que seuls certains d'entre eux évoluent en crise majeure, lorsqu'un seuil est atteint. Dans un, dix ou vingt ans, l'équilibre dynamique de l'accumulation sera définitivement périmé comme l'ont été les modèles antérieurs. Il reste à savoir si la crise de 2008 était un coup de semonce ou la première étape de l'éclatement de la crise systémique qui vient. La réponse à ce genre de question n'est jamais connue que *post festum*, mais on peut émettre une hypothèse: la crise actuelle a toutes les apparences d'une crise profonde.

Nous avons suffisamment insisté sur le fait que cette crise possède un caractère tout à fait nouveau par rapport aux crises précédentes de 1929 et 1973: c'est l'extrême fragilité du système monétaire, lié au développement de la finance, qui fait qu'on peut formuler l'hypothèse que le blocage induit par la crise de valorisation peut se traduire par un effondrement de la monnaie. Dans un pays comme la France, c'est quelque chose qui n'est véritablement plus arrivé depuis plus de deux cents ans, même s'il y a eu des périodes de forte inflation dans les années 1920 et 1970. Mais la crise de la dette publique grecque en 2010, qui est devenue très rapidement la crise de tous les pays européens, et pas seulement les plus fragiles, nous prouve à quel point cette confiance est devenue limitée.

Face à la crise, c'est l'État qui est en première ligne. Il est d'abord l'instrument de la gestion de l'antagonisme dans la société, puisqu'en tant que concentré de la violence institutionnelle son rôle est de maintenir l'ordre social tel qu'il est. C'est pour cela qu'il est doté d'une police, d'une justice, de prisons et de lois. Mais son rôle est loin d'être limité à cela. L'État est aussi, comme nous l'avons vu, le garant de la dette souveraine, et cela pour les mêmes raisons qui font de lui le garant de l'ordre: parce qu'il dispose du monopole

de la force. La garantie de la dette est actuellement l'équivalent de la garantie de la valeur. Mais l'État ne garantit pas que la valeur de l'argent. Il participe aussi directement à la création de valeur, d'une part par certains de ses investissements propres, par exemple dans les secteurs militaire ou spatial, d'autre part par son rôle de direction et de coordination économique. Il est très vraisemblable que l'actuel raidissement de la répression, visible dans tous les grands États capitalistes avec le développement de la vidéosurveillance, de la biométrie, du fichage, des lois et états d'exception est directement lié à la volonté de rehausser le temps de surtravail. Lorsque le compromis des années d'avant la crise pétrolière, qui permettait de donner davantage au prolétariat, est remis en cause et que le chômage augmente, la nécessité de la police se fait plus pressante. La hausse massive de la délinquance date de ces années de crise, c'est-à-dire des années 1970. La reprise en main, par le pouvoir étatique, du prolétariat indocile remonte aux années 1990. Depuis, le début du XXI^e siècle ressemble à une course vers la répression toujours plus féroce, au point que même certains démocrates commencent à s'inquiéter de l'arrivée de « Big Brother » en Angleterre, le pays d'Orwell. On n'oubliera pas que l'Angleterre a pris, depuis les débuts du capitalisme, l'habitude de montrer la voie aux autres puissances.

LA VALEUR EST UN ACTE DE VIOLENCE SOCIALE

I've labored long and hard for bread
For honor and for riches,
But on my corns too long you've tread
You fine-haired sons of...

BLACK BART THE PO-8¹.

LE SUJET AUTOMATE – À voir les hommes ainsi dominés par leurs propres productions, il est tentant de les exonérer de la responsabilité d'un tel système, ou au contraire de les en considérer comme tous également responsables, ce qui revient au même. Mais que le système capitaliste impose à tous ses lois d'airains ne signifie pas pour autant que chacun y est logé à la même enseigne. C'est une erreur de croire que le maître doit être le détenteur d'une puissance infinie, sinon il n'est pas vraiment maître, et que l'esclave doit être absolument soumis, sinon il n'est pas totalement esclave. Un dominant a toujours été lui-même dominé par le principe de sa domination. Ce qui fait que le capitaliste est capitaliste, l'existence même du mode de production capitaliste, il n'est pas du pouvoir du capitaliste de le changer. Les évolutions du capitalisme ne sont pas le simple effet des décisions des capitalistes, qui pourraient orienter l'économie à leur guise: ce qui n'est pas contradictoire avec le fait que le cours du capitalisme s'accompagne des innombrables décisions prises individuellement et même collectivement par des capitalistes. Ni les capitalistes ni les prolétaires ne sont libres de modifier cela même qui les fait exister en tant que capitalistes ou

1. «J'ai travaillé dur pour du pain,
pour mon honneur, et pour les riches,
vous m'avez trop brisé les miches
vous, les jolis fils de putains.»
Black Bart, poète et détrousseur de diligences.

prolétaires². Mais tous ne sont pas pour autant dans un rapport identique à ce système, puisque les uns sont produits en tant que dominants et les autres en tant que dominés: ils sont produits les uns comme les autres par le même système mais ce système ne les produit pas identiques³. Le rapport social qui lie la classe capitaliste au prolétariat est un rapport d'exploitation.

On peut donc, sans doute, voir dans le processus de valorisation ce que certains théoriciens⁴, s'inspirant de la pensée de Marx⁵, ont appelé un « sujet automate ». Cette expression signifie simplement que les contraintes de la circulation de valeur, dans le capitalisme, sont centrales. Elles ne peuvent être ignorées ou combattues par les capitalistes, qui n'ont d'autre choix que de s'y conformer. Les capitalistes ne sont capitalistes que dans la mesure où ils pensent et agissent dans les limites de ce que la valorisation impose. Ce n'est pas le capitaliste qui crée la valorisation, c'est la valorisation qui crée le capitaliste: cela n'empêche évidemment pas le capitaliste d'être doué de volonté et d'agir en conscience, et ce tout simplement parce que, en tant que capitaliste, la circulation de valeur est ce qui lui permet de se trouver dans une position socialement avantageuse. Il ne faut pas oublier que, dans l'idéologie dominante, la valorisation n'est jamais présentée comme la marque d'un rapport social déterminé mais comme l'expression de lois économiques naturelles et transhistoriques. Dès lors, si de nombreux débats peuvent diviser les capitalistes sur nombre de points de détails politiques ou sociaux, ils partagent l'essentiel, qui est que la loi de la valeur, étant une loi naturelle, ne peut tout simplement pas être transgressée, et qu'il convient donc que toutes les décisions que l'on peut prendre s'y

2. Même en cas de révolution... La révolution n'est pas une modification du rapport social capitaliste, mais son abolition.

3. On ne doit pas s'étonner de voir le terme de « production » employé, à la suite de Marx, dans ce sens. Un mode de production se définit tout autant par ce qu'il produit comme formes sociales que par ce qu'il produit matériellement, les deux productions étant de toute manière indissociables.

4. M. POSTONE, *Temps, travail et domination sociale*, éd. Mille et une nuits pour la traduction française.

5. Des formules saisissantes sur la valeur devenue « sujet » se trouvent par exemple dans le chapitre IV du livre I du *Capital*.

conformement d'une manière ou d'une autre. C'est cette idéologie qui accompagne tous leurs choix et leur permet ainsi d'agir toujours dans le sens qui conservera les bases de leur statut social. Il ne faut pas non plus ignorer que dans le cadre hiérarchique de l'entreprise il n'y a pas que des capitalistes, loin de là, qui se font les agents des impératifs de la valeur: bien des cadres subalternes et employés deviennent eux aussi, à un moment ou à un autre de leur carrière, une sorte d'incarnation des lois du capital lorsqu'ils intériorisent les exigences du travail, de la productivité, du management et qu'ainsi ils s'emploient activement à ce que leurs propres subordonnés les servent. C'est ainsi l'ensemble de la société qui se soumet plus ou moins consciemment à la contrainte de la valeur.

La valeur est donc bien un sujet automate si on la considère du point de vue de son fonctionnement formel: cela n'est nullement contradictoire avec le fait de comprendre le capitalisme comme rapport entre des êtres humains qui agissent toujours en étant doués de volonté et de conscience, quand bien même cette volonté et cette conscience ne peuvent, au-delà de leur diversité et hétérogénéité apparentes, qu'être une traduction des contraintes de la structure sociale. Il est parfaitement possible à un quelconque capitaliste de penser tout et son contraire, et d'orienter son action n'importe comment, quitte à se ruiner; un autre le remplacera qui, se conformant plus exactement aux impératifs de la valorisation, supplantera le précédent. La *bataille économique* livrée à cause de la *concurrence* est l'idéologie sous laquelle le capitaliste appréhende, pour lui comme pour les salariés qu'il exploite, la nécessité de la soumission généralisée à la loi de valeur.

ARGENT, CLASSES, SOUVERAINETÉ – Le capitalisme aimerait cacher son inégalité foncière dans la complexité infinie de son fonctionnement comme dans sa tendance idéologique à se présenter comme un système fondé sur des lois naturelles. Mais c'est l'exubérance de l'argent qui est la marque indélébile de ce qu'il est: le successeur de toutes les tyrannies qui l'ont précédé au cours des siècles. En effet, que la valeur soit elle-même l'instrument de la domination, voilà qui

n'existe que depuis l'émergence du mode de production capitaliste. Mais, en tant que forme sociale, la valeur est née bien avant le capitalisme et elle a toujours été une expression de l'inégalité sociale.

La valeur et son représentant historique et plénipotentiaire, l'argent, sont en effet intimement liés aux sociétés de classes, c'est-à-dire à ces sociétés qui, apparues pour certaines d'entre elles dès le néolithique, se sont divisées en castes attachées chacune à une fonction particulière: prêtres, guerriers, paysans, etc. La division des tâches a été le moteur d'une inégalité intrinsèque à ces sociétés. La caste princière et guerrière s'est détournée des activités spécifiquement productives, assumées par les paysans et les artisans. La société de classes est une société inégalitaire où le surplus de l'activité d'une partie de ses membres est consommé par une autre partie, qui pour cela maintient la première sous sa domination.

Dans les premières sociétés de classes, l'argent et la valeur ne sont pas à l'origine de la puissance, ils en sont la conséquence. La richesse provient de l'activité des classes inférieures qui, maintenues directement sous le joug des classes supérieures, fournissent à celles-ci tout ce qui leur est nécessaire. Il faut en revenir ici à l'article de Marcel Mauss sur les origines de la notion de monnaie et à ses explications concernant le signe de valeur. Le talisman monétaire est une affirmation de la force magique et un mode de paiement des dettes symboliques entre membres de la communauté ou entre la communauté et les dieux. Quand émerge la société de classes, la parure monétaire se fait expression de la puissance sociale spécifique à ces sociétés. Le trésor, c'est-à-dire l'amas d'un nombre important de ces signes, devient la matérialisation de ce rapport de domination. C'est ce qu'est demeuré, à travers les siècles, le trésor, et son compagnon de toujours, l'avare. L'avare n'aime pas l'argent pour l'argent. Ce dont l'avare est amoureux, c'est de la puissance potentielle que le trésor renferme: et même si l'avare se prive pour amasser le trésor, il jouit de son pouvoir symbolique.

La première multiplication de l'échange marchand à un niveau quantitatif suffisant pour qu'émerge le besoin d'un équivalent universel est à lier à la puissance sociale disponible pour créer une

source de surplus constant et régulier à échanger. Or ce surplus tient à l'irruption de la puissance souveraine, à l'érection, au-dessus de la classe des individus ordinaires, de la caste des princes et des aristocrates. C'est l'organisation de la cité en catégories à l'activité spécialisée qui est à la fois l'effet et la cause du surplus disponible, dont une partie, non directement consommée, est désormais échangeable. Cette organisation est d'emblée inégalitaire. D'un côté la production repose en grande partie sur le travail servile. De l'autre côté partout les royautes et les aristocraties se créent. Entre les deux, avec une grande diversité suivant les lieux et les époques, on trouve une série plus ou moins vaste de classes voire de peuples intermédiaires⁶, parmi lesquels se trouvent les premiers spécialistes de l'échange, les premiers commerçants. À l'image pacifiée d'échanges qui se développent entre de petites communautés autonomes et qui se complètent harmonieusement, il nous faut substituer celle, plus réaliste, d'un échange subordonné à un préalable sanglant et dominateur, celui de l'extorsion par le fer et la terreur du surplus à échanger.

Dès lors, le métal précieux, déjà symbole de la puissance sociale et moyen de paiement symbolique, peut se répandre comme mode de règlement dans les échanges qui naissent. On a beaucoup insisté sur les qualités qui font du métal précieux un candidat idéal pour devenir la marchandise équivalent universel et former ainsi le premier support de la monnaie: inaltérable, facilement divisible en fonction de son poids, malléable, etc. On en oublie un peu trop facilement la dimension symbolique, pourtant peut-être pas la plus négligeable. Ce qui se joue avec la généralisation de la monnaie, c'est aussi l'essor de l'image de la puissance. Avec l'apparition des premiers États antiques, les monnaies ont aussi partie liée à l'affirmation de la souveraineté. Si la valeur de l'or ou de l'argent tient seulement à leur statut de marchandise, il n'y a nul besoin que ces métaux soient frappés. Il s'agit tout au plus d'une commodité pour en estimer le poids; et encore, c'est une commodité dangereuse, car on sait que

6. Ainsi les Phéniciens qui, dans l'Antiquité, ont fondé un empire maritime et commerçant.

les manipulations privées ou publiques sur le poids sont courantes, et le commerçant avisé n'a confiance qu'en la balance qui ne le quitte jamais. Pourtant, c'est un fait que dès l'origine les monnaies se parent de l'effigie des rois ou des princes. Ne voit-on pas que, de cette manière, l'argent et la puissance souveraine nous font sentir à quel point ils reposent sur le socle commun de la violence sociale ? Les différentes aristocraties aimaient les trésors et l'entassement des richesses et comprenaient les dépenses, y compris les dépenses somptuaires, comme le prolongement nécessaire de l'expression de leur pouvoir dominateur.

La valeur est en soi la marque de l'exploitation, que cette exploitation soit antérieure à la mise en circulation des marchandises comme c'est le cas dans le monde antique ou médiéval, ou qu'elle soit intégrée au cours même de la circulation comme c'est le cas dans le capitalisme en tant que mode de production. Cependant, dans les modes de production antérieurs, la sujétion au maître, au seigneur, au noble, était une chose évidente et personnelle. Chacun, de par sa naissance, connaissait sa place dans la société. Le trésor et le luxe étaient des symboles de cette domination, qui tenaient leur place parmi d'autres mais n'en formaient pas l'origine. Le seigneur possédait un trésor parce qu'il avait un droit de sujétion sur les paysans qui travaillaient sur ses terres, et tirait sa richesse de l'exploitation de ce travail. Le trésor était l'effet de sa puissance, et non sa source, même si, bien entendu, l'or pouvait servir en retour à renforcer celle-ci.

Dans le mode de production capitaliste, les liens personnels de la domination, ceux du maître sur son esclave, ceux du seigneur sur son serf, ont disparu. Chacun, et c'est là la réelle différence avec l'Ancien Régime, est un sujet de droit comme un autre. Chacun, formellement, échange librement son travail contre des marchandises. Pourtant, puisque l'argent existe toujours, c'est bien la preuve, irréfutable, que c'est aussi le cas de l'exploitation. L'existence de l'argent suppose l'inégalité de sa répartition. Une égalité effective rendrait précisément l'argent sans objet: si l'égalité était posée d'emblée dans le processus collectif de création de la richesse

commune⁷ alors c'est la nécessité même de l'argent qui disparaîtrait immédiatement.

Parce que l'exploitation s'est déplacée au cœur même de la circulation de la valeur, les liens de domination que toute exploitation d'un groupe humain par un autre supposent sont en partie masqués. Pourtant, l'exubérance de l'argent est la marque visible et impossible à cacher de la perpétuation de ces liens. Tant que l'argent et la valeur existeront sous quelque forme que ce soit, nous vivrons toujours dans une société de classes.

L'INDIVIDU DU CAPITAL – Pourtant, l'existence même des classes n'apparaît plus, depuis quelques années, comme une évidence dans les pays européens, nord-américains ou au Japon, et il est parfois tentant de ne voir de prolétariat que là où il est encore en grande partie dans les conditions d'exploitation qui étaient celles de la classe ouvrière au XIX^e siècle, c'est-à-dire dans des pays comme l'Inde ou la Chine. Cette vision, qui imagine les populations des pays occidentaux comme une sorte de gigantesque classe moyenne, ni tout à fait riche, ni tout à fait pauvre, est largement fautive. Le rapport social commande toujours ici comme ailleurs l'implication réciproque de deux classes antagonistes: la classe capitaliste, héritière de la bourgeoisie historique, et le prolétariat.

On a souvent tendance à voir les classes sociales comme des ensembles au sein desquels on pourrait ranger les individus, un peu à la manière de l'entomologiste qui classe les insectes en fonction du nombre de leurs pattes ou de la forme de leurs ailes. Une telle approche, tout à fait empirique, est celle du sociologue. On peut sans aucun doute assigner une place à chacun d'entre nous en fonction d'une foule de critères toujours plus étendus: les revenus, le capital culturel, les relations, l'éducation, les goûts et habitudes

7. C'est le processus de création de la richesse qui détermine le contenu même de ce qui est créé. La marchandise n'est pas qu'une forme: elle est aussi un contenu. La richesse produite autrement que par le mode de production capitaliste, par exemple, dans un processus communiste véritable, ne serait pas une richesse à l'image de celle qu'on connaît aujourd'hui. La manière dont on produit détermine ce que l'on produit dans sa forme comme dans ses buts. L'utilité est un construit social.

de consommation... Pour autant, une telle classification ne livre jamais la clé de l'essentiel, car elle part du présupposé que chacun existerait d'abord en soi, en tant qu'individu isolé et suffisant à lui-même, et ensuite seulement en tant que membre de telle ou telle couche sociale. C'est ignorer que l'individu n'est pas la brique élémentaire sur laquelle se construit la société mais bien au contraire le produit de celle-ci. Le mode d'être individuel n'est pas l'origine, mais l'aboutissement du processus social. L'individu tel qu'il existe dans la société du capital est en bout de chaîne: il est produit en tant que cet individu par les rapports sociaux capitalistes qui lui préexistent et le forment. C'est une vision façonnée par la prégnance de la réalité sociale actuelle qui voit l'individu comme le point de départ de la société et non comme son point d'aboutissement. Et, à l'inverse, ce n'est que par un effort d'abstraction particulière, qui relativise l'expérience quotidienne en la replaçant dans sa continuité historique, que l'on peut comprendre que ce qu'est l'individu dans la société du capital n'est pas l'expression de la nature humaine mais de la nature du rapport social dominant.

Pour bien comprendre ce point essentiel, il faut se souvenir que l'humanoïde a été social avant d'être humain: l'homme ne descend pas du singe mais d'une bande de singes, et les relations intersimiesques ont formé ce qui produit les hommes aujourd'hui encore, c'est-à-dire les relations interhumaines. L'idée d'un homme dans l'état de nature, avant la société, est un non-sens. C'est une évolution collective qui a créé l'humanité, et la crée encore en continu, à tel point qu'il n'y a aucune réalité, biologique ou sociale, définitivement fixée qui s'appellerait un « être humain » et à laquelle on pourrait rattacher des valeurs intangibles. L'humanité n'a pas fini de se produire, et l'évolution des formes communes sous lesquelles elle se fait exister et qui la modèlent est son histoire. Le terme, provisoire, de cette histoire est le capitalisme: l'individu qui existe dans la société du capital n'est pas l'individu naturel, mais l'individu social de notre époque.

On a beaucoup glosé sur certains aspects de la vie moderne: déshumanisation, indifférence des uns à l'égard des autres, perte de

solidarité... Tous ces phénomènes sont sans doute à nuancer et à chaque fois à replacer dans un contexte local, national ou culturel: toutefois, l'essentiel est la dynamique que l'on peut y voir, et qui est celle de l'atomisation comme produit de « l'individualisme ». Cet individualisme est la marque d'un type particulier du rapport entre individu et collectif propre au capitalisme, qui repose sur une apparente opposition entre « individu » et « collectif », l'un et l'autre étant conçus dans leur différence substantielle. Suivant les cas, on pourra trouver que la balance penche trop d'un côté ou de l'autre: si c'est du côté de l'individu, on regrettera que cela se fasse au détriment des solidarités sociales (c'est l'individualisme occidental si souvent décrié: les petits vieux qui n'ont plus à qui parler, les gens qui ne se disent pas bonjour dans le métro...) tandis que si la balance penche du côté du collectif on trouvera que c'est au détriment des individus (ainsi dans le « collectivisme », l'idéologie officielle des États staliniens, qui brime les droits de l'individu). Mais ces deux cas sont l'un et l'autre une expression *de la même réalité capitaliste*⁸: l'apparente séparation entre individu et collectivité.

Le premier de ces termes n'existe pourtant que comme l'expression d'un rapport particulier au second. L'individualisme capitaliste est donc en un sens une illusion mais, comme illusion sociale, il possède évidemment une certaine réalité, en ce qu'il est la traduction du fonctionnement réel du rapport social capitaliste. Ce qui fait croire, dans la société contemporaine, que l'individu existe par lui-même, c'est le fait que le capitalisme donne aux rapports entre les êtres humains l'apparence de rapports entre des choses. L'objet social (valeur, argent, classe) est une médiation entre l'individu et la société qui permet d'entretenir l'illusion de l'indépendance du premier par rapport au second. L'individu qui entre en relation avec la totalité sociale par le biais de l'argent peut facilement avoir l'illusion de n'entretenir de rapport qu'avec l'argent lui-même. La richesse et la puissance sociale semblent provenir de la médiation

8. Rappelons que le régime soviétique n'est pas un dépassement du capitalisme mais sa récréation sur la base du capitalisme d'État. Le collectivisme de type stalinien n'est donc rien d'autre *qu'une des formes possibles de l'individualisme capitaliste*.

elle-même et non de ce dont elle est médiation, à savoir des rapports sociaux inégalitaires. Et ce qui est vrai pour l'argent le devient aussi en partie pour la classe, du moins dans les pays occidentaux depuis la dernière crise et restructuration, ce qui n'est pas sans susciter certaines interrogations.

EVOLUTION RÉCENTE DU PROLÉTARIAT DANS LES PAYS LES PLUS RICHES – Une question se pose en effet quand on analyse la société du capital. D'un côté elle est, comme les sociétés qui l'ont précédée et dont elle est la fille, une société de classes. De l'autre, elle produit l'individu comme justement ce qui n'est pas apparemment lié aux autres individus par ces solidarités, ces liens objectifs et subjectifs, ce destin commun qui est pourtant la marque la plus visible et la plus évidente des classes.

Du côté de la bourgeoisie, ce paradoxe a été d'emblée résolu. Dans les premiers temps du capitalisme industriel, l'individu du capital était essentiellement l'individu bourgeois: il était alors comme il est toujours aujourd'hui, c'est-à-dire à la fois poursuivant ses buts égoïstes et personnels et en même temps capable de se comprendre lui-même comme le membre d'un ensemble plus vaste auquel il se rattache essentiellement et au sein duquel il lui faut être capable d'agir de manière coordonnée avec ses pairs⁹.

Du côté du prolétariat, à l'inverse, la classe a d'abord été créée comme une sorte de tout assez indifférencié, qui a fait naître très tôt une identité de classe, au point que la principale caractéristique de cette classe – de n'être rien d'autre qu'une classe du capital – semblait disparaître aux yeux du mouvement ouvrier. Alors, on pouvait encore définir la classe ouvrière comme « une situation commune, des intérêts communs » à une masse d'ouvriers¹⁰. Mais dans les pays

9. La manière dont la bourgeoisie sait se faire exister comme classe, dotée de caractéristiques et d'intérêts communs, tout en maintenant un certain état de concurrence entre ses membres a été l'objet de nombreuses approches historiques et sociologiques. Entre autres, M. GAMA, *Rencontres au sommet*, éd. L'Altiplano, ou encore M. PINÇON-CHARLOT et M. PINÇON, *Les Ghetto du gotha: comment la bourgeoisie défend ses espaces*, éd. Payot.

10. K. Marx, *Misère de la philosophie*.

où avait été mis en œuvre le compromis fordiste, et qui viennent de faire face à trois décennies de restructuration, c'est ce commun-là aussi que l'évolution du capitalisme parcellise à présent. L'identité ouvrière s'estompe parce que le paradigme de la société capitaliste, la société en tant que collection d'individus, produit ses effets au cœur même de la masse prolétaire.

Ce n'est pas la première fois que nous rencontrons une telle évolution paradoxale des formes sociales, dont l'effet premier peut être quasiment l'inverse de celui qu'il produira à terme. Le prolétariat est d'abord produit, en tant que classe, précisément dans un mouvement qui va vers la négation de toute individualisation: rien n'est plus interchangeable qu'un ouvrier qui travaille à la chaîne. Même les compétences techniques, nécessaires à de nombreux prolétaires pour faire fonctionner la production capitaliste, ne sont pas la marque d'une quelconque spécificité, car elles sont standardisées: un technicien peut toujours être remplacé par un autre technicien, et surtout ce n'est pas la compétence en soi qui est essentielle mais son emploi possible dans le sens de la valorisation. C'est donc de manière très idéologique, mais ce qui ne signifie nullement de manière artificielle, que l'individualisation gagne le secteur de la production des marchandises dans les pays occidentaux. Le phénomène débute avec l'encadrement, qui est très tôt sommé de *mettre en scène* ses performances et caractéristiques individuelles au sein de l'entreprise, que ce soit d'abord à l'embauche puis, à travers le *management*, tout au long de sa vie professionnelle. Que le cadre épanoui soit avant tout le cadre formaté suivant les désirs de sa hiérarchie ne contredit pas le processus d'individualisation capitaliste qui, rappelons-le, consiste à considérer comme le propre de chacun ce qui est justement commun à tous, ou pour le dire autrement, à faire s'approprier par chacun (jusqu'à ce qu'il le voie comme une part de lui-même) ce qui est une caractéristique de la totalité. Petit à petit, ce type de *management* s'étend à tous les salariés: chacun est alors pourvu d'un statut aussi spécifique que possible, et dont on essaie de faire croire qu'il est en phase avec les différents stades de son évolution personnelle. Il y aura donc dix statuts et

dix contrats de travail différents dans le même atelier, de manière à ce que chacune de ces dix situations apparaisse comme différente de celle du voisin. Fini l'emploi à vie: on se forme en continu, on accumule les stages et les expériences, on a des «compétences» qu'on peut faire valoir devant un employeur ou un coach de Pôle emploi. Les figures types deviennent celles du précaire, qui passe d'un boulot à un autre et peut même choisir ce type de contrat de travail parce qu'il lui permet de mener à bien ses projets personnels, puis celle encore plus aboutie de l'auto-entrepreneur, qui doit d'abord faire son auto-publicité avant de pouvoir vendre sa force de travail.

Ce phénomène va au-delà de ce qu'on pourrait appeler une «individualisation», c'est-à-dire l'attribution, à un individu déjà existant, d'une situation particulière. Conformément à ce que nous avons exposé précédemment sur le caractère historique et social du rapport entre individu et collectif, nous devrions plutôt parler de processus «d'individuation», c'est-à-dire de la création, par la société capitaliste, d'un contenu particulier au concept d'individu. On peut donc dire qu'après avoir d'abord touché en priorité la bourgeoisie, l'individuation proprement capitaliste est à l'œuvre dans une partie du prolétariat contemporain.

L'individuation dont il est question ici doit se comprendre comme un phénomène dynamique et qui englobe plusieurs dimensions. Elle est d'abord, et nous l'avons dit, conforme au principe même du rapport social capitaliste, qui présuppose un travailleur libre qui vend sa force de travail individuellement à un capital donné. Le fait qu'elle ait pu mettre plus de deux cents ans à devenir réalité ne contredit pas qu'elle soit une présupposition logique de cette forme, exactement comme la monnaie qui est née avant la valeur d'échange et est pourtant devenue la forme d'existence obligée de celle-ci. Ensuite, la flexibilité du travail, qui conduit à la division du prolétariat en segments de plus en plus restreints, est une nécessité du rétablissement de l'extraction de survaleur après la crise des années 1970. Enfin, et c'est directement lié au point précédent, la segmentation de la condition prolétaire en autant de statut individualisés, au point que les camarades d'atelier n'ont

plus les mêmes intérêts immédiats parce qu'ils n'ont plus le même employeur, est une tactique de division qui permet de limiter autant que possible les luttes et la combativité prolétariennes. Aucune de ces trois dimensions ne doit être considérée par elle-même comme une cause à part entière de ces évolutions récentes du processus d'individuation: il faut bien plutôt voir que le processus se nourrit de ces trois aspects à parts égales, les deux derniers permettant à la forme sociale de réaliser le potentiel qu'elle possédait dès son origine.

Cet aspect des choses ne touche véritablement pour le moment que les pays qui ont été les premiers à s'engouffrer dans la révolution industrielle, et qui ont vécu le compromis fordiste de la seconde moitié du xx^e siècle. À l'autre bout de l'échelle, on trouve, dans les grands pays de main-d'œuvre, un encadrement du prolétariat très classique. Ainsi, en Chine, à Longhua au nord de Shenzhen, le complexe industriel de Foxconn, une des plus grandes usines du monde avec trois cent mille employés, est-il régi sur un mode de discipline collective qui ne laisse guère de place à l'individu consommateur de la société du capital: dortoirs de 8 à 12 occupants, services fournis par la direction de l'entreprise, salariés parfaitement interchangeables et donc embauchables ou licenciés sans délai.

La conséquence, c'est la disparition de *la visibilité* du prolétariat dans les pays occidentaux. L'individuation ne touche pas identiquement la classe capitaliste et le prolétariat. Pour la bourgeoisie, ce processus est conforme à sa manière de dominer: domination collective mais jouissance individuelle des produits de cette domination. Le prolétariat, lui, est le pôle exploité: son individuation est donc plutôt la traduction de son impuissance. Des prolétaires convaincus de n'avoir que des intérêts personnels à défendre et dont les intérêts communs demeurent masqués à leur propres yeux sont perdants d'avance dans le capitalisme.

PERSISTANCE DE LA SOCIÉTÉ DE CLASSES – Pourtant, même à travers l'individuation, l'appartenance de classe demeure: mais l'individuation est justement ce processus qui masque le commun pour en faire, en apparence, un appendice de l'individu. Chaque

individu produit comme individu est donc immédiatement pourvu des parts spécifiques de la puissance sociale qui l'assignent de fait à une catégorie de la production et de la consommation, où il a, dans les deux cas, un rôle à jouer. Pour le dire plus simplement, chaque individu de la société du capital a accès à un certain niveau de revenus et ce niveau est ce qui, sous la forme individuée de la possession, forme la trace de sa position réelle dans le rapport social global et le pousse à jouer le rôle requis par cette position.

Pas plus que la société n'est une collection d'individus « êtres humains », pas plus la classe n'est-elle une collection d'individus « bourgeois » ou d'individus « prolétaires ». Au sens strict, l'individu bourgeois n'existe pas et l'individu prolétaire non plus. La classe capitaliste n'est pas la somme de tous les capitalistes et la classe prolétaire n'est pas la somme de tous les prolétaires. Prolétariat et bourgeoisie sont des réalités collectives de la société du capital qui produit en même temps des individus dont on peut certes trouver, dans les caractéristiques de leur individuation, la trace de la dynamique qui structure cette société (les rapports de classes), mais qu'on aurait tort de confondre avec les fondements de cette dynamique. C'est pourquoi si on se place du point de vue des réalités individuelles on peut certes observer une société inégalitaire mais on n'y retrouvera pas la dynamique du rapport d'implication réciproque entre les classes qui sont des réalités collectives pré-individuantes de la société du capital. Au contraire, on y observera des strates qui se multiplient à l'infini. Ces strates sont importantes parce qu'elles sont ce à travers quoi l'individu se meut, mais elles sont au même niveau que l'individu, c'est-à-dire le produit du rapport de classes, et non ce rapport lui-même. C'est pourquoi on peut faire une description minutieuse de ces strates et de la manière dont elles se combinent et se chevauchent et passer totalement à côté de la dynamique globale de la société. Les études sociologiques, qui nous apprennent sans doute quelque chose sur le monde actuel, n'en resteront pas moins un pinaillage stérile ou une science au service du pouvoir si elles ne sont pas remises dans la perspective générale qui seule permet d'en saisir pleinement le sens.

En tant qu'il est produit comme individu, l'individu est individu du capital, et son assignation à une classe ne lui apparaît qu'à travers la catégorie capitaliste de la possession individuelle: ses revenus tant en quantité que par leur nature, mais aussi son capital scolaire et culturel, l'étendue et l'efficacité de ses relations, son accès à tel ou tel savoir, etc. Cette assignation est purement statique: elle ne rend pas compte de la réalité dynamique du rapport contradictoire d'implication réciproque qui lie les classes. Il est certain qu'à travers les révoltes, les conflits, les luttes, l'analyse de ce rapport de classes comme rapport d'exploitation peut émerger, de manière plus ou moins claire. Nombre de marxistes en ont rapidement déduit que la classe n'existe qu'à travers la lutte. Mais s'il y a une chose que la lutte doit amener, ce n'est certainement pas la « conscience » d'appartenir au prolétariat, mais au contraire la rage de détruire la société de classes, et donc le prolétariat avec. Pour cela, le fait que l'appartenance de classe apparaisse clairement comme une médiation peut devenir un atout, car d'une médiation on peut imaginer pouvoir se débarrasser.

Le dépassement de la valeur est dépassement de toutes les formes qui la font exister: État, capital, argent, mais aussi classes. On a longtemps cru que la lutte des classes, l'opposition entre prolétariat et classe capitaliste, pourrait se résoudre par la victoire de la classe opprimée sur la classe des oppresseurs. C'était le sens de tous les rêves du vieux mouvement ouvrier. Mais ce que la période actuelle permet de comprendre, c'est que la dissolution de la société de classes ne peut venir de la suprématie d'une classe, quand bien même cette classe serait celle de ceux qui n'auraient rien à perdre. Pour que le prolétariat abolisse le rapport social capitaliste, il faut qu'il s'abolisse lui-même en tant que pôle de ce rapport au cours de sa lutte contre le capital. Sinon sa « victoire » ne peut être que la recréation du capitalisme, comme ce fut le cas après la révolution russe. Les théories autogestionnaires aussi ne peuvent aboutir qu'au même résultat. L'autogestion ne peut rien être d'autre que l'autogestion de la circulation de valeur et donc l'autogestion de sa propre exploitation. Il ne sert à rien de s'emparer du pouvoir dans

l'entreprise pour gérer celle-ci en suivant les règles de la production marchande capitaliste: et prendre le pouvoir dans l'entreprise, c'est nécessairement se condamner à la gérer suivant les lois du capital.

En revanche, la théorie nous montre comment l'abolition de la circulation de valeur est identiquement l'abolition de la société de classes. Les contradictions du capitalisme affectent pleinement le rapport qu'entretiennent, en tant que pôles dominant et dominé produits ensemble par le processus de valorisation, le prolétariat et la classe capitaliste: c'est sur ce constat qu'on peut fonder l'espoir que le pôle dominé possède la capacité, non de l'emporter sur le pôle dominant, mais de s'abolir en détruisant le rapport lui-même.

TENTER DE COMPRENDRE LA VALEUR C'EST ENTAMER LE CHEMIN QUI MÈNE À SA DESTRUCTION

Mais les théories ne sont faites que pour mourir dans la guerre du temps: ce sont des unités plus ou moins fortes qu'il faut engager au juste moment dans le combat et, quels que soient leurs mérites ou leurs insuffisances, on ne peut assurément employer que celles qui sont là en temps utile.

GUY DEBORD

QU'EST-CE QUE LA THÉORIE ? – La critique de la valeur n'a jamais été un exercice savant. Son propos n'est pas de décrire le capitalisme dans le seul but de le connaître. Il ne saurait subsister le moindre doute sur l'intention qui sous-tend la démarche théorique: s'il apparaît nécessaire d'analyser dans ses moindres détails le rapport social capitaliste et les formes économiques sous lesquelles il se déploie, c'est pour pouvoir le combattre. À l'origine de la critique de la valeur, il y a toujours une forme ou une autre de révolte qui cherche par le concept ce qu'elle cherche aussi ailleurs dans l'action.

Mais cela n'empêche pas que la théorie critique soit une véritable manière de connaître et de comprendre le monde contemporain. Elle adopte, à bien des égards, une méthodologie similaire à celle de la science ou de la philosophie: il s'agit de traduire, dans le discours, les liens logiques et nécessaires que les formes sociales entretiennent entre elles. Cependant, la théorie critique possède un immense avantage sur ces sciences qui lui sont voisines par leur objet mais opposées dans leur projet, et qu'on appelle les « sciences sociales »: c'est que, contrairement à ce que font souvent celles-ci¹, elle ne vise pas une forme de neutralité. Aucun savoir n'est jamais

1. Sous l'influence de la critique marxiste, les sciences sociales ont assez communément admis que la pure neutralité de l'observateur n'existe pas. Mais cette critique est demeurée une pétition de principe dont ces sciences n'ont tiré, à quelques exceptions près, aucune conséquence pratique.

neutre. Il y a toujours, antérieure à toute science, une intention (qui peut ne pas être consciente) d'autant plus insidieuse qu'elle demeure dissimulée. Tout discours *sur* la société est en même temps un discours *de* la société. Il n'existe pas de position extérieure aux relations sociales qui serait à même de pouvoir rendre compte de celles-ci sans y être d'abord elle-même impliquée. La description du monde social est une production du monde social, et doit donc elle-même s'auto-analyser comme telle.

En ne mentant ni sur son origine, ni sur son projet, la théorie critique échappe au reproche qu'elle peut légitimement adresser aux sciences sociales: celui de cacher sous une apparence d'objectivité les présupposés qui les sous-tendent. C'est parce qu'elle ne peut que se considérer comme un produit de ce qui fait l'objet de son analyse que la théorie critique ne peut pas faire l'impasse sur sa propre généalogie. Elle doit, pour se comprendre elle-même, comprendre son origine et l'origine de cette origine. C'est ainsi que la révolte, qui est le fondement de toute théorie critique, devient elle-même objet de la théorie critique. La révolte se trouve alors appréhendée et justifiée par la théorie: elle est produite par l'état du monde dont elle a motivé l'analyse. Le concept de « lutte de classe » est une des manières possibles, pour la révolte, de se fonder elle-même logiquement comme une des productions du monde contre lequel elle se bat.

Les doctrines dominantes en économie, qu'elles soient d'inspiration néo-libérale ou keynésienne, reposent quant à elles sur des postulats non explicités qui sont autant de prises de position unilatérales sur la nécessité de perpétuer l'exploitation. Ce qu'elles disent sur le capitalisme n'est vrai que tant que ces postulats ne sont jamais remis en cause. Si on admet que le capitalisme a comme destin de se perpétuer sans fin, alors les théories économiques sont « vraies »: mais si on prend le parti de le voir comme un rapport social engendré par l'histoire et à ce titre transitoire, et si de plus on s'interroge sur son possible dépassement, alors s'offre à nous ce que l'économie s'emploie habituellement à nous cacher: à savoir qu'il n'y a aucune raison logique de supposer que la valeur et son

corollaire, la domination capitaliste, sont indépassables. La critique de la valeur est donc bien quelque chose qui révèle une vérité de ce monde que la science économique ne pourra jamais nous dire: que la crise économique est une crise de la domination.

UNE CRISE DE LA DOMINATION – Domination et exploitation ne s’opposent pas: ce sont les deux faces d’une même réalité. La crise de la monnaie est crise de la domination d’abord parce que la circulation de valeur est l’instrument de l’exploitation: les heurts d’une telle circulation et leurs effets visibles sur l’argent sont donc le symptôme des difficultés à exploiter, et en retour également une cause possible d’aggravation de celles-ci, même si, pour le capital, en passer par de tels paroxysmes est paradoxalement la seule méthode possible pour les résoudre. Mais la crise de la monnaie est également crise de l’exploitation parce que l’argent est le mode de répartition des fragments divisés de la puissance sociale, qui permet d’assigner à chacun la place qui lui revient sur l’échelle sociale et de le produire ainsi comme dominé ou comme dominant, comme prolétaire ou comme capitaliste. Or, à chaque fois que l’attention du public se trouve ainsi captée par les phénomènes monétaires, c’est l’aveuglante évidence de l’inégalité foncière de ce monde, si visible qu’elle est en général masquée par sa banalité même, qui revient sur le devant de la scène. Le fric donné aux banques interroge immédiatement sur le pourquoi de la répartition de l’argent. Les plans d’austérité nécessaires pour aider le secteur bancaire ou éponger les dettes publiques, qui vont contribuer à étrangler un peu plus les salariés, posent la question de la nécessité de ce sacrifice: pour aider qui? pour sauver quoi?

Le capitalisme remplace les rapports entre des gens par des rapports entre des choses, et transpose les conflits entre humains en une contradiction interne à son processus de valorisation. Si la valorisation est un processus heurté et chaotique, c’est parce que la domination suppose la soumission et que celle-ci engendre toujours, à un moment ou à un autre, la révolte. C’est parce que le processus de création et de circulation de valeur est la transposition dans ces

formes sociales dépersonnalisées de l'exploitation d'êtres humains par d'autres êtres humains que les difficultés de la valorisation ne sont toujours, en dernière analyse, que l'expression sous une forme « économique » des difficultés de la domination elle-même.

Quand la domination repose sur des liens personnels ou sur la soumission de groupes sociaux parfaitement identifiables à d'autres groupes sociaux tout aussi visibles – et tel est le cas de la soumission d'un peuple par son aristocratie, ou encore de la soumission d'un peuple par un autre peuple – les liens de soumission ainsi créés s'identifient plus facilement à ces groupes. On est soumis identiquement par le seigneur et par le pouvoir féodal, par le colon et par la colonisation. La révolte contre le lien de domination devient facilement révolte contre le groupe dominant, qui subsume, sous son activité de groupe dominant (comme peuple de colons, comme caste de seigneurs), toutes les facettes de la sujétion. Mais les choses sont différentes lorsque, dans le cas du capitalisme, les solidarités ouvrières se sont délitées sous l'influence du processus d'individuation que nous avons décrit au chapitre précédent. Chaque soumission particulière – à un patron, à la police, à un petit chef, à l'État – apparaît désormais comme un cas spécifique, qui se donne comme indépendant des autres et qui semblerait presque pouvoir être résolue par une mesure adaptée et circonstancielle, tandis que la soumission générale à la valeur semble une soumission à une loi générale et impersonnelle qui ne favorise personne en particulier. Tout cela n'est que la surface des choses, car, comme nous l'avons dit, l'existence même de l'argent est la preuve que la théorie peut apporter de la persistance de l'exploitation du prolétariat par la classe capitaliste. Mais cette surface des choses, qui n'est rien d'autre que la réalité dans laquelle nous nous mouvons quotidiennement, est suffisante pour que le rapport de domination demeure en partie masqué, dans son étendue et sa forme réelle, à ceux qui le subissent. En transposant dans la circulation de valeur la structure des rapports de domination, le capitalisme a fait de cette structure ce à quoi tous les dispositifs concrets de cette domination, qui sont nombreux et hétérogènes, se ramènent en dernière instance. Certaines formes

de domination particulières, patriarcales, racistes ou religieuses par exemple, n'ont pas elles-mêmes été créées par le capitalisme: bien au contraire, elles ont leurs origines historiques dans la période qui a précédé le capitalisme comme mode de production. Mais toutes ne peuvent exister, comme dispositifs particuliers de domination, qu'en tant qu'elles renvoient à la valeur, car aucune puissance de domination ne peut exister en-dehors de ce qui fait, actuellement, sa seule force possible: l'exploitation. La doctrine islamiste conteste peut-être certains des aspects du mode de vie occidental, mais elle ne conteste sûrement pas l'argent, ni sa circulation.

Cette dépersonnalisation a cependant aussi un revers, qui est que la maîtrise en échappe à ses bénéficiaires bien plus encore que dans toute autre forme de domination. Dès lors que soumettre les autres suppose de se soumettre soi-même à des formes sociales impératives, celles-ci font en retour peser constamment les contraintes de leur dynamique sur le système tout entier. En faisant le choix de la marchandise, choix qui lui permettait d'asseoir sa domination, la bourgeoisie occidentale a soumis l'humanité entière à la logique marchande.

Les difficultés de la valorisation sont constantes, et en quelque sorte *sui generis*, parce que les contraintes qui sont ainsi imposées sont faites pour maintenir un carcan continu. L'instrument de domination est une cote sociale taillée pour maintenir constante la soumission et *contenir*, au sens plein du terme, la révolte: c'est-à-dire pour lui donner un écrin dont elle ne devra pas sortir. Si, par exemple, un capitaliste délocalise sa production à la fois pour des raisons de coût de la main-d'œuvre et de combativité ouvrière (deux raisons qui, à un certain niveau d'analyse, peuvent nous apparaître comme les deux faces d'un même phénomène), toutes les difficultés que cette délocalisation pourrait entraîner (y compris les difficultés financières liées au caractère désormais nécessairement international du négoce qu'il entreprend) sont en un sens l'expression de la difficulté majeure qui a motivé son départ.

Que la valeur soit un instrument de domination ne signifie pas qu'une crise économique survient parce que, dans la période qui la

précède, les prolétaires se sont particulièrement révoltés, pas plus que son entrée en crise n'annonce automatiquement une révolte importante dans un avenir proche. Une « crise de la domination » peut prendre mille formes différentes dont aucune n'a une vocation particulière à s'imposer plus qu'une autre. Ce peut être l'apathie transitoire d'un prolétariat en état de choc face à l'agressivité des mesures qui vont inévitablement être prises par les États. Mais ce pourrait être aussi ce que redoute déjà la classe capitaliste mondiale: la mise en échec concrète, un peu partout, des mesures drastiques d'austérité, et le saut dans l'inconnu qui s'en suivrait. Dans tous les cas, ce que la « crise de la domination » révèle, c'est le caractère fini du mode de production capitaliste.

Si on peut affirmer, comme dans le premier chapitre de cet ouvrage, que la fin du capitalisme arrivera « un jour », c'est à la condition de ne pas ignorer qu'aux yeux de l'histoire cinquante ou cent années sont peu de choses. Marx a vu, pour l'essentiel, les impossibilités structurelles du mode de production capitaliste: s'il a cru la fin de celui-ci si proche, c'est qu'il était évidemment impossible de deviner à quel point il serait capable de s'adapter dans les vicissitudes du xx^e siècle. Mais ce qui a si bien résisté pendant un siècle et demi n'est pas pour autant devenu éternel. « Un jour » signifie aussi bien dans six mois que dans dix, trente ou deux cents ans, même si tout laisse croire que la crise actuelle n'est pas de celles qui seront facilement surmontées: la nouveauté structurelle introduite par la généralisation de l'argent-dette rend en effet le capitalisme mondial encore plus fragile qu'il ne l'était auparavant.

Mais il y a aussi un autre sens à ce « un jour », bien plus essentiel que la question insoluble de la durée qui nous sépare des soubresauts ultimes de la circulation de valeur: c'est que dans tous les cas, et quelle que soit cette durée, la question de la fin du capitalisme est une question qui se pose dès maintenant, et non une question de demain². Depuis qu'il est né, ce mode de production a posé la

2. La révolution et la production du communisme sont plus que jamais à l'ordre du jour. Sur la forme que pourrait prendre une telle révolution telle qu'on peut la déduire des luttes de classe actuelles, voir *SIC* n° 1, revue internationale consacrée à la communisation.

problématique de sa mort comme une part essentielle de ce qu'il est: car c'est pour éviter de mourir lui-même qu'il peut en venir à nous tuer. C'est dès aujourd'hui que se joue la possibilité ou non de la survie future de l'humanité en tant qu'espèce, et elle se joue dans notre capacité à empêcher la destruction programmée des conditions de survie à la surface de cette planète. C'est dès aujourd'hui que se joue la capacité de la révolte à faire échec à la valeur comme méthode d'exploitation. C'est dès aujourd'hui que le combat est décisif, parce que chaque instant de soumission est un moment de défaite, et que le capitalisme n'attend que le moment où cette défaite sera définitive. Ce qu'il ne comprend pas, c'est que, dans la mesure où il crée sa propre opposition par le jeu de ses contradictions, cette apothéose ne pourra signifier rien d'autre que son propre anéantissement et en même temps celui de tous les êtres humains. Mais tant que le capitalisme ne nous aura pas tous tués en se tuant lui-même, il restera l'espoir que son épilogue ne soit pas la fin de toute histoire humaine, mais la création d'une organisation collective capable d'éradiquer les différentes formes de la domination, même les plus anciennes.

TABLE

1.	Bientôt la fin ?	7
2.	Retour sur une crise qui a failli emporter le monde	11
3.	Argent pas cher	27
4.	Pourquoi l'argent vaut-il quelque chose plutôt que rien ?	47
5.	La valeur de la valeur	69
6.	L'argent créance comme produit de la circulation de la valeur	91
7.	Valeur et survaleur	109
8.	Possibilité et nécessité des crises	119
9.	La valeur est un acte de violence sociale	143
10.	Tenter de comprendre la valeur c'est entamer le chemin qui mène à sa destruction	159

DANS LA MÊME COLLECTION

Nanni Balestrini
La violence illustrée

Paul Mattick
Marxisme, dernier refuge de la bourgeoisie?

Nanni Balestrini
Blackout

Otto Rühle
Karl Marx

Yann Collonges, Pierre Georges Randal
Les autoréductions

Nanni Balestrini
Nous voulons tout

Voline
La révolution inconnue (3 vol.)

Jean Wintch, Charles Heimberg
L'École Ferrer de Lausanne

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

Maximilien Rubel
Marx théoricien de l'anarchisme

Michel Bakounine
*Considérations philosophiques sur le fantôme divin,
le monde réel et l'Homme*

Karl Marx
*Contribution à la critique
de la philosophie du droit de Hegel*

Alfredo M. Bonanno
La joie armée

Otto Rühle
La révolution n'est pas une affaire de parti

Karl Marx
Salaires, prix et profits

Réalisé par les éditions Entremonde
Genève (Suisse), 2012
ISBN 978-2-940426-21-8/ISSN 1662-3231
IMPRIMÉ EN FRANCE